

Bruxelles, le **XXX**
[...](2021) **XXX** draft

SENSITIVE*
UNTIL ADOPTION

COMMUNICATION DE LA COMMISSION

Lignes directrices concernant les aides d'État au climat, à la protection de l'environnement et à l'énergie pour 2022

* Distribution only on a 'Need to know' basis - Do not read or carry openly in public places. Must be stored securely and encrypted in storage and transmission. Destroy copies by shredding or secure deletion. Full handling instructions <https://europa.eu/db43PX>

COMMUNICATION DE LA COMMISSION

Lignes directrices concernant les aides d'État au climat, à la protection de l'environnement et à l'énergie pour 2022

1.	INTRODUCTION.....	6
2.	CHAMP D'APPLICATION ET DÉFINITIONS	8
2.1	Champ d'application.....	8
2.2	Mesures d'aide relevant des présentes lignes directrices.....	9
2.3	Structure des lignes directrices	10
2.4	Définitions.....	10
3.	APPRÉCIATION DE LA COMPATIBILITÉ DES AIDES AU REGARD DE L'ARTICLE 107, PARAGRAPHE 3, POINT C), DU TRAITÉ	26
3.1	Condition positive: l'aide doit faciliter le développement d'une activité économique.....	27
3.1.1	Identification de l'activité économique qui est facilitée par la mesure, de ses effets positifs pour la société en général et, le cas échéant, de sa pertinence pour certaines politiques de l'Union.....	27
3.1.2	Effet incitatif	27
3.1.3	Absence de violation de toute disposition applicable du droit de l'Union....	29
3.2	Condition négative: la mesure d'aide ne doit pas altérer indûment les conditions des échanges dans une mesure contraire à l'intérêt commun	29
3.2.1	Limitation des distorsions de la concurrence et des échanges	29
3.2.1.1	Nécessité de l'aide.....	29
3.2.1.2	Caractère approprié de l'aide	31
3.2.1.2.1	Caractère approprié des autres instruments d'intervention	31
3.2.1.2.2	Caractère approprié des différents instruments d'aide...	32
3.2.1.3	Proportionnalité.....	33
3.2.1.3.1	Cumul.....	34
3.2.1.4	Transparence	35
3.2.2	Prévention des effets négatifs non désirés sur la concurrence et les échanges	36
3.3	Mise en balance des effets positifs de l'aide et des effets négatifs sur la concurrence et les échanges	38
4.	CATÉGORIES D'AIDES	39
4.1	Aide à la réduction et à la suppression des émissions de gaz à effet de serre notamment en soutenant les énergies renouvelables	39
4.1.1	Justification	39
4.1.2	Champ d'application et activités bénéficiant d'aides.....	39
4.1.3	Limitation des distorsions de la concurrence et des échanges	40

4.1.3.1	Nécessité de l'aide.....	40
4.1.3.2	Caractère approprié de l'aide	41
4.1.3.3	Admissibilité	41
4.1.3.4	Consultation publique	42
4.1.3.5	Proportionnalité.....	44
4.1.4	Prévention des effets négatifs non désirés sur la concurrence et les échanges, et mise en balance.....	45
4.2	Aides à l'amélioration de la performance énergétique et environnementale des bâtiments.....	49
4.2.1	Justification de l'aide	49
4.2.2	Champ d'application et activités bénéficiant d'un soutien	50
4.2.3	Effet incitatif	51
4.2.4	Limitation des distorsions de la concurrence et des échanges	51
4.2.4.1	Caractère approprié de l'aide	51
4.2.4.2	Proportionnalité.....	51
4.2.5	Prévention des effets négatifs non désirés sur la concurrence et les échanges, et mise en balance.....	52
4.3	Aides en faveur d'une mobilité propre	54
4.3.1	Aides à l'acquisition et à la location de véhicules de transport propres et d'équipements de service propres et au post-équipement de véhicules	54
4.3.1.1	Justification de l'aide	54
4.3.1.2	Champ d'application et activités soutenues	55
4.3.1.3	Effet incitatif	55
4.3.1.4	Limitation des distorsions de la concurrence et des échanges	56
4.3.1.4.1	Caractère approprié de l'aide	56
4.3.1.4.2	Proportionnalité.....	56
4.3.1.5	Prévention des effets négatifs non désirés sur la concurrence et les échanges, et mise en balance.....	57
4.3.2	Aides au déploiement d'infrastructures de recharge ou de ravitaillement	59
4.3.2.1	Justification de l'aide	59
4.3.2.2	Champ d'application et activités soutenues	60
4.3.2.3	Limitation des distorsions de la concurrence et des échanges	60
4.3.2.3.1	Nécessité de l'aide.....	60
4.3.2.3.2	Caractère approprié de l'aide	60
4.3.2.3.3	Proportionnalité.....	61
4.3.2.4	Prévention des effets négatifs non désirés sur la concurrence et les échanges, et mise en balance.....	62
4.4	Aides à l'utilisation efficace des ressources et au soutien à la transition vers une économie circulaire.....	64
4.4.1	Justification de l'aide	64
4.4.2	Champ d'application et activités bénéficiant d'aides.....	64
4.4.3	Effet incitatif	66

4.4.4	Réduction au minimum des distorsions de la concurrence et des échanges	66
4.4.4.1	Nécessité de l'aide	66
4.4.4.2	Caractère approprié	67
4.4.4.3	Proportionnalité	67
4.4.5	Prévention des effets négatifs non désirés sur la concurrence et les échanges	69
4.5	Aides à la prévention ou à la réduction de la pollution autre que par les gaz à effet de serre	70
4.5.1	Justification de l'aide	70
4.5.2	Champ d'application et activités bénéficiant d'aides	71
4.5.3	Effet incitatif	71
4.5.4	Réduction au minimum des distorsions de la concurrence et des échanges	72
4.5.4.1	Nécessité de l'aide	72
4.5.4.2	Proportionnalité	72
4.5.5	Prévention des effets négatifs non désirés sur la concurrence et les échanges	73
4.6	Aides à l'assainissement de sites contaminés, à la réhabilitation d'habitats naturels et d'écosystèmes, à la biodiversité et aux solutions fondées sur la nature	74
4.6.1	Justification de l'aide	74
4.6.2	Champ d'application et activités bénéficiant d'aides	74
4.6.3	Effet incitatif	75
4.6.4	Proportionnalité	76
4.7	Aides sous forme de réductions de taxes fiscales ou parafiscales	77
4.7.1	Aides sous forme de réductions de taxes environnementales et parafiscales	77
4.7.1.1	Justification de l'aide	77
4.7.1.2	Champ d'application et activité bénéficiant d'aides	77
4.7.1.3	Réduction au minimum des distorsions de la concurrence et des échanges	78
4.7.1.3.1	Nécessité	78
4.7.1.3.2	Caractère approprié	78
4.7.1.3.3	Proportionnalité	79
4.7.2	Aides à la protection de l'environnement sous forme de réductions de taxes fiscales ou parafiscales	79
4.7.2.1	Justification de l'aide	79
4.7.2.2	Champ d'application et activités bénéficiant d'aides	80
4.7.2.3	Effet incitatif	80
4.7.2.4	Proportionnalité	80
4.7.2.5	Prévention des effets négatifs non désirés sur la concurrence et les échanges	81
4.8	Aide à la sécurité de l'approvisionnement en électricité	81
4.8.1	Justification de l'aide	81

4.8.2	Champ d'application et activités bénéficiant d'aides.....	81
4.8.3	L'aide doit faciliter le développement d'une activité économique	82
4.8.3.1	Faciliter le développement de certaines activités économiques.....	82
4.8.3.2	Effet incitatif	82
4.8.4	Réduction au minimum des distorsions de la concurrence et des échanges .	82
4.8.4.1	Nécessité.....	82
4.8.4.2	Caractère approprié	84
4.8.4.3	Admissibilité	84
4.8.4.4	Consultation publique	85
4.8.4.5	Proportionnalité.....	86
4.8.5	Prévention des effets négatifs non désirés sur la concurrence et les échanges et mise en balance.....	87
4.9	Aides en faveur des infrastructures énergétiques.....	89
4.9.1	Justification de l'aide	89
4.9.2	Champ d'application	90
4.9.3	Réduction au minimum des distorsions de la concurrence et des échanges .	91
4.9.3.1	Nécessité et caractère approprié	91
4.9.3.2	Proportionnalité de l'aide	92
4.9.4	Prévention des effets négatifs non désirés sur la concurrence et les échanges et mise en balance.....	92
4.10	Aides en faveur des réseaux de chaleur et de froid.....	93
4.10.1	Justification de l'aide	93
4.10.2	Portée et activité bénéficiant d'une aide	93
4.10.3	Nécessité et caractère approprié	94
4.10.4	Proportionnalité de la mesure d'aide.....	94
4.10.5	Prévention des effets négatifs non désirés sur la concurrence et les échanges, et mise en balance.....	94
4.11	Aides sous la forme de réductions des taxes sur l'électricité accordées aux gros consommateurs d'énergie	95
4.11.1	Justification de l'aide	95
4.11.2	Champ d'application: taxes pouvant faire l'objet de réductions.....	96
4.11.3	Réduction au minimum des distorsions de la concurrence et des échanges	97
4.11.3.1	Admissibilité	97
4.11.3.2	Proportionnalité de la mesure d'aide.....	97
4.11.3.3	Forme de l'aide d'État.....	98
4.11.3.4	Audits énergétiques et systèmes de management de l'énergie	98
4.11.3.5	Règles transitoires	99
4.12	Aides à la cessation d'activités liées au charbon, à la tourbe et au schiste bitumineux	99
4.12.1	Aide à la cessation anticipée	99
4.12.1.1	Justification de l'aide	99

4.12.1.2	Champ d'application et activités bénéficiant d'aides.....	100
4.12.1.3	Effet incitatif	100
4.12.1.4	Nécessité et caractère approprié	100
4.12.1.5	Proportionnalité.....	101
4.12.1.6	Prévention des effets négatifs non désirés sur la concurrence et les échanges	101
4.12.2	Aides pour coûts exceptionnels.....	102
4.12.2.1	Justification de l'aide	102
4.12.2.2	Champ d'application et activités bénéficiant d'aides.....	102
4.12.2.3	Nécessité et caractère approprié	102
4.12.2.4	Effet incitatif et proportionnalité.....	102
4.12.2.5	Prévention des effets négatifs non désirés sur la concurrence et les échanges	103
4.13	Aides aux études ou aux services de conseil sur des questions liées à la protection de l'environnement et à l'énergie	104
4.13.1	Champ d'application et activité bénéficiant d'aides	104
4.13.2	Effet incitatif	104
4.13.3	Proportionnalité.....	104
5.	ÉVALUATION.....	104
6.	RAPPORTS ET CONTRÔLE	106
7.	APPLICABILITÉ.....	106
8.	RÉVISION	107

1. INTRODUCTION

1. La Commission a fait du pacte vert pour l'Europe une priorité politique de premier plan, son but étant de transformer l'Union en une société juste et prospère, dotée d'une économie à la fois moderne, efficace dans son utilisation des ressources et compétitive, et dans laquelle personne n'est laissé pour compte. En 2019, la Commission a réaffirmé ses ambitions en matière climatique au travers de la communication sur le pacte vert¹, qui fait de l'absence d'émission nette de gaz à effet de serre d'ici à 2050 un objectif. En vue d'engager l'Union sur une voie équilibrée, réaliste et prudente vers la neutralité climatique d'ici à 2050, la Commission a en outre proposé de réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55 % d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 1990². Ces objectifs ambitieux ont été inscrits dans la loi européenne sur le climat³.
2. En outre, à la suite de l'approbation de l'objectif de réduction des émissions de 55 % d'ici à 2030 par le Conseil européen en décembre 2020⁴, la Commission a adopté, en [juillet] 2021, un paquet «Ajustement à l'objectif 55» regroupant les propositions législatives pour appuyer la réalisation de cet objectif⁵ et placer l'UE sur la voie de la neutralité climatique d'ici à 2050.
3. Des efforts considérables et un soutien approprié seront nécessaires pour atteindre les objectifs de neutralité climatique, d'adaptation au changement climatique, d'une utilisation efficace des ressources et de l'énergie en particulier, de circularité, de pollution zéro et de restauration de la biodiversité, et pour accompagner cette transition verte. Pour réaliser l'ambition affichée dans la communication sur le pacte vert, il sera nécessaire de réaliser des investissements importants, notamment dans les sources d'énergie renouvelables. La Commission a estimé que pour atteindre les objectifs récemment revus à la hausse en matière de climat, d'énergie et de transport à l'horizon 2030, il faudra 350 000 000 000 EUR d'investissements annuels supplémentaires par rapport aux niveaux de la période 2011-2020, auxquels s'ajoutent les 130 000 000 000 EUR annuels estimés précédemment pour les autres objectifs environnementaux⁶. Ce défi en matière d'investissement est d'une ampleur telle qu'il exige une mobilisation efficace tant du secteur privé que des fonds publics. Tous les secteurs seront concernés et donc l'économie de l'Union dans son ensemble.
4. La politique de la concurrence, et plus particulièrement les règles relatives aux aides d'État, ont un rôle crucial à jouer pour permettre à l'Union d'atteindre ses objectifs stratégiques inscrits du pacte vert et pour l'appuyer dans cette mission. La communication sur le pacte vert prévoit expressément que les règles relatives aux aides d'État seraient révisées afin de tenir compte de ces objectifs stratégiques, de contribuer

¹ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, «Le pacte vert pour l'Europe», COM(2019) 640 final.

² Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, «Accroître les ambitions de l'Europe en matière de climat pour 2030, Investir dans un avenir climatiquement neutre dans l'intérêt de nos concitoyens», COM(2020) 562 final.

³ [Référence juridique à inscrire après adoption par les colégislateurs]

⁴ <https://www.consilium.europa.eu/media/47328/1011-12-20-euco-conclusions-fr.pdf>.

⁵ [Référence à insérer après adoption du paquet par les colégislateurs]

⁶ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020SC0098&from=EN>

d'une manière équitable et efficace sur le plan économique à la transition vers la neutralité climatique, et de faciliter la suppression progressive des combustibles fossiles, en particulier ceux qui sont les plus polluants, garantissant ainsi des conditions de concurrence égales dans le marché intérieur. Les présentes lignes directrices résultent de cette révision.

5. Afin d'empêcher les aides d'État de fausser ou de menacer de fausser la concurrence dans le marché intérieur et d'affecter les échanges entre États membres, l'article 107, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne énonce le principe d'interdiction des aides d'État. Dans certains cas, cependant, ces aides peuvent être compatibles avec le marché intérieur en vertu de l'article 107, paragraphes 2 et 3, du traité.
6. Les États membres doivent notifier les aides d'État conformément à l'article 108, paragraphe 3, du traité, à l'exception des mesures qui remplissent les conditions énoncées dans un règlement d'exemption par catégorie adopté par la Commission en vertu de l'article 1^{er} du règlement (UE) 2015/1588 du Conseil⁷.
7. Les présentes lignes directrices fournissent des orientations sur la manière dont la Commission appréciera la compatibilité des mesures en matière de protection de l'environnement, y compris de protection du climat, et en matière d'énergie qui sont soumises à l'obligation de notification au titre de l'article 107, paragraphe 3, point c), du traité. Toute référence à la «protection de l'environnement» dans les présentes lignes directrices doit être comprise comme une protection de l'environnement englobant la protection du climat.
8. L'article 107, paragraphe 3, point c), du traité dispose qu'une mesure d'aide peut être considérée comme compatible avec le marché intérieur pour autant que deux conditions, l'une positive et l'autre négative, soient remplies. La condition positive est que l'aide doit faciliter le développement d'une activité économique. La condition négative est que l'aide ne doit pas altérer les conditions des échanges dans une mesure contraire à l'intérêt commun.
9. S'il est généralement admis que des marchés concurrentiels ont tendance à être un facteur d'efficacité en matière de prix, de production et d'utilisation des ressources, une intervention de l'État peut être nécessaire pour faciliter le développement de certaines activités économiques qui ne se seraient pas développées du tout, ou qui ne le seraient pas au même rythme ou dans les mêmes conditions, en l'absence d'aide. Cette intervention contribue ainsi à une croissance intelligente, durable et inclusive.
10. Dans ce contexte de protection de l'environnement, les externalités environnementales, les défauts d'informations et les lacunes en matière de coordination signifient que les coûts et les bénéfices d'une activité économique ne sont peut-être pas pleinement pris en considération par les opérateurs du marché lorsqu'ils prennent des décisions en matière de consommation, d'investissement et de production, et ce malgré les interventions réglementaires. Ces défaillances du marché, c'est-à-dire les situations dans

⁷ Règlement (UE) 2015/1588 du Conseil du 13 juillet 2015 sur l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à certaines catégories d'aides d'État horizontales (JO L 248 du 24.9.2015, p. 1).

lesquelles les marchés, s'ils sont livrés à eux-mêmes, ont peu de chances de produire des résultats efficaces, n'entraînent pas nécessairement un bien-être optimal pour les consommateurs et la société au sens large. Il en résulte des niveaux insuffisants de protection de l'environnement dans le contexte des activités économiques menées en l'absence de soutien de l'État.

2. CHAMP D'APPLICATION ET DÉFINITIONS

2.1 Champ d'application

11. Les présentes lignes directrices s'appliquent aux aides d'État octroyées dans le but de faciliter le développement d'activités économiques d'une manière qui améliore la protection de l'environnement, ainsi que d'activités dans le secteur énergétique relevant du traité, pour autant que ces mesures d'aide soient couvertes par la section 2.2 des présentes lignes directrices. En conséquence, les présentes lignes directrices s'appliquent également aux secteurs qui sont soumis aux règles spécifiques de l'Union relatives aux aides d'État, sauf si ces dernières en disposent autrement ou prévoient des dispositions sur les aides en faveur de la protection de l'environnement ou les aides dans le secteur énergétique applicables à la même mesure, auquel cas les règles sectorielles spécifiques prévalent. Les présentes lignes directrices prévalent sur le point 17 b) des lignes directrices relatives au secteur de l'aviation⁸ qui concerne les mesures d'aide en faveur des grands aéroports accueillant plus de 5 millions de passagers par an, sans préjudice de modifications futures desdites lignes directrices.
12. Les présentes lignes directrices ne s'appliquent pas:
 - (a) à la conception et à la fabrication de produits, de machines ou de moyens de transport respectueux de l'environnement en vue d'exercer des activités en utilisant moins de ressources naturelles, ni aux mesures prises à l'intérieur d'usines ou d'autres installations de production en vue d'améliorer la sécurité ou l'hygiène⁹;
 - (b) aux aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation, qui relèvent des règles définies dans la communication de la Commission relative à l'encadrement des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation¹⁰;
 - (c) aux aides d'État à l'amélioration de la biodiversité, couvertes par les autres règles relatives aux aides d'État (notamment les règles relatives à la prestation des

⁸ Communication de la Commission — Lignes directrices sur les aides d'État aux aéroports et aux compagnies aériennes (JO C 99 du 4.4.2014, p. 3).

⁹ En règle générale, les aides à l'environnement faussent moins la concurrence et sont plus efficaces si elles sont octroyées aux consommateurs/utilisateurs de produits respectueux de l'environnement plutôt qu'aux producteurs/fabricants de ces produits, sans préjudice de la possibilité pour les États membres d'octroyer des aides environnementales aux entreprises afin d'améliorer le niveau de protection environnementale de leurs activités de fabrication.

¹⁰ Communication de la Commission — Encadrement des aides d'État à la recherche et au développement (JO C 198 du 27.6.2014, p. 1).

services d'intérêt économique général¹¹, aux aides d'État dans le secteur agricole et forestier¹², ou dans les secteurs de la production primaire de la pêche et de l'aquaculture¹³;

(d) aux aides d'État en faveur de l'énergie nucléaire.

13. Les aides à la protection de l'environnement et à l'énergie ne peuvent pas être octroyées à des entreprises en difficulté telles que définies par les lignes directrices de la Commission concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises non financières en difficulté¹⁴.
14. Pour apprécier une aide en faveur d'une entreprise faisant l'objet d'une injonction de récupération non exécutée, émise dans une décision antérieure de la Commission déclarant une aide illégale et incompatible avec le marché intérieur, la Commission tiendra compte du montant des aides qui reste à récupérer¹⁵.

2.2 Mesures d'aide relevant des présentes lignes directrices

15. La Commission a répertorié une série de catégories de mesures dans le domaine de la protection de l'environnement et de l'énergie pour lesquelles des aides d'État octroyées peuvent être compatibles avec le marché intérieur en vertu de l'article 107, paragraphe 3, point c), du traité à certaines conditions:
 - (a) les aides à la réduction et à l'élimination des émissions de gaz à effet de serre, y compris par un soutien aux énergies renouvelables;
 - (b) les aides à l'amélioration des performances énergétiques et environnementales dans les bâtiments;
 - (c) les aides à l'acquisition et à la location de véhicules de transport propres (utilisés pour le transport aérien, routier, ferroviaire, fluvial ou de haute mer et côtier de passagers et de marchandises), les aides au post-équipement de véhicules de transport leur permettant d'être considérés comme des véhicules de transport propres et les aides au matériel de service propre;
 - (d) les aides au déploiement d'infrastructures de recharge ou de ravitaillement pour les véhicules de transport à émissions nulles et propres;

¹¹ Communication de la Commission — Encadrement de l'Union européenne applicable aux aides d'État sous forme de compensations de service public (JO C 8 du 11.1.2012, p. 15).

¹² Lignes directrices de l'Union européenne concernant les aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales 2014-2020 (JO C 204 du 1.7.2014, p. 1).

¹³ Communication de la Commission — Lignes directrices pour l'examen des aides d'État dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture (JO C 217 du 2.7.2015, p. 1).

¹⁴ Communication de la Commission — Lignes directrices concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises non financières en difficulté (JO C 249 du 31.7.2014, p. 1).

¹⁵ Voir l'arrêt du Tribunal du 13 septembre 1995, TWD/Commission, affaires jointes T-244/93 et T-486/93, ECLI:EU:C:1995:160, point 56. Voir également la communication de la Commission - Communication de la Commission sur la récupération des aides d'État illégales et incompatibles avec le marché intérieur, C/2019/5396 (JO C 247 du 23.7.2019, p. 1).

- (e) les aides à l'utilisation efficace des ressources et au soutien à la transition vers une économie circulaire;
- (f) les aides à la prévention ou à la réduction de la pollution autre que par les gaz à effet de serre;
- (g) les aides à l'assainissement des sites contaminés, à la réhabilitation des habitats naturels et des écosystèmes, à la protection ou à la restauration de la biodiversité et aux solutions fondées sur la nature pour l'adaptation au changement climatique;
- (h) les aides sous forme de réductions de taxes ou de taxes parafiscales;
- (i) les aides à la sécurité de l'approvisionnement en électricité;
- (j) les aides en faveur des infrastructures énergétiques;
- (k) les aides aux réseaux de chaleur et de froid;
- (l) les aides sous forme de réductions de taxes sur l'électricité pour les utilisateurs gros consommateurs d'énergie;
- (m) les aides à la fermeture des centrales au charbon, à la tourbe et au schiste bitumineux;
- (n) les aides aux études ou aux services de conseil relatifs aux questions de protection de l'environnement et d'énergie.

2.3 Structure des lignes directrices

16. Le chapitre 3 définit les critères de compatibilité généralement applicables aux différentes catégories d'aides couvertes par les présentes lignes directrices. La section 3.2.1.3.1 relative au cumul s'applique à toutes les catégories d'aides concernées par les présentes lignes directrices. Le chapitre 4 énonce les critères de compatibilité spécifiques qui s'appliquent aux mesures d'aide visées par les différentes sections de ce chapitre. Les critères de compatibilité fixés par le chapitre 3 sont applicables sauf si des dispositions plus spécifiques sont précisées dans les sections spécifiques du chapitre 4.
17. Les conditions formulées dans les présentes lignes directrices s'appliquent aux régimes d'aides et aux aides individuelles, qu'elles soient octroyées sur la base d'un régime d'aides ou sur une base ad hoc, sauf disposition contraire.

2.4 Définitions

18. Aux fins des présentes lignes directrices, on entend par:
 - (1) «aide ad hoc»: toute aide qui n'est pas octroyée sur la base d'un régime d'aides;
 - (2) «intensité de l'aide»: le montant brut de l'aide exprimé en pourcentage des coûts admissibles. Tous les chiffres utilisés sont des montants avant impôts ou autres prélèvements. Lorsqu'une aide est octroyée sous une forme autre qu'une subvention, le montant de l'aide est son équivalent-subvention brut. Les aides

payables en plusieurs tranches sont calculées sur la base de leur valeur au moment de l'octroi. Le taux d'intérêt qui doit être utilisé à des fins d'actualisation et pour calculer le montant de l'aide dans le cas d'un prêt bonifié est le taux de référence applicable au moment de l'octroi. L'intensité de l'aide est calculée pour chaque bénéficiaire;

- (3) «zone assistée»: toute zone qui, au moment de l'octroi de l'aide, est désignée sur une carte des aides à finalité régionale approuvée, en application de l'article 107, paragraphe 3, points a) et c), du traité;
- (4) «équilibre»: dans le domaine de l'électricité, l'équilibre au sens de l'article 2, point 10), du règlement (UE) 2019/943 du Parlement européen et du Conseil¹⁶;
- (5) «responsable d'équilibre (RE)»: le responsable d'équilibre au sens de l'article 2, point 14), du règlement (UE) 2019/943;
- (6) «biodiversité»: la biodiversité au sens de l'article 2, point 15), du règlement (UE) n° 2020/852 du Parlement européen et du Conseil¹⁷;
- (7) «biocarburant»: le biocarburant au sens de l'article 2, point 33), de la directive 2018/2001/UE du Parlement européen et du Conseil¹⁸;
- (8) «biogaz»: le biogaz au sens de l'article 2, point 28), de la directive 2018/2001/UE;
- (9) «bioliquide»: le bioliquide au sens de l'article 2, point 32), de la directive 2018/2001/UE;
- (10) «biomasse»: la fraction biodégradable des produits, des déchets et des résidus d'origine biologique au sens de l'article 2, point 24), de la directive 2018/2001/UE;
- (11) «combustibles ou carburants issus de la biomasse»: les combustibles ou carburants issus de la biomasse au sens de l'article 2, point 27), de la directive 2018/2001/UE;
- (12) «mécanisme de capacité»: une mesure en faveur de la sécurité de l'approvisionnement en électricité au sens du règlement (UE) 2019/943;
- (13) «captage et stockage du carbone» ou «CSC»: un ensemble de techniques qui permettent de capturer le dioxyde de carbone (CO₂) émis par les installations industrielles utilisant des combustibles fossiles ou la biomasse, y compris les centrales électriques et les installations de revalorisation des déchets en énergie

¹⁶ Règlement (UE) 2019/943 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 sur le marché intérieur de l'électricité (JO L 158 du 14.6.2019, p. 54).

¹⁷ Règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables, et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 (JO L 198 du 22.6.2020, p. 13).

¹⁸ Directive 2018/2001/UE du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables (JO L 328 du 21.12.2018, p. 82).

[ou de le capturer directement à partir de l'air ambiant], de le transporter vers un site de stockage et de l'injecter dans des formations géologiques souterraines appropriées en vue d'un stockage permanent du CO₂;

- (14) «captage et utilisation du carbone» ou «CUC»: un ensemble de techniques qui permettent de capturer le CO₂ émis par les installations industrielles utilisant des combustibles fossiles ou la biomasse, y compris les centrales électriques et les installations de revalorisation des déchets en énergie [ou de le capturer directement à partir de l'air ambiant], et de le transporter vers un site de consommation ou d'utilisation du CO₂;
- (15) «équivalent CO₂»: une mesure métrique permettant de comparer les émissions de différents gaz à effet de serre sur la base de leur potentiel de réchauffement planétaire¹⁹, en convertissant les quantités d'autres gaz en quantité équivalente de dioxyde de carbone ayant le même potentiel de réchauffement planétaire;
- (16) «élimination du CO₂»: les activités anthropiques permettant d'éliminer le CO₂ de l'atmosphère et de le stocker durablement dans des réservoirs géologiques, terrestres ou océaniques ou dans des produits. Ces activités incluent le renforcement anthropique existant et potentiel de puits biologiques ou géochimiques et le captage et le stockage directs de l'air, mais excluent l'absorption naturelle du CO₂ ne résultant pas directement d'activités humaines;
- (17) «régime de certificats» ou «régime d'obligation du fournisseur»: un régime au sein duquel la valeur est créée pour la fourniture de biens ou de services grâce à la certification de ces biens ou services et l'obligation faite aux fournisseurs ou aux consommateurs d'acheter des certificats;
- (18) «matériel d'assistance en escale propre»: le matériel utilisé pour des activités de services auxiliaires des transports aériens dont les émissions directes (au tuyau d'échappement) de CO₂ sont nulles;
- (19) «matériel de terminal propre»: le matériel utilisé pour le chargement, le déchargement et le transbordement de marchandises et les unités de chargement intermodales, et pour le déplacement de fret dans la zone du terminal, dont les émissions directes (au tuyau d'échappement) de CO₂ sont nulles;
- (20) «véhicule de transport propre»:
 - (a) un véhicule routier de catégorie M1, M2 ou N1 répondant à la définition de «véhicule propre» établie à l'article 4, point 4), lettre a), de la directive (UE) 2019/1161 du Parlement européen et du Conseil²⁰;
 - (b) un véhicule routier de catégorie M3, N2 ou N3 répondant aux définitions suivantes:

¹⁹ Tel que défini dans le dernier rapport d'évaluation du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

²⁰ Directive 2019/1161/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relative à la promotion de véhicules de transport routier propres et économes en énergie (JO L 188 du 12.7.2019, p. 116).

- jusqu'au 31 décembre 2025, pour les véhicules couverts par le règlement (UE) 2019/1242 du Parlement européen et du Conseil²¹: la définition de «véhicule utilitaire lourd à faibles émissions» établie à l'article 3, point 12), dudit règlement;
 - jusqu'au 31 décembre 2025, pour les véhicules non couverts par le règlement (UE) 2019/1242: la définition de «véhicule propre» établie à l'article 4, point b), de la directive (UE) 2019/1161;
 - à partir du 1^{er} janvier 2026: la définition de «véhicule utilitaire lourd à émission nulle» établie à l'article 4, point 5, de la directive (UE) 2019/1161;
- (c) un véhicule de catégorie L (véhicules à deux ou trois roues ou quadricycles) dont les émissions de CO₂ au tuyau arrière d'échappement sont égales à 0 g de CO₂e/km, calculées conformément à l'essai en matière d'émissions établi à l'article 4 du règlement (UE) n° 168/2013 du Parlement européen et du Conseil²²;
- (d) un navire fluvial pour le transport de passagers ou de marchandises dont les émissions directes (au tuyau d'échappement) de CO₂ sont nulles; ou jusqu'au 31 décembre 2025,
- (i) un navire fluvial pour le transport de marchandises dont les émissions directes (au tuyau d'échappement) de CO₂ par tonne-kilomètre (gCO₂/tkm), calculées (ou estimées dans le cas de navires neufs) au moyen de l'indicateur opérationnel du rendement énergétique²³, sont inférieures de 50 % à la valeur de référence moyenne pour les émissions de CO₂ définie pour les véhicules utilitaires lourds (sous-groupe de véhicules 5-LH) conformément à l'article 11 du règlement (UE) 2019/1242;
- (ii) un navire fluvial pour le transport de passagers disposant d'un moteur hybride ou à double carburant qui tire au moins 50 % de son énergie de carburants à émission nulle de CO₂ (au tuyau d'échappement) ou de la puissance en charge durant son exploitation;

²¹ Règlement (UE) 2019/1242 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 établissant des normes de performance en matière d'émissions de CO₂ pour les véhicules utilitaires lourds neufs et modifiant les règlements n° 595/2009/CE et 2018/956/UE du Parlement européen et du Conseil et la directive 96/53/CE (JO L 198 du 25.7.2019, p. 202).

²² Règlement 168/2103/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 relatif à la réception et à la surveillance du marché des véhicules à deux ou trois roues et des quadricycles (JO L 60 du 2.3.2013, p. 52).

²³ L'indicateur opérationnel du rendement énergétique se définit comme le rapport de la masse de CO₂ émise par unité de transport effectué. Il s'agit d'une valeur représentative de l'efficacité énergétique de l'exploitation du navire au cours d'une période cohérente représentant le service commercial global du navire. Pour des orientations sur la manière de calculer cet indicateur, voir le document MEPC.1/Circ. 684 de l'OMI.

- (e) un navire de haute mer et côtier pour le transport de passagers ou de marchandises, un navire pour des opérations portuaires ou pour des activités auxiliaires dont les émissions de CO₂ (au tuyau d'échappement) sont nulles; ou jusqu'au 31 décembre 2025, un navire:
 - (i) disposant d'un moteur hybride ou à double carburant qui tire au moins 25 % de son énergie de carburants à émission nulle de CO₂ (au tuyau d'échappement) ou de la puissance en charge durant son exploitation normale en mer et au port;
 - (ii) dont la valeur atteinte de l'indice nominal de rendement énergétique (EEDI) est inférieure de 10 % aux exigences de l'EEDI applicables le 1^{er} avril 2022²⁴ et si le navire peut être alimenté au moyen de carburants à émission nulle de CO₂ (au tuyau d'échappement) ou de carburants provenant de sources renouvelables.
- (f) un navire de haute mer et côtier pour le transport de marchandises qui est exclusivement utilisé pour la prestation de services côtiers et à courte distance conçus pour permettre le transfert modal de marchandises actuellement transportées par voie terrestre vers la voie maritime, et dont les émissions de CO₂ (au tuyau d'échappement), calculées à l'aide de l'indice nominal de rendement énergétique (EEDI)²⁵ de l'Organisation maritime internationale (OMI), sont inférieures de 50 % à la valeur de référence moyenne pour les émissions de CO₂ définies pour les véhicules utilitaires lourds (sous-groupe de véhicules 5-LH) conformément à l'article 11 du règlement (UE) 2019/1242;
- (g) du matériel roulant dont les émissions directes (au tuyau d'échappement) de CO₂ sont nulles; ou du matériel roulant dont les émissions directes de CO₂ au tuyau d'échappement sont nulles lorsqu'il est exploité sur une voie équipée de l'infrastructure nécessaire, et qu'il utilise un moteur conventionnel lorsqu'une telle infrastructure n'est pas disponible (électrodiesel);
- (h) un aéronef dont la valeur métrique certifiée excède d'au moins 10 % les normes de protection de l'environnement les plus récentes de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) qui sont établies à l'annexe 16 de la convention de Chicago²⁶, y compris les valeurs métriques d'un nouveau type d'aéronef, conformément à l'article 9, point 2), du règlement

²⁴ Exigences définies au titre de l'EEDI par le Comité de la protection du milieu marin de l'Organisation maritime internationale à l'occasion de sa soixante-quatrième session. Les navires qui appartiennent aux types de navires définis dans la règle 2 de l'annexe VI de la convention MARPOL, mais qui ne sont pas considérés comme des navires neufs en vertu de cette règle, peuvent communiquer la valeur EEDI atteinte, calculée sur une base volontaire conformément à l'annexe VI, chapitre 4, de la convention MARPOL, et faire vérifier ces calculs conformément à l'annexe VI, chapitre 2, de la convention MARPOL.

²⁵ Indice nominal de rendement énergétique:
<http://www.imo.org/fr/MediaCentre/HotTopics/GHG/Pages/EEDI.aspx>.

²⁶ Convention relative à l'aviation civile internationale, signée à Chicago le 7 décembre 1944.

(UE) 2018/1139²⁷; ou bien, s'il remplace un aéronef qui dépasse déjà les normes de protection environnementale les plus récentes de l'OACI en matière de bruit et d'émissions pour un nouveau type d'aéronef, établies à l'annexe 16 de la convention de Chicago et conformément à l'article 9, point 2), du règlement (UE) 2018/1139, un aéronef qui apporte une amélioration sur le plan de la protection de l'environnement d'au moins 10 % par rapport à l'aéronef remplacé;

- (21) «matériel de service propre»: le matériel de terminal propre et le matériel d'assistance en escale propre;
- (22) «cogénération» ou production combinée de chaleur et d'électricité: la cogénération au sens de l'article 2, point 30), de la directive (UE) 2012/27 du Parlement européen et du Conseil²⁸;
- (23) «site contaminé»: site sur lequel a été confirmée la présence de matières ou de substances découlant de l'activité humaine, dans des concentrations telles qu'elles présentent un risque important pour la santé humaine ou pour l'environnement compte tenu de l'utilisation effective des terrains et de leur utilisation future autorisée;
- (24) «projet de démonstration»: un projet montrant une technique inédite dans l'Union et représentant une innovation importante dépassant largement l'état commercial de la technique;
- (25) «numérisation»: l'adoption de technologies réalisées par des appareils et/ou des systèmes électroniques permettant d'accroître la fonctionnalité du produit, de développer des services en ligne, de moderniser les processus ou de migrer vers des modèles commerciaux reposant sur la désintermédiation de la production de biens et de la fourniture de services, pour finalement induire des transformations;
- (26) «élimination»: l'élimination au sens de l'article 3, point 19), de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil²⁹;
- (27) «gestionnaire de réseau de distribution»: le gestionnaire de réseau de distribution au sens de l'article 2, point 29), de la directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil;

²⁷ Règlement (UE) 2018/1139 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2018 concernant des règles communes dans le domaine de l'aviation civile et instituant une Agence de l'Union européenne pour la sécurité aérienne, et modifiant les règlements (CE) n° 2111/2005, (CE) n° 1008/2008, (UE) n° 996/2010, (UE) n° 376/2014 et les directives 2014/30/UE et 2014/53/UE du Parlement européen et du Conseil, et abrogeant les règlements (CE) n° 552/2004 et (CE) n° 216/2008 du Parlement européen et du Conseil ainsi que le règlement (CEE) n° 3922/91 du Conseil.

²⁸ Directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE (JO L 315 du 14.11.2012, p. 1), telle que modifiée par la directive (UE) 2018/2002 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018.

²⁹ Directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives (JO L 312 du 22.11.2008, p. 3).

- (28) «systèmes de chauffage urbains» ou «systèmes de refroidissement urbains»: les systèmes de chauffage urbains ou les systèmes de refroidissement urbains au sens de l'article 2, point 19), de la directive (UE) 2010/31 du Parlement européen et du Conseil;
- (29) «systèmes de chauffage/refroidissement urbain»: à la fois les installations de production de chaleur (installations de production de chaleur/de refroidissement) et les réseaux de stockage de chaleur/de froid et de distribution (aussi bien le réseau «primaire», ou de transport, que le réseau «secondaire» de canalisations pour fournir la chaleur aux consommateurs). Les références faites aux «systèmes de chauffage urbain» s'entendent comme les systèmes de chauffage/refroidissement urbain, selon que les réseaux fournissent de la chaleur ou du froid conjointement ou séparément;
- (30) «innovation écologique»: toutes les formes d'activités innovantes, incluant de nouveaux procédés de production, de nouveaux produits ou de nouveaux services, et de nouvelles méthodes de gestion et techniques commerciales, qui aboutissent ou visent à améliorer sensiblement la protection de l'environnement et à réduire sensiblement les incidences de la pollution sur l'environnement. Aux fins de la présente définition, ne sont pas considérés comme des innovations:
- (a) les activités n'apportant que des changements ou améliorations mineurs en termes de protection de l'environnement;
 - (b) un accroissement des moyens de production ou de service par l'adjonction de systèmes de fabrication ou de systèmes logistiques qui sont très analogues à ceux déjà en usage;
 - (c) les changements dans les pratiques commerciales de l'entreprise, l'organisation du lieu de travail ou les relations extérieures s'appuyant sur des méthodes organisationnelles déjà en usage dans l'entreprise;
 - (d) les changements dans la stratégie de gestion;
 - (e) les fusions et les acquisitions;
 - (f) la cessation de l'utilisation d'un procédé;
 - (g) le simple remplacement ou l'extension de l'équipement;
 - (h) les changements découlant uniquement de variations du prix des facteurs, la production personnalisée, les modifications saisonnières régulières et autres changements cycliques;
 - (i) le commerce de produits nouveaux ou sensiblement améliorés;
- (31) «écosystème»: l'écosystème au sens de l'article 2, point 13), du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil;
- (32) «efficacité énergétique»: le rapport entre les résultats, le service, la marchandise ou l'énergie que l'on obtient et l'énergie consacrée à cet effet;

- (33) «réseau de chaleur et de froid efficace»: le réseau de chaleur et de froid au sens de l'article 2, point 41), de la directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil, tel que visé à l'article 2, point 20) de la directive 2018/2001/UE du Parlement européen et du Conseil³⁰;
- (34) «énergie produite à partir de sources renouvelables»: l'énergie produite par des installations utilisant exclusivement des sources d'énergie renouvelables au sens de l'article 2, point 1), de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil³¹, ainsi que la part, en matière de valeur calorifique, d'énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelables dans les installations hybrides utilisant également des sources d'énergie classiques, ce qui inclut l'électricité renouvelable utilisée pour remplir les systèmes de stockage connectés «derrière le compteur» (installés conjointement ou comme un complément de l'installation renouvelable), mais exclut l'électricité produite à partir de ces systèmes;
- (35) «infrastructure énergétique»: tout équipement matériel ou toute installation situés dans l'Union ou qui relie l'Union à un ou plusieurs pays tiers et relevant des catégories suivantes:
- (a) en ce qui concerne l'électricité:
 - (i) les systèmes de transport et de distribution, «transport» désignant le transport d'électricité sur le réseau à très haute tension et à haute tension interconnecté aux fins de fourniture à des clients finals ou à des distributeurs, mais ne comprenant pas la fourniture, tandis que «distribution» désigne le transport d'électricité sur des réseaux de distribution à haute, à moyenne et à basse tension aux fins de fourniture à des clients, mais ne comprend pas la fourniture;
 - (ii) les équipements ou installations indispensables pour assurer la sécurité, la sûreté et l'efficacité du fonctionnement des systèmes visés au point i), notamment les systèmes de protection, de surveillance et de contrôle pour toutes les tensions et les sous-stations;
 - (iii) les composants pleinement intégrés au réseau tels que définis à l'article 2, point 51), de la directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil³²;
 - (iv) les réseaux électriques intelligents, c'est-à-dire les systèmes et composants intégrant les technologies de l'information et des

³⁰ Directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE (JO L 315 du 14.11.2012, p. 1), telle que modifiée par la directive (UE) 2018/2002 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018.

³¹ Directive 2018/2001/UE du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables (JO L 328 du 21.12.2018, p. 82).

³² Directive 2019/944/UE du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE (JO L 158 du 14.6.2019, p. 125).

communications, au moyen de plateformes numériques opérationnelles, les systèmes de contrôle et les technologies de capteurs, utilisés tant pour le transport que pour la distribution, visant un réseau de transport et de distribution d'électricité plus efficace et plus intelligent, ainsi qu'une plus grande capacité d'intégration de nouvelles formes de production, de stockage et de consommation, et facilitant de nouveaux modèles économiques et de nouvelles structures de marché;

- (v) les réseaux électriques en mer, c'est-à-dire les équipements ou installations d'infrastructures de transport ou de distribution d'électricité, tels que définis au point i) ci-dessus, ayant une double fonction: l'interconnexion et le transport ou la distribution d'électricité produite à partir de sources renouvelables en mer depuis les sites de production en mer vers deux pays ou plus, ainsi que tout équipement adjacent ou installation adjacente en mer indispensable pour assurer la sécurité, la sûreté et l'efficacité du fonctionnement des systèmes considérés, notamment les systèmes de protection, de surveillance et de contrôle, ainsi que les sous-stations nécessaires si elles garantissent également l'interopérabilité technologique, et notamment la compatibilité des interfaces entre les différentes technologies;

(b) en ce qui concerne le gaz:

- (i) les canalisations de transport et de distribution de gaz naturel, de biogaz et de gaz d'origine non biologique renouvelable qui font partie d'un réseau, à l'exclusion des gazoducs à haute pression utilisés en amont pour la distribution de gaz naturel;
- (ii) les installations souterraines de stockage raccordées aux gazoducs à haute pression visés au point i);
- (iii) les installations de réception, de stockage et de regazéification ou de décompression du gaz naturel liquéfié (GNL) ou du gaz naturel comprimé (GNC);
- (iv) les équipements ou installations indispensables pour assurer la sécurité, la sûreté et l'efficacité du fonctionnement du système ou pour mettre en place une capacité bidirectionnelle, y compris les stations de compression;
- (v) les réseaux gaziers intelligents, c'est-à-dire les équipements ou installations ci-après visant à permettre et à faciliter l'intégration des gaz renouvelables et à faibles émissions de carbone (y compris le biométhane ou l'hydrogène) dans le réseau: les systèmes et composantes numériques intégrant les technologies de l'information et des communications, les systèmes de contrôle et les technologies de capteurs permettant la surveillance interactive et intelligente, le comptage, le contrôle de la qualité, ainsi que la gestion de la production, du transport, de la distribution et de la consommation de gaz au sein d'un réseau gazier. En outre, les réseaux intelligents peuvent également inclure des équipements

permettant l'inversion de flux, de la distribution au transport, ainsi que les mises à niveau nécessaires correspondantes du réseau existant;

(c) en ce qui concerne l'hydrogène:

- (i) les canalisations de transport à haute pression de l'hydrogène, ainsi que les canalisations destinées à la distribution locale d'hydrogène, donnant accès à plusieurs utilisateurs du réseau sur une base transparente et non discriminatoire;
- (ii) les installations souterraines de stockage raccordées aux canalisations de transport ou de distribution d'hydrogène à haute pression visées au point i);
- (iii) les installations d'appel, de réception, de stockage et de regazéification ou de décompression de l'hydrogène ou de l'hydrogène incorporé dans d'autres substances chimiques dans le but d'injecter l'hydrogène dans le réseau;
- (iv) les équipements ou installations indispensables pour assurer la sécurité, la sûreté et l'efficacité du fonctionnement du système d'hydrogène ou pour mettre en place une capacité bidirectionnelle, y compris les stations de compression.

Tous les actifs énumérés aux points i), ii), iii) et iv) peuvent être des actifs nouvellement construits ou des actifs convertis du gaz naturel à l'hydrogène («adaptés»), ou une combinaison des deux.

Les actifs énumérés aux points i), ii), iii) et iv) qui sont soumis aux règles en matière d'accès de tiers sont considérés comme des infrastructures énergétiques;

(d) en ce qui concerne le dioxyde de carbone:

- (i) les canalisations, autres que le réseau de canalisations en amont, utilisées pour le transport de dioxyde de carbone provenant de plusieurs sources, c'est-à-dire les installations industrielles (y compris les centrales électriques) qui produisent du dioxyde de carbone sous forme gazeuse par combustion ou par d'autres réactions chimiques faisant intervenir des composés fossiles ou non fossiles contenant du carbone, aux fins du stockage géologique permanent du dioxyde de carbone en application de l'article 3 de la directive 2009/31/CE du Parlement européen et du Conseil³³ ou aux fins de l'utilisation du dioxyde de carbone comme matière première ou pour accroître les rendements des processus biologiques;

³³ Directive 2009/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative au stockage géologique du dioxyde de carbone et modifiant la directive 85/337/CEE du Conseil, les directives 2000/60/CE, 2001/80/CE, 2004/35/CE, 2006/12/CE et 2008/1/CE et le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil (JO L 140 du 5.6.2009, p. 114).

- (ii) les installations destinées à la liquéfaction et au stockage tampon du dioxyde de carbone en vue de son transport ultérieur;
- (iii) les infrastructures situées au sein d'une formation géologique utilisée pour le stockage géologique permanent du dioxyde de carbone en application de l'article 3 de la directive 2009/31/CE et, d'autre part, des installations de surface et d'injection associées;
- (iv) les équipements ou installations indispensables pour assurer le fonctionnement correct, sûr et efficace du système considéré, y compris les systèmes de protection, de surveillance et de contrôle.

Les actifs énumérés aux points i), ii), iii) et iv) qui sont soumis aux règles en matière d'accès de tiers sont considérés comme des infrastructures énergétiques;

- (e) les infrastructures utilisées pour le transport ou la distribution de la chaleur/de la vapeur/du froid provenant de plusieurs producteurs/consommateurs, reposant sur l'utilisation de chaleur/vapeur sans carbone/à faible intensité de carbone ou de la chaleur résiduelle produite par les applications industrielles;
- (f) les projets d'intérêt commun tels que définis à l'article 2 du règlement (UE) 347/2013 du Parlement européen et du Conseil et à l'article 170 du TFUE³⁴;
- (g) d'autres catégories d'infrastructures, concernant des infrastructures qui permettent la connexion physique ou sans fil des producteurs et des consommateurs d'énergie sans carbone/à faible intensité de carbone à partir de plusieurs points d'accès et de sortie et qui sont accessibles aux tiers n'appartenant pas aux entreprises propriétaires/gestionnaires des infrastructures.

Les actifs énumérés aux points a) à g) qui sont construits pour un consommateur préalablement identifié ou un petit groupe de consommateurs préalablement identifiés et qui sont adaptés à ses ou leurs besoins («infrastructures dédiées») ne sont pas considérés comme des infrastructures énergétiques;

- (36) «performance énergétique»: la performance énergétique d'un bâtiment au sens de l'article 2, point 4), de la directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil³⁵;

³⁴ Règlement (UE) n° 347/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2013 concernant des orientations pour les infrastructures énergétiques transeuropéennes et abrogeant la décision n° 1364/2006/CE et modifiant les règlements (CE) n° 713/2009, (CE) n° 714/2009 et (CE) n° 715/2009 (JO L 115 du 25.4.2013, p. 39).

³⁵ Directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments (JO L 153 du 18.6.2010, p. 13).

- (37) «économies d'énergie»: les économies d'énergie au sens de l'article 2, point 5), de la directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil³⁶;
- (38) «protection de l'environnement»: toute action visant à réparer ou à prévenir la pollution ou une autre atteinte au milieu physique, aux écosystèmes ou aux ressources naturelles due aux activités humaines, y compris les mesures visant à atténuer le changement climatique, à réduire le risque d'une telle atteinte, à protéger et restaurer la biodiversité ou à entraîner une utilisation plus rationnelle des ressources naturelles, notamment par des mesures d'économie d'énergie et le recours à des sources d'énergie renouvelables, ainsi que les autres techniques destinées à réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'autres polluants, ainsi qu'à passer à des modèles d'économie circulaire afin de réduire l'utilisation de matières premières et d'accroître les gains d'efficacité. Elle couvre également les actions qui renforcent la capacité d'adaptation et réduisent autant que possible la vulnérabilité à l'égard des effets climatiques;
- (39) «taxe environnementale»: une taxe dont la base imposable spécifique a manifestement un effet négatif sur l'environnement ou qui vise à taxer certaines activités, certains biens ou certains services de manière que les prix de ces derniers incluent les coûts environnementaux ou que les fabricants et les consommateurs soient orientés vers des activités qui respectent davantage l'environnement;
- (40) «adéquation des ressources»: un niveau de capacité de production jugé suffisant pour répondre aux niveaux de demande dans un État membre au cours d'une période donnée, déterminé sur la base d'un indicateur statistique classique utilisé par des organisations qui jouent un rôle que les institutions de l'Union reconnaissent comme essentiel dans la création d'un marché unique de l'électricité, par exemple le Réseau européen des gestionnaires de réseaux de transport d'électricité (REGRT-E);
- (41) «producteur»: une entreprise qui produit de l'énergie électrique à des fins commerciales;
- (42) «cogénération à haut rendement»: la cogénération à haut rendement au sens de l'article 2, point 34), de la directive 2012/27/UE;
- (43) «déséquilibres»: les écarts entre la production, la consommation et les opérations sur le marché d'un RE au cours d'une période donnée de règlement des déséquilibres;
- (44) «règlement des déséquilibres», un mécanisme financier de compensation visant à récupérer les coûts d'équilibrage applicables aux déséquilibres des RE;
- (45) «période de règlement des déséquilibres»: une période de règlement des déséquilibres au sens de l'article 2, point 15), du règlement (UE) 2019/943;

³⁶ Directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE (JO L 315 du 14.11.2012, p. 1).

- (46) «aides individuelles»: les aides ad hoc et les aides accordées sur la base d'un régime d'aide soumis à notification;
- (47) «régime d'interruptibilité»: une mesure relative à la sécurité de l'approvisionnement en électricité destinée à garantir une fréquence stable dans le réseau électrique ou à résoudre des problèmes de sécurité d'approvisionnement à court terme, y compris en interrompant la charge;
- (48) «solution fondée sur la nature»: une action visant à protéger, gérer de manière durable et restaurer les écosystèmes naturels ou modifiés, qui répond efficacement et de manière souple aux défis sociétaux, tout en procurant des bénéfices en matière de bien-être humain et de biodiversité;
- (49) «réserve de réseau»: une mesure en faveur de la sécurité de l'approvisionnement en électricité visant à compenser une insuffisance systémique et à long terme du réseau de transport ou de distribution d'électricité;
- (50) «polluant»: un polluant au sens de l'article 2, point 10), du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil;
- (51) «pollueur»: celui qui dégrade directement ou indirectement l'environnement ou crée des conditions aboutissant à sa dégradation³⁷;
- (52) «pollution»: la pollution au sens de l'article 3, paragraphe 2, de la directive 2010/75/CE³⁸;
- (53) «principe du pollueur-payeur»: principe selon lequel les coûts de la lutte contre la pollution devraient être supportés par le pollueur qui la provoque;
- (54) «préparation en vue du réemploi»: la préparation en vue du réemploi au sens de l'article 3, point 16), de la directive 2008/98/CE;
- (55) «infrastructure de recharge»: une infrastructure fixe ou mobile fournissant de l'électricité aux véhicules de transport ou au matériel de service propre;
- (56) «valorisation»: la valorisation au sens de l'article 3, point 15), de la directive 2008/98/CE;
- (57) «recyclage»: le recyclage au sens de l'article 3, point 17), de la directive 2008/98/CE;
- (58) «projet de référence»: un exemple de projet représentatif du projet classique d'une catégorie de bénéficiaires admissibles à un régime d'aides;

³⁷ Recommandation du Conseil, du 3 mars 1975, relative à l'imputation des coûts et à l'intervention des pouvoirs publics en matière d'environnement (JO L 194 du 25.7.1975, p. 1).

³⁸ Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) (JO L 334 du 17.12.2010, p. 17).

- (59) «infrastructure de ravitaillement»: une infrastructure fixe ou mobile qui permet de ravitailler des véhicules de transport propres ou à émissions nulles ou du matériel de service propre avec les carburants de substitution visés aux articles 5 et 6 de la directive 2014/94/UE;
- (60) «réhabilitation»: les actions de gestion visant à rétablir un niveau de fonctionnement écosystémique sur des sites dégradés, où l'objectif est la fourniture renouvelée et continue de services écosystémiques plutôt que la biodiversité et l'intégrité d'un écosystème de référence naturel ou semi-naturel désigné;
- (61) «assainissement»: une activité de gestion, telle que l'élimination ou la détoxification de contaminants ou de nutriments excédentaires présents dans le sol et l'eau, qui vise à éliminer les sources de dégradation;
- (62) «sources d'énergie renouvelables»: l'énergie produite à partir de sources renouvelables ou d'énergie renouvelable au sens de l'article 2, point 1), de la directive (UE) 2018/2001;
- (63) «carburants gazeux renouvelables destinés au secteur des transports, d'origine non biologique»: les carburants gazeux renouvelables destinés au secteur des transports, d'origine non biologique, au sens de l'article 2, point 36), de la directive (UE) 2018/2001;
- (64) «utilisation efficace des ressources»: la réduction de la quantité d'intrants nécessaire afin de produire une unité de rendement ou le remplacement des intrants primaires par des intrants secondaires;
- (65) «restauration»: le processus consistant à contribuer au rétablissement d'un écosystème en tant que moyen de conservation de la biodiversité et de la résilience de l'écosystème. La restauration des écosystèmes comprend les mesures prises pour améliorer l'état d'un écosystème et pour recréer ou rétablir un écosystème si cet état a été perdu;
- (66) «réemploi»: le réemploi au sens de l'article 3, point 13), de la directive 2008/98/CE;
- (67) «petite et moyenne entreprise (PME)»: toute entreprise remplissant les conditions fixées dans la recommandation de la Commission concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises³⁹;
- (68) «petite entreprise à moyenne capitalisation»: une entreprise qui n'est pas une PME et dont le nombre de salariés n'excède pas 499, calculé sur la base des articles 3 à 6 de l'annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission⁴⁰, et

³⁹ Recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises (JO L 124 du 20.5.2003, p. 36).

⁴⁰ Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (JO L 187 du 26.6.2014, p. 1).

dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 100 000 000 EUR ou dont le bilan annuel n'excède pas 86 000 000 EUR. Plusieurs entités seront considérées comme une seule entreprise si l'une des conditions énumérées à l'article 3, point 3), de l'annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 est remplie;

- (69) «potentiel d'intelligence»: la capacité des bâtiments ou des unités de bâtiment à adapter leur fonctionnement aux besoins de l'occupant, notamment en optimisant l'efficacité énergétique et les performances globales, et à adapter leur fonctionnement aux signaux du réseau;
- (70) «responsabilités standard en matière d'équilibrage»: des responsabilités non discriminatoires en matière d'équilibrage entre technologies qui n'exonèrent de responsabilité aucun producteur au sens de l'article 5 du règlement (UE) 2019/943;
- (71) «début des travaux»: le premier engagement ferme (par exemple, de commander du matériel ou de commencer la construction) qui rend un investissement irréversible. L'achat de terrains et les travaux préparatoires tels que l'obtention d'autorisations et la réalisation d'études préliminaires de faisabilité ne sont pas considérés comme le début des travaux. Dans le cas des rachats, le «début des travaux» est le moment de l'acquisition des actifs directement liés à l'établissement acquis;
- (72) «réserve stratégique»: une mesure pour la sécurité de l'approvisionnement en électricité dans laquelle la capacité d'électricité, telle que la production, le stockage ou la participation active de la demande, est maintenue hors du marché de l'électricité et n'est acheminée que dans des circonstances particulières;
- (73) «coût total de possession»: le coût total de l'acquisition et de la possession d'un véhicule pendant sa durée de vie, y compris les coûts d'acquisition ou de crédit-bail du véhicule, les coûts de carburant, les frais d'entretien et de réparation, les frais d'assurance, les coûts financiers et les taxes;
- (74) «gestionnaire de réseau de transport»: le gestionnaire de réseau de transport au sens de l'article 2, point 35), de la directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil;
- (75) «véhicule de transport»: l'un des véhicules suivants:
 - (a) un véhicule routier de catégorie M1, M2, N1, M3, N2, N3 ou L;
 - (b) un navire fluvial ou de haute mer et côtier pour le transport de passagers ou de marchandises;
 - (c) le matériel roulant; ou
 - (d) un aéronef;
- (76) «traitement»: un traitement au sens de l'article 3, point 14), de la directive 2008/98/CE;

- (77) «niveau minimum de taxation prévu par l'Union»: le niveau minimum de taxation prévu par la législation de l'Union. Pour les produits énergétiques et l'électricité, il s'agit du niveau minimum de taxation prévu à l'annexe I de la directive 2003/96/CE du Conseil⁴¹;
- (78) «norme de l'Union»:
- (a) une norme de l'Union obligatoire fixant les niveaux à atteindre par chaque entreprise en matière d'environnement, à l'exclusion des normes ou objectifs fixés au niveau de l'Union qui sont contraignants pour les États membres, mais non pour les entreprises;
 - (b) l'obligation, prévue par la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil⁴², d'appliquer les meilleures techniques disponibles (MTD) et de garantir que les niveaux d'émission de substances polluantes ne dépassent pas les niveaux qui seraient atteints en appliquant les MTD; pour les cas où les niveaux d'émission associés aux MTD ont été définis dans des actes d'exécution adoptés sur le fondement de la directive 2010/75/UE, ces niveaux seront applicables aux fins des présentes lignes directrices; lorsqu'ils sont exprimés sous forme de fourchettes, la valeur limite atteinte d'abord par la MTD est applicable;
- (79) «déchet»: un déchet au sens de l'article 3, point 1), de la directive 2008/98/CE;
- (80) «véhicule de transport à émission zéro»:
- (a) un véhicule de catégorie M1, M2 ou N1 dont les émissions à l'échappement sont nulles, telles que déterminées conformément au règlement (UE) 2017/1151 de la Commission⁴³;
 - (b) un véhicule de catégorie M3, N2 ou N3 répondant à la définition de véhicule utilitaire lourd à émission nulle énoncée dans la directive (UE) 2019/1242 du Parlement européen et du Conseil⁴⁴;
 - (c) un véhicule de catégorie L, tel que défini à l'article 4 du règlement (UE) n° 168/2013, et comprenant les véhicules motorisés à deux ou trois roues et les quadricycles, dont les émissions de CO₂ au tuyau arrière d'échappement

⁴¹ Directive 2003/96/CE du Conseil du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité (JO L 283 du 31.10.2003, p. 51).

⁴² Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) (JO L 334 du 17.12.2010, p. 17).

⁴³ Règlement (UE) 2017/1151 de la Commission du 1^{er} juin 2017 complétant le règlement (CE) n° 715/2007 du Parlement européen et du Conseil relatif à la réception des véhicules à moteur au regard des émissions des véhicules particuliers et utilitaires légers (Euro 5 et Euro 6) et aux informations sur la réparation et l'entretien des véhicules, modifiant la directive 2007/46/CE du Parlement européen et du Conseil, le règlement (CE) n° 692/2008 de la Commission et le règlement (UE) n° 1230/2012 de la Commission et abrogeant le règlement (CE) n° 692/2008 de la Commission (JO L 175 du 7.7.2017, p. 1).

⁴⁴ Règlement (UE) 2019/1242 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 établissant des normes de performance en matière d'émissions de CO₂ pour les véhicules utilitaires lourds neufs et modifiant les règlements (CE) n° 595/2009 et (UE) 2018/956 du Parlement européen et du Conseil et la directive 96/53/CE du Conseil (JO L 198 du 25.7.2019, p. 202).

sont égales à 0 g de CO₂e/km calculées conformément à l'essai relatif aux émissions prévu dans ledit règlement;

- (d) un navire fluvial ou de haute mer et côtier pour le transport de passagers ou de marchandises dont les émissions directes (au tuyau d'échappement/à l'échappement) de CO₂ sont nulles;
- (e) du matériel roulant dont les émissions directes (au tuyau d'échappement) de CO₂ sont nulles;
- (f) un aéronef dont les émissions directes (au tuyau d'échappement) de CO₂ sont nulles.

3. APPRÉCIATION DE LA COMPATIBILITÉ DES AIDES AU REGARD DE L'ARTICLE 107, PARAGRAPHE 3, POINT C), DU TRAITÉ

19. Les présentes lignes directrices définissent les critères de compatibilité applicables aux mesures d'aide en faveur du climat, de la protection de l'environnement et de l'énergie au titre de l'article 107, paragraphe 3, point c), du traité, qui sont soumises à l'obligation de notification prévue à l'article 108, paragraphe 3, du traité.
20. Sur la base de l'article 107, paragraphe 3, point c), du traité, la Commission peut considérer comme compatibles avec le marché intérieur les aides d'État destinées à faciliter le développement de certaines activités économiques dans l'Union européenne (condition positive), quand elles n'altèrent pas les conditions des échanges dans une mesure contraire à l'intérêt commun (condition négative).
21. Pour les aides visées au point 20, la Commission appréciera si elles peuvent être considérées comme compatibles avec le marché intérieur en analysant les aspects suivants:
 - (a) En ce qui concerne la première condition (positive), **les aides à la protection de l'environnement et à l'énergie facilitent le développement d'une activité économique:**
 - (i) identification de l'activité économique qui est facilitée par la mesure, de ses effets positifs pour la société en général et, le cas échéant, de sa pertinence pour certaines politiques de l'Union (voir section 3.1.1.);
 - (ii) effet incitatif de l'aide (voir section 3.1.2); et
 - (iii) absence de violation de dispositions pertinentes de la législation de l'Union (voir section 3.1.3).
 - (b) En ce qui concerne la seconde condition (négative), **les aides à la protection de l'environnement et à l'énergie n'altèrent pas indûment les conditions des échanges dans une mesure contraire à l'intérêt commun:**
 - (i) nécessité de l'intervention de l'État (voir section 3.2.1.1);
 - (ii) caractère approprié de l'aide (voir section 3.2.1.2)

- (iii) proportionnalité de l'aide (aide limitée au minimum nécessaire pour réaliser son objectif) en incluant le cumul (voir section 3.2.13);
- (iv) transparence de l'aide (voir section 3.2.1.4);
- (v) prévention des effets négatifs non désirés de l'aide sur la concurrence et les échanges (voir section 3.2.2); et
- (vi) mise en balance des effets positifs et négatifs de l'aide (section 3.3).

3.1 Condition positive: l'aide doit faciliter le développement d'une activité économique

3.1.1 Identification de l'activité économique qui est facilitée par la mesure, de ses effets positifs pour la société en général et, le cas échéant, de sa pertinence pour certaines politiques de l'Union

- 22. Lorsqu'ils notifient une aide, les États membres doivent inventorier les activités économiques qui seront facilitées et comment le développement de ces activités est favorisé.
- 23. L'aide visant à empêcher ou réduire les effets négatifs des activités économiques sur le climat ou l'environnement peut faciliter le développement d'activités économiques en augmentant la durabilité de l'activité économique concernée. L'aide peut également permettre de poursuivre l'activité à l'avenir sans causer de dommages environnementaux inacceptables et en soutenant la création de nouvelles activités et de nouveaux services économiques (en soutenant le développement de l'«économie verte»).
- 24. Les États membres doivent également déterminer si, et le cas échéant, comment l'aide contribuera à la réalisation des objectifs de la politique de l'Union en matière climatique, environnementale et énergétique et, de manière plus spécifique, aux bénéfices attendus de l'aide pour ce qui est de sa contribution substantielle à la protection de l'environnement, y compris à l'atténuation du changement climatique, ou au fonctionnement efficient du marché intérieur de l'énergie.

3.1.2 Effet incitatif

- 25. Une aide ne peut être considérée comme facilitant une activité économique que si elle a un effet incitatif. Il y a effet incitatif lorsque l'aide incite le bénéficiaire à modifier son comportement, à exercer une activité économique supplémentaire ou une activité économique plus respectueuse de l'environnement, qu'il n'exercerait pas sans l'aide ou qu'il exercerait d'une manière restreinte ou différente.
- 26. L'aide ne doit pas servir à soutenir les coûts d'une activité que son bénéficiaire aurait de toute façon supportés, ni à compenser le risque commercial normal inhérent à une activité économique⁴⁵.

⁴⁵ Voir l'arrêt de la Cour de justice du 13 juin 2013, HGA e.a./Commission, C-630/11 P à C-633/11 P, ECLI:EU:C:2013:387, point 104.

27. Prouver l'existence d'un effet incitatif suppose d'identifier le scénario factuel et le scénario contrefactuel probable en l'absence d'aide. La Commission appréciera cet aspect sur la base de la quantification visée à la section 3.2.1.3.
28. La Commission considère que l'aide est dépourvue d'effet incitatif pour son bénéficiaire dans les cas où ce dernier a adressé sa demande d'aide manuscrite aux autorités nationales après le début des travaux liés au projet ou à l'activité. Dans de tels cas, lorsque le bénéficiaire commence à mettre en œuvre un projet avant d'introduire sa demande d'aide, toute aide octroyée en faveur de ce projet ne sera pas considérée en principe comme compatible avec le marché intérieur.
29. La demande d'aide peut prendre différentes formes, y compris, par exemple, une offre dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence. Toute demande doit au moins inclure le nom du demandeur, une description du projet ou de l'activité, dont sa localisation, et le montant de l'aide nécessaire à sa réalisation.
30. Dans certains cas exceptionnels, l'aide peut avoir un effet incitatif même pour des projets ayant débuté avant la demande d'aide. En particulier, l'aide est considérée comme ayant un effet incitatif dans les situations suivantes:
 - (a) l'aide est octroyée automatiquement selon des critères objectifs et non discriminatoires et sans autre exercice d'un pouvoir discrétionnaire de la part de l'État membre, et la mesure a été adoptée et est en vigueur avant le début des travaux sur le projet ou l'activité bénéficiant de l'aide, sauf dans le cas de versions ultérieures du régime fiscal, lorsque l'activité était déjà couverte par les régimes précédents sous la forme d'avantages fiscaux;
 - (b) les autorités nationales ont publié, avant le début des travaux, un avis annonçant leur intention d'établir la mesure d'aide envisagée, sous réserve de l'autorisation de la mesure par la Commission, conformément à l'article 108, paragraphe 3, du traité. Cet avis doit être publié sur un site web public ou dans d'autres médias accessibles au public, avec un accès relativement large et aisé, et indiquer clairement le type de projets que l'État membre propose de considérer comme admissibles et à partir de quel moment. L'admissibilité proposée ne doit pas être indûment limitée. Le bénéficiaire doit avoir informé l'autorité d'octroi, avant le début des travaux, que la mesure d'aide proposée était considérée comme une condition préalable aux décisions d'investissement prises. Lorsqu'il s'appuie sur un tel avis pour démontrer l'existence d'un effet incitatif, l'État membre doit fournir, dans le cadre de sa notification de l'aide d'État, une copie de l'avis et un lien vers le site web sur lequel il a été publié ou des preuves correspondantes de son accessibilité au public;
 - (c) des aides au fonctionnement sont octroyées en faveur d'une production respectueuse de l'environnement à des installations existantes pour lesquelles il n'existe pas de «début des travaux», compte tenu de l'absence d'un nouvel investissement significatif. Dans ces cas, l'effet incitatif peut être démontré par une modification visant à exploiter l'installation d'une manière respectueuse de l'environnement plutôt que par un autre mode d'exploitation moins onéreux et moins respectueux de l'environnement.

31. La Commission considère que les aides octroyées uniquement pour couvrir le coût de l'adaptation aux normes de l'Union n'ont, en principe, aucun effet incitatif. D'une manière générale, seule une aide en faveur d'objectifs dépassant les normes de l'Union peut avoir un effet incitatif. Toutefois, dans les cas où la norme pertinente de l'Union a déjà été adoptée mais n'est pas encore en vigueur, l'aide peut avoir un effet incitatif si elle encourage la réalisation de l'investissement avant l'entrée en vigueur de la norme (voir sections 4.2.3 et 4.5.3).

3.1.3 *Absence de violation de toute disposition applicable du droit de l'Union*

32. Si l'activité bénéficiant de l'aide ou la mesure d'aide ou les modalités dont elle est assortie, notamment son mode de financement, lorsqu'elle fait partie intégrante de l'aide, entraînent une violation du droit de l'Union européenne concerné, l'aide ne saurait être déclarée compatible avec le marché intérieur. Tel peut être le cas, par exemple, lorsque l'aide est soumise à des clauses conditionnant directement ou indirectement son octroi à l'origine des produits ou des équipements, telles que l'obligation pour le bénéficiaire d'acheter des produits fabriqués sur le marché intérieur.

3.2 **Condition négative: la mesure d'aide ne doit pas altérer indûment les conditions des échanges dans une mesure contraire à l'intérêt commun**

3.2.1 *Limitation des distorsions de la concurrence et des échanges*

3.2.1.1 *Nécessité de l'aide*

33. La mesure d'aide d'État proposée doit cibler une situation où elle peut apporter un développement significatif que le marché est incapable d'apporter à lui seul, par exemple en corrigeant des défaillances du marché liées aux projets ou activités pour lesquels l'aide est octroyée. S'il est généralement admis que des marchés concurrentiels ont tendance à produire des résultats efficaces en termes de développement des activités économiques, de prix, de production et d'utilisation des ressources, en cas de défaillances du marché, une intervention publique sous la forme d'aides d'État peut rendre les marchés plus efficaces et contribuer ainsi au développement d'une activité économique dans la mesure où le marché seul ne parvient pas à produire des résultats efficaces. Il convient que l'État membre recense les défaillances du marché qui empêchent d'atteindre un niveau suffisant de protection de l'environnement ou empêchent le marché intérieur de l'énergie de fonctionner de manière efficiente. Les principales défaillances du marché liées à la protection de l'environnement et à l'énergie, qui peuvent empêcher le marché de produire des résultats optimaux et donc de fonctionner de manière efficiente, sont les suivantes:

- (a) effets externes négatifs: effets les plus courants pour ce qui est des mesures d'aide à l'environnement, ils apparaissent lorsque le coût de la pollution n'est pas correctement évalué, c'est-à-dire lorsque l'entreprise en cause ne supporte pas le coût total de la pollution qu'elle génère. Dans de tels cas, les entreprises qui agissent dans leur propre intérêt ne sont pas nécessairement suffisamment incitées à prendre en compte les effets externes négatifs imputables à leur activité économique lorsqu'elles optent pour une technologie particulière ou qu'elles fixent leur volume de production. En d'autres termes, les coûts supportés par les entreprises ne reflètent pas pleinement les coûts supportés par les consommateurs

et la société dans son ensemble. Les entreprises ne sont donc pas suffisamment incitées à réduire leur niveau de pollution ou à prendre des mesures individuelles pour protéger l'environnement;

- (b) effets externes positifs: le fait qu'une partie des bénéfices d'un investissement soit perçue par des opérateurs du marché autres que l'investisseur peut amener les entreprises à sous-investir. Des effets externes positifs peuvent, par exemple, apparaître dans le cas des investissements réalisés dans l'innovation écologique, dans la stabilité du système, dans les technologies renouvelables nouvelles et innovantes et dans les mesures innovantes d'adaptation de la demande ou encore dans le cas des infrastructures énergétiques ou des mesures destinées à garantir la sécurité de l'approvisionnement en électricité qui bénéficient à de nombreux États membres ou à un plus grand nombre de consommateurs;
 - (c) informations asymétriques: ce phénomène apparaît généralement sur des marchés où il existe un décalage entre les informations disponibles pour un côté du marché et celles disponibles pour l'autre côté. Ce phénomène peut, par exemple, se manifester lorsque des investisseurs financiers externes ne disposent pas de toutes les informations nécessaires au sujet des rendements et risques probables du projet. Il peut également se produire dans une collaboration transfrontalière concernant des infrastructures lorsqu'une partie est désavantagée par rapport à l'autre partie sur le plan de l'information. Si les risques ou les incertitudes ne peuvent pas à eux seuls créer une défaillance du marché, le problème des informations asymétriques est lié au degré que ces risques et incertitudes peuvent atteindre. Dans les deux cas, ce degré tend à être plus élevé pour les investissements environnementaux, qui présentent généralement une durée d'amortissement plus longue. Cela pourrait renforcer la propension pour les investissements à court terme, qui pourrait être aggravée par les conditions de financement appliquées à ces investissements, en particulier pour les PME;
 - (d) problèmes de coordination: il s'agit de problèmes susceptibles d'empêcher le développement ou la conception effective d'un projet en raison de motivations et d'intérêts divergents parmi les investisseurs (phénomène dit de «discordance des intérêts», connu sous le terme anglais «split incentives»), des coûts de sous-traitance ou des modalités d'assurance de responsabilité, des incertitudes qui entourent l'issue de la collaboration et des effets de réseau, par exemple, la fourniture ininterrompue d'électricité. Ces problèmes peuvent, par exemple, se manifester entre le propriétaire d'un bâtiment et un locataire lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre des solutions économes en énergie. Les problèmes de coordination peuvent être encore exacerbés par des problèmes d'information, en particulier ceux liés aux informations asymétriques. Ils peuvent également résulter de la nécessité d'atteindre une certaine masse critique pour que le lancement d'un projet soit commercialement intéressant, élément qui peut se révéler particulièrement important dans les projets d'infrastructures (transfrontalières).
34. La simple existence de défaillances du marché dans un contexte donné ne suffit toutefois pas à justifier une intervention de l'État. D'autres politiques et d'autres mesures peuvent déjà avoir été mises en œuvre pour remédier à certaines défaillances du marché qui ont été constatées. La réglementation sectorielle, les normes obligatoires en matière de pollution, les obligations de fourniture, les mécanismes de fixation des

prix tels que le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (SEQE) de l'Union et les taxes sur le carbone sont autant d'exemples. Toute mesure additionnelle, y compris une aide d'État, ne peut corriger que les défaillances du marché résiduelles, à savoir les défaillances du marché auxquelles ces autres politiques et mesures n'ont pas pu remédier. Il importe également de montrer la façon dont les aides d'État renforcent les autres politiques et mesures en vigueur qui visent à corriger les mêmes défaillances du marché. Par conséquent, la nécessité d'une aide d'État est moins forte si cette aide neutralise les effets des autres politiques ciblant les mêmes défaillances du marché. En conséquence, il convient que l'État membre recense également toutes politiques et mesures existantes qui visent déjà à remédier aux défaillances de la réglementation ou du marché constatées.

35. La Commission estimera qu'une aide est nécessaire si l'État membre démontre qu'elle cible effectivement les défaillances résiduelles du marché, en tenant compte également de toute autre politique et mesure déjà en place pour remédier à certaines des défaillances du marché constatées.
36. Lorsque l'aide d'État est octroyée pour des projets ou activités qui, en termes de contenu technologique, de niveau de risque et de taille, sont identiques à ceux déjà exécutés dans l'Union aux conditions du marché, la Commission présumera en principe qu'il n'y a pas de défaillance du marché et demandera des éléments de preuve et de justification supplémentaires étayant la nécessité d'une aide d'État.
37. Pour prouver la nécessité de l'aide, l'État membre doit démontrer que le projet, ou, dans le cas de régimes, le projet de référence, ne serait pas réalisé sans l'aide. La Commission appréciera cet aspect sur la base de la quantification visée à la section 3.2.1.3 ou d'une analyse spécifique fondée sur des données probantes présentée par l'État membre attestant la nécessité de l'aide.

3.2.1.2 Caractère approprié de l'aide

38. La mesure d'aide proposée doit constituer un instrument d'intervention approprié pour atteindre l'objectif visé par l'aide, à savoir qu'il ne peut exister d'instrument d'intervention ni d'autres types d'aide entraînant moins de distorsions susceptibles d'atteindre les mêmes résultats.

3.2.1.2.1 Caractère approprié des autres instruments d'intervention

39. Les aides d'État ne constituent pas le seul instrument d'intervention dont disposent les États membres pour augmenter le niveau de protection de l'environnement ou pour garantir un marché intérieur de l'énergie efficient. Il peut exister d'autres instruments plus appropriés, tels que des instruments fondés sur la logique du marché ou des mesures portant sur la demande et relevant de la réglementation, des marchés publics ou de la normalisation, ainsi qu'une augmentation du financement des infrastructures publiques et des mesures fiscales de portée générale. Les instruments non contraignants comme les labels écologiques facultatifs et la diffusion de technologies respectueuses de

l'environnement peuvent aussi jouer un rôle important dans le renforcement de la protection de l'environnement⁴⁶.

40. Des mesures différentes visant à corriger la même défaillance du marché peuvent se neutraliser mutuellement. Tel est le cas lorsqu'un mécanisme efficient fondé sur le marché a été mis en place pour traiter spécifiquement le problème des effets externes, comme le SEQE de l'Union. Une mesure de soutien supplémentaire destinée à corriger la même défaillance du marché risque de réduire l'efficacité du mécanisme fondé sur le marché. Par conséquent, lorsqu'un régime d'aide vise à corriger des défaillances résiduelles du marché, il doit être conçu de manière à ne pas réduire l'efficacité du mécanisme fondé sur le marché.
41. L'application du «principe du pollueur-payeur» au moyen d'un instrument législatif dans le domaine de l'environnement garantit, en principe, que la défaillance du marché liée aux effets externes négatifs sera corrigée. Par conséquent, une aide d'État ne constitue pas un instrument approprié et ne peut pas être octroyée dans la mesure où il est possible d'attribuer la responsabilité de la pollution au bénéficiaire de l'aide en se fondant sur la législation nationale ou de l'Union existante.

3.2.1.2.2 Caractère approprié des différents instruments d'aide

42. Les aides d'État à la protection de l'environnement et à l'énergie peuvent être accordées sous diverses formes. L'État membre doit toutefois veiller à ce qu'elles le soient sous la forme susceptible de générer le moins de distorsions des échanges et de la concurrence.
43. À cet égard, l'État membre est tenu de démontrer pourquoi d'autres formes d'aide potentiellement moins génératrices de distorsions, telles que: les avances récupérables par rapport aux subventions directes, les crédits d'impôt par rapport aux réductions de taxation, ou encore des formes d'aides reposant sur des instruments financiers tels que des instruments d'emprunt par rapport à des capitaux propres, (comme des prêts à taux d'intérêt réduit ou des bonifications d'intérêt, des garanties publiques ou d'autres apports de capitaux à des conditions favorables) sont moins appropriées.
44. Le choix de l'instrument d'aide doit être approprié par rapport à la défaillance du marché que la mesure d'aide vise à corriger. En particulier, lorsque les recettes effectives sont incertaines, par exemple en cas de mesures d'économie d'énergie, une avance récupérable peut constituer l'instrument approprié.

⁴⁶ L'utilisation de labels environnementaux et d'allégations écologiques sur les produits peut constituer un autre moyen de permettre aux consommateurs/utilisateurs de réaliser leurs achats en connaissance de cause et d'accroître la demande de produits respectueux de l'environnement. Lorsqu'ils sont bien conçus, reconnus, compris, dignes de confiance et perçus comme pertinents par les consommateurs, les labels environnementaux fiables et les allégations écologiques conformes à la réalité peuvent constituer un instrument très efficace pour guider et façonner le comportement (des consommateurs) de manière à entraîner des choix plus respectueux de l'environnement. L'utilisation d'un système d'étiquetage/de certification reconnu reposant sur des critères clairs et soumis à une vérification externe (réalisée par un tiers) constitue un des moyens les plus efficaces pour les entreprises de prouver aux consommateurs ainsi qu'à leurs partenaires qu'elles respectent des normes environnementales strictes. En conséquence, la Commission ne prévoit pas de règles spécifiques pour les aides à la conception et à la fabrication de produits respectueux de l'environnement dans le champ d'application des présentes lignes directrices.

45. L'État membre doit démontrer que l'aide et sa conception sont appropriées pour atteindre l'objectif de la mesure visée par l'aide.

3.2.1.3 Proportionnalité

46. L'aide est considérée comme proportionnée si son montant par bénéficiaire se limite au minimum nécessaire pour mener l'activité ou le projet bénéficiant de l'aide.
47. En règle générale, l'aide sera considérée comme limitée au minimum nécessaire pour mener l'activité ou le projet bénéficiant de l'aide si son montant correspond au surcoût net (déficit de financement) nécessaire pour atteindre l'objectif de la mesure d'aide, par comparaison avec le scénario contrefactuel, c'est-à-dire en l'absence d'aide. Le surcoût net est calculé comme la différence entre les recettes et les coûts économiques (y compris d'investissement et de fonctionnement) du projet bénéficiant de l'aide et ceux du projet d'investissement de rechange que l'entreprise réaliserait en l'absence d'aide, c'est-à-dire du scénario contrefactuel.
48. Une appréciation détaillée du surcoût net n'est pas requise si les montants d'aide sont déterminés au moyen d'une procédure de mise en concurrence, car celle-ci fournit une estimation fiable de l'aide minimale requise par les bénéficiaires potentiels. Par conséquent, la Commission considère que la proportionnalité de l'aide est assurée si les critères suivants sont remplis:
- (a) la procédure d'appel d'offres est concurrentielle, à savoir: elle est ouverte, claire, transparente et non discriminatoire, fondée sur des critères objectifs, définis ex ante conformément à l'objectif de la mesure et minimisant le risque de soumission d'offres stratégiques;
 - (b) les critères sont publiés suffisamment longtemps avant la date limite de dépôt des demandes pour permettre une concurrence effective⁴⁷;
 - (c) le budget ou le volume lié à l'appel d'offres doit être contraignant, de telle sorte qu'il est possible que tous les soumissionnaires ne bénéficient pas d'une aide;
 - (d) le nombre escompté de soumissionnaires est suffisant pour garantir une concurrence effective; la conception de procédures d'appel d'offres faisant l'objet d'une souscription insuffisante au cours de la mise en œuvre d'un régime est corrigée afin de rétablir une concurrence effective lors des procédures d'appel d'offres ultérieures ou dès que possible;
 - (e) les ajustements a posteriori apportés aux résultats de la procédure d'appel d'offres (tels que des négociations ultérieures sur les résultats des appels d'offres ou le rationnement) sont évités car ils peuvent nuire à l'efficacité du résultat de la procédure.

⁴⁷ Six semaines suffiront généralement. Pour des procédures particulièrement complexes ou nouvelles, ce délai peut être plus long. Dans des cas justifiés, par exemple des procédures simples ou régulières/récurrentes, un délai plus court peut convenir.

49. Les critères de sélection de la procédure de mise en concurrence devraient, d'une manière générale, reposer sur le montant de l'aide requis par le demandeur, mis en relation directe ou indirecte avec la contribution à l'objectif de la mesure (en termes d'unités de protection de l'environnement ou d'unités d'énergie par exemple). Dans quelques cas exceptionnels, il peut être approprié d'inclure d'autres critères de sélection non fondés sur le prix (comme des critères environnementaux, technologiques ou sociaux supplémentaires). Dans de tels cas, ces autres critères ne doivent pas représenter plus de 25 % de la pondération de tous les critères de sélection. L'État membre doit motiver l'approche proposée et veiller à ce qu'elle soit adaptée à l'objectif poursuivi.
50. Lorsque l'aide n'est pas accordée dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence, le surcoût net doit être déterminé en comparant la rentabilité des scénarios factuel et contrefactuel. Pour déterminer le déficit de financement dans de tels cas, l'État membre doit présenter une quantification, pour le scénario factuel et un scénario contrefactuel crédible, de tous les principaux coûts et recettes, du coût moyen pondéré estimé du capital (CMPC) des bénéficiaires afin d'actualiser les flux de trésorerie futurs, ainsi que de la valeur actuelle nette (VAN) pour les scénarios factuel et contrefactuel, sur la durée de vie du projet. L'État membre doit motiver les hypothèses utilisées pour chaque aspect de la quantification ainsi qu'expliquer et justifier toute méthode appliquée. Le surcoût net typique peut être estimé comme étant la différence entre la VAN du scénario factuel et celle du scénario contrefactuel sur la durée de vie du projet de référence. Pour les aides individuelles, ces calculs doivent être présentés au niveau du plan d'activité détaillé du projet et, pour les régimes d'aides, sur la base d'un ou de plusieurs projets de référence.
51. Un scénario contrefactuel peut parfois se présenter lorsque le bénéficiaire n'exerce pas d'activité ou d'investissement, ou s'il poursuit ses activités sans changement. Lorsqu'il est prouvé qu'il s'agit du scénario contrefactuel le plus probable, le surcoût net peut être estimé par la VAN négative du projet dans le scénario factuel sans aide sur toute la durée de vie du projet (supposant ainsi implicitement que la VAN du scénario contrefactuel est nulle). Cela peut notamment être le cas pour les projets d'infrastructure.
52. Dans certaines circonstances, il peut être difficile d'identifier pleinement les avantages et les coûts pour le bénéficiaire et donc de quantifier la VAN dans les scénarios factuel et contrefactuel. D'autres approches peuvent être appliquées pour ces cas, comme indiqué au chapitre 4 pour certains types d'aides, par exemple en n'autorisant l'aide que pour un montant limité des coûts admissibles, c'est-à-dire les intensités d'aide.
53. Lorsqu'une procédure de mise en concurrence n'est pas utilisée, qu'une grande incertitude entoure l'évolution future des coûts et des recettes et qu'il existe une forte asymétrie des informations, l'État membre peut être tenu d'introduire des modèles de compensation qui ne sont pas établis exclusivement ex ante. Ces modèles sont plutôt une combinaison de modèles ex ante et ex post ou introduisent des mécanismes ex post de récupération ou de suivi des coûts, tout en continuant à inciter les bénéficiaires à réduire au minimum leurs coûts et à développer leurs activités de manière efficace sur la longueur.

3.2.1.3.1 Cumul

54. Les aides peuvent être octroyées simultanément au titre de plusieurs régimes d'aides ou cumulées avec des aides ad hoc ou *de minimis* pour les mêmes coûts admissibles, à condition que le montant total des aides octroyées en faveur d'une activité ou d'un projet n'entraîne pas de surcompensation ou n'excède pas le montant d'aide maximal autorisé en vertu des présentes lignes directrices. Si l'État membre permet de cumuler une aide au titre d'une mesure avec une aide au titre d'autres mesures, il doit préciser, pour chaque mesure, la méthode utilisée pour garantir le respect des conditions énoncées au présent point.
55. Tout financement de l'Union géré au niveau central qui n'est contrôlé ni directement ni indirectement par l'État membre ne constitue pas une aide d'État. Lorsque ce financement de l'Union est combiné à une aide d'État, il convient de veiller à ce que le montant total du financement public accordé pour les mêmes coûts admissibles n'entraîne pas de surcompensation.

3.2.1.4 Transparence

56. Afin de réduire les effets négatifs en veillant à ce que les concurrents aient accès aux informations pertinentes sur les activités bénéficiant d'un soutien, l'État membre concerné doit veiller à ce que les informations suivantes soient publiées sur la plateforme «Transparency award module»⁴⁸ de la Commission ou sur un site web exhaustif consacré aux aides d'État, au niveau national ou régional:
- (a) le texte intégral du régime d'aides autorisé ou de la décision d'octroi de l'aide individuelle et de ses modalités de mise en œuvre, ou un lien permettant d'y accéder;
 - (b) les informations concernant chaque aide individuelle octroyée sur une base ad hoc ou au titre d'un régime d'aides autorisé sur la base des présentes lignes directrices et supérieure à 100 000 EUR.
57. Les États membres doivent organiser leurs sites internet détaillés consacrés aux aides d'État, sur lesquels doivent être publiées les informations requises dans la présente section, de manière à permettre un accès aisé à celles-ci. Les informations doivent être publiées sous la forme d'un tableur non propriétaire rendant effectivement possibles la recherche, l'extraction, le téléchargement et la publication aisée des données sur l'internet, par exemple au format CSV ou XML. Le grand public doit avoir accès au site internet sans restriction. Aucune inscription préalable ne doit être nécessaire pour y accéder.
58. Pour les régimes sous forme d'avantages fiscaux ou de taxes parafiscales, les conditions énoncées au point 56(b) seront considérées comme remplies si l'État membre publie les informations requises pour les montants des aides individuelles, en utilisant les tranches suivantes (en millions d'EUR):

0,1-0,5;

⁴⁸ «Recherche publique dans la base de données des aides d'État Transparency», disponible à l'adresse suivante: <https://webgate.ec.europa.eu/competition/transparency/public?lang=fr>

0,5-1;
1-2;
2-5;
5-10;
10-30;
30-60;
60-100;
100-250;
250 et plus.

59. Les informations mentionnées au point 56(b) doivent être publiées dans un délai de six mois à compter de la date d'octroi de l'aide ou, pour les aides sous forme d'avantage fiscal, dans un délai d'un an à compter de la date à laquelle la déclaration fiscale doit être introduite⁴⁹. En cas d'aide illégale mais compatible, les États membres seront tenus de veiller à la publication de ces informations ex post, dans un délai de six mois à compter de la date de la décision de la Commission déclarant l'aide compatible. Afin de permettre la mise en œuvre des règles en matière d'aides d'État prévues par le traité, ces informations doivent être disponibles pendant au moins dix ans à compter de la date d'octroi de l'aide.
60. La Commission publiera sur son site web les liens vers les sites internet consacrés aux aides d'État mentionnés au point 57.

3.2.2 Prévention des effets négatifs non désirés sur la concurrence et les échanges

61. L'article 107, paragraphe 3, point c), du traité autorise la Commission à déclarer compatibles avec le marché intérieur les aides destinées à faciliter le développement de certaines activités ou de certaines régions économiques, mais uniquement «quand elles n'altèrent pas les conditions des échanges dans une mesure contraire à l'intérêt commun».
62. L'application de cette condition négative nécessite, premièrement, une appréciation de l'effet de distorsion de l'aide en question sur les conditions des échanges. De par sa nature même, toute mesure d'aide engendrera des distorsions de concurrence et aura un effet sur les échanges entre États membres, car elle renforce la position concurrentielle des bénéficiaires, même si la mesure d'aide est nécessaire, appropriée, proportionnée et transparente.
63. Les aides à finalité environnementale tendront, de par leur nature même, à favoriser les technologies et les produits respectueux de l'environnement au détriment d'autres technologies et produits plus polluants et cet effet de l'aide ne sera, en principe, pas considéré comme une distorsion injustifiée de la concurrence, dès lors qu'il remédie à une défaillance du marché qui rend l'aide nécessaire. En outre, le soutien aux produits

⁴⁹ S'il n'existe aucune obligation formelle de déclaration annuelle, le 31 décembre de l'année pour laquelle l'aide a été octroyée sera considéré comme la date d'octroi aux fins de l'encodage.

et technologies respectueux du climat est propice à la réalisation des objectifs de la loi européenne sur le climat pour 2030 et 2050. Pour les mesures en faveur de la protection de l'environnement, la Commission examinera donc les effets de distorsion sur les concurrents qui exercent aussi leurs activités en respectant l'environnement, même en l'absence d'aide.

64. La Commission considère que les régimes ouverts à un éventail plus large de bénéficiaires potentiels ont un effet de distorsion de la concurrence plus limité que les aides ne ciblant qu'un nombre limité de bénéficiaires spécifiques, en particulier lorsque le champ d'application de la mesure d'aide inclut tous les concurrents désireux de fournir le même service, produit ou avantage.
65. Les aides d'État destinées à réaliser des objectifs environnementaux et énergétiques peuvent avoir l'effet non souhaité de porter atteinte aux récompenses que le marché accorde aux producteurs les plus efficaces et innovants ainsi qu'aux mesures incitatives accordées aux producteurs les moins efficaces pour qu'ils s'améliorent, se restructurent ou quittent le marché. Cela peut également générer des barrières à l'entrée de concurrents potentiels plus efficaces ou innovants. À long terme, de telles distorsions peuvent étouffer l'innovation, l'efficacité et l'adoption de technologies plus propres. Ces effets de distorsion peuvent être particulièrement importants lorsque l'aide est octroyée à des projets qui procurent un avantage transitoire limité mais qui excluent des technologies plus propres à plus long terme, y compris celles qui sont nécessaires pour atteindre les objectifs climatiques à moyen et à long termes inscrits dans la loi européenne sur le climat. Cela peut être le cas, par exemple, pour le soutien à certaines activités utilisant des combustibles fossiles qui permettent une réduction immédiate des émissions de gaz à effet de serre, mais qui entraînent des réductions plus lentes à long terme. Toutes choses étant égales par ailleurs, plus l'investissement bénéficiant de l'aide est proche de la date cible pertinente, plus il est probable que ses avantages transitoires soient supplantés par les éventuels freins à l'adoption de technologies plus propres. Dans son appréciation, la Commission prendra donc en considération ces éventuels effets négatifs à court et long termes sur la concurrence et les échanges.
66. Une aide peut également générer des distorsions sur la concurrence en renforçant ou en maintenant un pouvoir de marché significatif exercé par le bénéficiaire. Même lorsque l'aide ne renforce pas directement le pouvoir de marché, elle peut le faire indirectement en dissuadant l'expansion des concurrents existants ou en provoquant leur éviction, ou en décourageant l'accès de nouveaux concurrents au marché. Il convient d'en tenir compte, en particulier lorsque la mesure de soutien cible un nombre limité de bénéficiaires spécifiques ou lorsque les opérateurs historiques ont acquis un pouvoir de marché avant la libéralisation du marché, comme c'est parfois le cas sur les marchés de l'énergie. Cela vaut également pour les procédures de mise en concurrence sur les marchés naissants, lorsqu'il existe un risque qu'un acteur jouissant d'une forte position sur le marché remporte la plupart des offres et empêche toute nouvelle entrée importante.
67. Outre les distorsions sur les marchés de produits, l'aide peut également créer des effets sur les échanges et le choix du site. Ces distorsions peuvent survenir entre États membres, lorsque les entreprises, soit se livrent une concurrence transfrontière, soit envisagent des sites d'investissement différents. L'aide visant à préserver une activité économique dans une région ou à tenir cette activité éloignée d'autres régions au sein

du marché intérieur peut induire un déplacement des activités ou des investissements d'une région vers une autre sans incidence nette sur l'environnement. La Commission s'assurera que l'aide ne provoque pas d'effets manifestement négatifs sur la concurrence et les échanges. Par exemple, les aides octroyées pour la réalisation d'objectifs environnementaux et énergétiques qui se limitent à entraîner un déplacement de l'activité économique sans améliorer le niveau existant de protection de l'environnement dans les États membres, ne seront pas considérées comme compatibles avec le marché intérieur.

3.3 Mise en balance des effets positifs de l'aide et des effets négatifs sur la concurrence et les échanges

68. Enfin, la Commission mettra en balance les effets négatifs recensés de la mesure d'aide sur la concurrence et les conditions des échanges avec les effets positifs de l'aide envisagée sur les activités économiques soutenues, y compris sa contribution à la protection de l'environnement et aux objectifs de la politique énergétique et, plus particulièrement, à la transition vers des activités durables sur le plan environnemental et à la réalisation des objectifs juridiquement contraignants au titre de loi européenne sur le climat.
69. Dans cet exercice de mise en balance, la Commission accordera une attention particulière à l'article 3 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil⁵⁰, y compris au principe consistant à «ne pas causer de préjudice important» ou à d'autres méthodes comparables. En outre, dans le cadre de l'évaluation des effets négatifs sur la concurrence et les échanges, la Commission peut tenir compte, s'il y a lieu, des facteurs externes négatifs de l'activité bénéficiant de l'aide lorsque ces facteurs externes altèrent la concurrence et les échanges entre États membres dans une mesure contraire à l'intérêt commun en créant ou en aggravant les inefficacités du marché, y compris en particulier les facteurs externes qui font obstacle à la réalisation des objectifs climatiques prévus par la législation de l'UE⁵¹.
70. La Commission considérera qu'une mesure d'aide est compatible avec le marché intérieur uniquement lorsque les effets positifs l'emportent sur les effets négatifs. Dans les cas où la mesure d'aide proposée ne remédie pas de manière appropriée et proportionnée à une défaillance du marché bien identifiée, par exemple en raison du caractère transitoire de l'avantage et des distorsions à long terme qu'elle entraîne, comme indiqué au point 65, les effets de distorsion négatifs sur la concurrence auront tendance à l'emporter sur les effets positifs de la mesure. Il est donc probable que la Commission conclue que la mesure d'aide proposée est incompatible.
71. Les mesures qui prévoient directement ou indirectement un soutien aux combustibles fossiles, en particulier aux combustibles fossiles les plus polluants, sont peu susceptibles de produire des effets positifs sur l'environnement et ont souvent des effets négatifs

⁵⁰ Règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables, et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 (JO L 198 du 22.6.2020, p. 13).

⁵¹ Cela pourrait également être le cas lorsque l'aide fausse le fonctionnement d'instruments économiques mis en place pour internaliser ces facteurs externes négatifs (par exemple en influençant les signaux de prix donnés par le SEQE de l'UE ou un instrument similaire).

importants parce qu'elles peuvent accroître les externalités environnementales négatives sur le marché. Cela vaut également pour les mesures impliquant de nouveaux investissements dans le gaz naturel, à moins qu'il ne soit démontré qu'il n'existe aucun effet de verrouillage. En principe, il est dès lors peu probable que ces mesures bénéficient d'une balance positive, comme expliqué plus en détail au chapitre 4.

72. D'autres facteurs à prendre en considération pour déterminer l'équilibre global de certaines catégories de régimes d'aides dans certains cas sont les suivants:
- (a) une obligation d'évaluation ex post telle que décrite au chapitre 5; dans de tels cas, la Commission peut limiter la durée des régimes (normalement à quatre ans ou moins) avec la possibilité de notifier à nouveau leur prorogation ultérieurement;
 - (b) l'obligation - en l'absence de procédure de mise en concurrence - de notifier individuellement les projets d'aide d'une certaine taille ou présentant certaines caractéristiques;
 - (c) l'obligation que les mesures d'aide soient limitées dans le temps.

4. CATÉGORIES D'AIDES

4.1 Aide à la réduction et à la suppression des émissions de gaz à effet de serre notamment en soutenant les énergies renouvelables

4.1.1 Justification

73. L'Union a fixé dans la législation des objectifs contraignants et ambitieux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour 2030 et 2050. [reference to EU Climate Law once adopted]. Une aide d'État peut être nécessaire pour contribuer à la réalisation de ces objectifs de l'Union et des objectifs nationaux connexes.

4.1.2 Champ d'application et activités bénéficiant d'aides

74. La présente section établit les règles de compatibilité applicables aux mesures d'aide visant principalement à réduire les émissions de gaz à effet de serre, notamment les aides à la production d'énergies renouvelables et à faible intensité de carbone, les aides à l'efficacité énergétique, y compris la cogénération à haut rendement, les aides au captage, au stockage et à l'utilisation du carbone, et les aides à la réduction ou à l'évitement des émissions résultant de processus industriels. Elle couvre également le soutien à l'élimination des gaz à effet de serre de l'environnement. La présente section ne s'applique pas aux mesures dont l'objectif premier n'est pas la réduction ou l'élimination des émissions de gaz à effet de serre. Lorsqu'une mesure contribue à la fois à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à la prévention ou à la réduction de la pollution autre que par les émissions de gaz à effet de serre, la compatibilité de la mesure sera appréciée sur la base de la présente section ou de la section 4.5, selon celui des deux objectifs qui sera prépondérant.
75. La présente section couvre également les projets d'infrastructure réservée (notamment pour l'hydrogène et d'autres gaz à faible émission de carbone, ainsi que pour le captage

et le stockage du carbone et le captage et l'utilisation du carbone) qui ne relèvent pas de la définition des infrastructures énergétiques.

76. Les aides en faveur des biocarburants, des bioliquides, du biogaz et des combustibles issus de la biomasse ne peuvent être approuvées que dans la mesure où les carburants bénéficiant d'une aide sont conformes aux critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la directive (UE) 2018/2001 et de ses actes d'exécution ou actes délégués.
77. Un changement indirect dans l'affectation des sols (CASI) se produit lorsque des cultures aux fins de la production de biocarburants, de bioliquides et de combustibles issus de la biomasse entraînent le déplacement de cultures destinées à l'alimentation humaine ou animale. Cette demande supplémentaire intensifie la pression qui s'exerce sur les terres et peut se traduire par une extension des terres agricoles vers des zones présentant un important stock de carbone, telles que les forêts, les zones humides et les tourbières, provoquant un surcroît d'émissions de gaz à effet de serre. C'est la raison pour laquelle la directive (UE) 2018/2001 limite les biocarburants, bioliquides et combustibles issus de la biomasse produits à partir de cultures destinées à l'alimentation humaine ou animale. La Commission considère que certaines mesures d'aide peuvent aggraver les effets externes négatifs indirects. La Commission considérera donc, en principe, que les aides en faveur des biocarburants, des bioliquides, du biogaz et des combustibles issus de la biomasse qui dépassent les plafonds définissant leur admissibilité au calcul de la consommation finale brute d'énergie produite à partir de sources renouvelables dans l'État membre concerné, conformément à l'article 26 de ladite directive, ne produisent pas d'effets positifs supérieurs aux effets négatifs de la mesure. En outre, la Commission vérifiera si les États membres ont tenu compte, dans la conception de leurs mécanismes d'aide, de la nécessité d'éviter les distorsions sur les marchés des matières premières dues à l'aide apportée à la biomasse, en particulier la biomasse forestière.

4.1.3 *Limitation des distorsions de la concurrence et des échanges*

4.1.3.1 *Nécessité de l'aide*

78. Les points 33, 34, 35 et 36 ne s'appliquent pas aux mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre. L'État membre doit recenser les mesures déjà en place pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Toutefois, si le SEQE de l'Union et les politiques et mesures connexes internalisent une partie des coûts des émissions de gaz à effet de serre, il se peut qu'ils n'internalisent pas totalement ces coûts.
79. Les États membres doivent démontrer qu'une aide est nécessaire pour les activités proposées conformément au point 37, en tenant compte des coûts et recettes pertinents, y compris ceux liés au SEQE et aux politiques et mesures connexes visées au point 78. Lorsque l'État membre démontre la nécessité d'une aide, la Commission présume qu'il subsiste une défaillance résiduelle du marché, qui peut être corrigée par une aide à la décarbonation, sauf preuve du contraire.
80. Il convient que les États membres veillent à ce que les aides restent nécessaires pendant la durée des régimes d'aides ayant une durée supérieure à un an, en actualisant chaque année leur analyse des coûts et recettes pertinents ou, pour les régimes prévoyant des

aides moins fréquentes, avant l'octroi de l'aide, afin de garantir que l'aide reste nécessaire pour chaque catégorie admissible de bénéficiaires. Lorsqu'une aide n'est plus nécessaire pour une catégorie de bénéficiaires, cette catégorie doit être supprimée avant l'octroi d'une nouvelle aide⁵².

4.1.3.2 Caractère approprié de l'aide

81. La section 3.2.1.2 ne s'applique pas aux mesures en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre. La Commission présume que l'aide d'État peut, en principe, être une mesure utile pour réaliser les objectifs de décarbonation, étant donné que d'autres instruments ne sont généralement pas suffisants pour atteindre ces objectifs, et à condition que toutes les autres conditions de compatibilité soient réunies. Compte tenu de l'ampleur et de l'urgence du défi de la décarbonation, divers instruments, dont des subventions directes, peuvent être utilisés.

4.1.3.3 Admissibilité

82. On peut s'attendre à ce que les mesures de décarbonation ciblant des activités spécifiques en concurrence avec d'autres activités non subventionnées entraînent davantage de distorsions de la concurrence que les mesures ouvertes à toutes les activités concurrentes. Par conséquent, les États membres devraient motiver les mesures qui n'incluent pas toutes les technologies et tous les projets qui sont en concurrence — par exemple tous les projets opérant sur le marché de l'électricité ou toutes les entreprises produisant des produits substituables et qui sont techniquement capables de contribuer efficacement à la réduction des émissions de gaz à effet de serre⁵³. Ces raisons devraient être fondées sur des considérations objectives liées, par exemple, à l'efficacité ou aux coûts ou à d'autres circonstances pertinentes. Ces raisons peuvent s'appuyer sur les éléments recueillis lors de la consultation publique conformément à la section 4.1.3.4, le cas échéant.
83. La Commission appréciera les raisons invoquées à titre de justification et considérera, par exemple, qu'une admissibilité plus limitée ne fausse pas indûment la concurrence si:
- (a) une mesure vise un objectif sectoriel ou technologique spécifique inscrit dans le droit de l'Union, comme un régime relatif aux énergies renouvelables ou à l'efficacité énergétique⁵⁴;
 - (b) une mesure vise spécifiquement à bénéficier aux projets de démonstration;

⁵² Cela n'affecterait pas le droit de recevoir une aide déjà octroyée (par exemple, dans le cadre d'un marché de 10 ans).

⁵³ D'une manière générale, la Commission n'exigera pas que les mesures soient ouvertes au-delà les frontières, bien que cela puisse contribuer à atténuer les problèmes de concurrence.

⁵⁴ Dans un tel cas, l'admissibilité ne devrait être limitée qu'au regard des définitions concernées sous réserve de leur existence dans la législation sectorielle. Par exemple, les régimes ciblant les sources d'énergie renouvelables devraient être ouverts à toutes les technologies répondant à la définition des «sources d'énergie renouvelables» figurant dans la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables (JO L 328 du 21.12.2018, p. 8).

- (c) une mesure vise à traiter non seulement la décarbonation, mais aussi la qualité de l'air ou d'autres types de pollution;
 - (d) un État membre apporte la preuve que les secteurs admissibles ou les technologies innovantes sont susceptibles d'apporter une contribution importante à la protection de l'environnement et à une décarbonation profonde à long terme, notamment en termes de rapport coût-efficacité;
 - (e) une mesure est requise pour parvenir à la diversification nécessaire pour éviter d'aggraver les problèmes liés à la stabilité du réseau⁵⁵;
 - (f) on peut s'attendre à ce qu'une approche plus sélective entraîne une baisse des coûts de la protection de l'environnement (par exemple en réduisant les coûts d'intégration du réseau) et/ou entraîne moins de distorsions de concurrence.
84. Les États membres devraient veiller à ce que les règles d'admissibilité et toutes les règles y afférentes fassent l'objet d'un réexamen afin de veiller à ce que les raisons invoquées pour justifier une admissibilité plus limitée continuent de s'appliquer pendant toute la durée de vie de chaque régime, c'est-à-dire pour veiller à ce que toute limitation de l'admissibilité puisse encore être justifiée lorsque des technologies ou des approches nouvelles sont mises au point ou que davantage de données sont disponibles⁵⁶.

4.1.3.4 Consultation publique

85. Avant la notification de l'aide, sauf dans des circonstances exceptionnelles dûment justifiées, les États membres doivent soumettre à une consultation publique les mesures devant être notifiées conformément à la présente section. L'obligation de consultation ne s'applique pas en ce qui concerne les modifications apportées à des mesures déjà autorisées qui ne modifient pas le champ d'application ou l'admissibilité de ces mesures, ni dans les cas visés au point 86. La détermination du caractère justifié d'une mesure à la lumière des critères énoncés dans les présentes lignes directrices requiert la consultation publique suivante:
- (a) en ce qui concerne les mesures pour lesquelles on estime que l'aide moyenne devant être octroyée est supérieure ou égale à 150 000 000 EUR par an, la consultation publique devrait durer au moins huit semaines et porter sur:
 - (i) l'admissibilité,

⁵⁵ Dans ce cas, l'État membre devra démontrer que des mesures appropriées ont d'abord été prises dans le cadre de la conception du marché et des services auxiliaires pour exposer les investisseurs aux risques liés à la réduction et pour récompenser les choix d'implantation et de technologies qui favorisent la stabilité du réseau. Lorsque l'État membre constate un problème persistant de sécurité d'approvisionnement au niveau local qui ne peut pas être résolu à moyen terme par l'amélioration de l'organisation du marché ou par un renforcement suffisant du réseau, il convient d'élaborer et d'évaluer une mesure visant à régler ce problème au titre de la section 4.8.

⁵⁶ Ce point s'entend sans préjudice de l'article 4 du règlement (CE) n° 794/2004 de la Commission du 21 avril 2004 concernant la mise en œuvre du règlement (UE) 2015/1589 du Conseil portant modalités d'application de l'article 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 140 du 30.4.2004, p. 1).

- (ii) la méthode et l'estimation de la subvention par tonne d'émissions d'équivalent CO₂ évitée (par projet de référence);
 - (iii) le recours envisagé à des procédures de mise en concurrence, la portée prévue de ces mesures, ainsi que les éventuelles exceptions proposées;
 - (iv) les principaux paramètres de la procédure d'attribution des aides⁵⁷, notamment pour permettre l'exercice d'une concurrence entre les divers types de bénéficiaires⁵⁸;
 - (v) les principales hypothèses étayant la quantification utilisée pour démontrer l'effet incitatif, la nécessité et la proportionnalité;
 - (vi) lorsque de nouveaux investissements en faveur de la production d'énergie ou de la production industrielle à partir de gaz naturel peuvent bénéficier d'un soutien, les garanties proposées pour assurer la cohérence avec les objectifs climatiques de l'Union (voir le point 110);
- (b) en ce qui concerne les mesures pour lesquelles on estime que l'aide moyenne devant être octroyée est supérieure ou égale à 150 000 000 EUR par an, la consultation publique devrait durer au moins quatre semaines et porter sur:
- (i) l'admissibilité,
 - (ii) le recours envisagé à des procédures de mise en concurrence, la portée prévue de ces mesures, ainsi que les éventuelles exceptions proposées;
 - (iii) lorsque de nouveaux investissements en faveur de la production d'énergie ou de la production industrielle à partir de gaz naturel peuvent bénéficier d'un soutien, les garanties proposées pour assurer la cohérence avec les objectifs climatiques de l'Union (voir le point 110);
86. aucune consultation publique n'est requise pour les mesures relevant du point 85 b) dès lors que des procédures de mise en concurrence sont mises en œuvre et que la mesure n'est pas accordée pour des investissements dans la production d'énergie ou la production industrielle à partir de combustibles fossiles.
87. Des questionnaires de consultation doivent être publiés sur un site web public. Les États membres doivent publier une réponse à la consultation résumant et abordant les contributions reçues. Il convient notamment d'expliquer comment les éventuelles incidences négatives sur la concurrence ont été réduites au minimum par le champ d'application ou l'admissibilité de la mesure proposée. Les États membres doivent fournir un lien vers leur réponse à la consultation dans le cadre de la notification des mesures d'aide au titre de la présente section.

⁵⁷ À titre d'exemple, le laps de temps s'écoulant entre la procédure de mise en concurrence et le délai de livraison, les règles relatives aux soumissions/offres, ainsi que les règles en matière de fixation des prix.

⁵⁸ Par exemple, s'il existe des durées contractuelles, des méthodes de calcul du montant de la capacité/production admissible issue de diverses technologies et des modes de calcul ou de paiement des subventions différents.

88. Dans des cas exceptionnels et dûment justifiés, la Commission peut envisager d'autres méthodes de consultation, à la condition que les opinions des parties intéressées soient prises en considération dans la mise en œuvre (continue) de l'aide. En pareils cas, la consultation peut devoir être combinée à des mesures correctives afin de réduire au minimum les effets de distorsion potentiels de la mesure.

4.1.3.5 Proportionnalité

89. Les aides à la réduction des émissions de gaz à effet de serre devraient généralement être accordées au moyen d'une procédure de mise en concurrence telle que décrite aux points 48 et 49.
90. La procédure de mise en concurrence devrait, en principe, être ouverte à tous les bénéficiaires admissibles afin de permettre un octroi efficace de l'aide et de réduire les distorsions de concurrence. Toutefois, la procédure de mise en concurrence peut être limitée à une ou plusieurs catégories spécifiques de bénéficiaires lorsque des données probantes, notamment des données pertinentes recueillies lors de la consultation publique, sont fournies, montrant par exemple que:
- (a) une procédure unique ouverte à tous les bénéficiaires admissibles donnerait un résultat insuffisant ou ne permettrait pas d'atteindre les objectifs de la mesure; cette justification peut se référer aux critères énoncés au point 83;
 - (b) le niveau de soutien dont les différentes catégories de bénéficiaires sont susceptibles d'avoir besoin est sensiblement différent⁵⁹; dans ce cas, des procédures de mise en concurrence distinctes peuvent être utilisées pour que des catégories de bénéficiaires dont les coûts sont similaires se fassent concurrence.
91. Lorsque plusieurs catégories de bénéficiaires susceptibles d'avoir besoin d'un niveau de soutien sensiblement différent sont engagées dans une procédure de mise en concurrence unique, les États membres devraient tenir compte du risque de surcompensation pour les technologies moins coûteuses. Cela sera également pris en compte par la Commission dans son évaluation. Le cas échéant, des plafonds d'offre peuvent être exigés pour limiter l'offre maximale de différents soumissionnaires dans certaines catégories. Tout plafond de soumission devrait être justifié par référence à la quantification des projets de référence visés aux points 50 et 51.
92. Des exceptions à l'obligation d'attribuer une aide et de déterminer son niveau au moyen d'une procédure de mise en concurrence peuvent se justifier lorsque des données probantes, notamment celles recueillies lors de la consultation publique, sont fournies, montrant qu'un des points suivants s'applique:
- (a) l'offre potentielle est insuffisante pour garantir la concurrence; dans ce cas, l'État membre doit démontrer qu'il n'est pas possible d'accroître la concurrence en réduisant le budget ou en élargissant l'admissibilité du régime;
 - (b) les bénéficiaires sont de petits projets, définis comme suit:

⁵⁹ En règle générale, tel serait le cas lorsque les coûts diffèrent de plus de 15 %.

- (i) pour les projets de production ou de stockage d'électricité – projets dont la valeur est inférieure au seuil fixé à l'article 5 du règlement (UE) 2019/943;
 - (ii) pour la consommation d'électricité – projets portant sur une demande maximale inférieure à 400 kW;
 - (iii) pour les technologies de production de chaleur et de gaz – projets d'une puissance inférieure à 400 kW.
93. Dans le cas d'une aide individuelle sans procédure de mise en concurrence, les États membres doivent justifier les niveaux d'aide proposés sur la base d'un plan d'entreprise individuel pour le projet spécifique devant bénéficier d'une aide, y compris tous les éléments énumérés aux points 50 et 51.
94. Les États membres peuvent également recourir à des régimes concurrentiels de certificats ou d'obligation du fournisseur pour établir le montant de l'aide et allouer l'aide, à condition que:
- (a) la demande dans le cadre du régime soit inférieure à l'offre potentielle;
 - (b) le prix de rachat ou la pénalité qui s'applique à un consommateur ou à un fournisseur n'ayant pas acheté le nombre de certificats requis (c'est-à-dire le prix représentant le montant maximal qui serait versé pour l'aide) est fixé à un niveau suffisamment élevé pour encourager le respect de l'obligation. Toutefois, la pénalité devrait être basée sur la quantification visée aux points 50 et 51 afin d'éviter qu'un niveau excessivement élevé ne conduise à une surcompensation.
95. Les États membres peuvent également concevoir des régimes de soutien ciblant la décarbonation sous la forme de réductions de taxes fiscales ou de taxes parafiscales. Le recours à une procédure de mise en concurrence n'est pas obligatoire pour ces régimes. Cependant, ces aides doivent, en principe, être accordées de la même manière à toutes les entreprises admissibles opérant dans le même secteur d'activité économique et se trouvant dans une situation de fait identique ou similaire au regard des buts et objectifs de la mesure d'aide. L'État membre procédant à une notification est tenu de mettre en place un mécanisme annuel de surveillance en vue de s'assurer que la mesure est toujours nécessaire.
96. Lorsqu'une aide est octroyée sous la forme d'une aide au fonctionnement ou d'une réduction fiscale en faveur des biocarburants, des bioliquides ou du biogaz et qu'il existe une obligation de quota ou de fourniture qui fixe effectivement un prix de marché distinct pour les biocarburants, le montant de l'aide ne peut pas dépasser la différence entre leurs coûts de production et ce prix de marché. Les coûts de production peuvent inclure un bénéfice raisonnable.
- 4.1.4 *Prévention des effets négatifs non désirés sur la concurrence et les échanges, et mise en balance*
97. Les sections 3.2.2 et 3.3 ne s'appliquent pas aux mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

98. La subvention par tonne, en équivalent CO₂, d'émissions évitées doit être estimée pour chaque bénéficiaire ou projet de référence, et les hypothèses et la méthodologie utilisées pour ce calcul doivent être communiquées. Dans la mesure du possible, l'objectif devrait être de déterminer la réduction des émissions nettes résultant de l'activité, en tenant compte des émissions générées ou réduites tout au long du cycle de vie. Pour permettre une comparaison entre les coûts des différentes mesures de protection de l'environnement, la méthodologie devrait généralement être similaire pour toutes les mesures promues par un État membre⁶⁰.
99. Pour produire des effets positifs sur l'environnement en ce qui concerne la décarbonation, l'aide ne peut pas se limiter à déplacer les émissions d'un secteur à l'autre et doit permettre une réduction générale des émissions de gaz à effet de serre. Il convient de tenir compte des interactions à court et à long terme avec toute autre politique ou mesure pertinente, et notamment avec le SEQUE de l'Union.
100. Afin d'éviter le risque de doubles subventions et de garantir la vérification des réductions des émissions de gaz à effet de serre, les aides à la décarbonation des activités industrielles doivent réduire les émissions résultant directement de cette activité industrielle. Les aides en faveur des améliorations de l'efficacité énergétique des activités industrielles doivent améliorer l'efficacité énergétique des activités des bénéficiaires.
101. Afin d'éviter qu'un budget ne soit alloué à des projets qui ne sont pas réalisés, ce qui risquerait de bloquer l'entrée sur le marché, les États membres doivent démontrer que des mesures raisonnables seront prises pour garantir que les projets bénéficiant d'une aide seront effectivement développés, par exemple en fixant des délais clairs pour la mise en œuvre des projets, en vérifiant la faisabilité des projets dans le cadre de la pré-qualification pour l'obtention de l'aide, en exigeant le versement de garanties par les participants, ou en contrôlant le développement et la réalisation des projets.
102. Les bénéficiaires de la mesure devraient être exposés à des risques qu'ils peuvent contribuer à gérer, par exemple les risques associés au délestage de la production d'énergie renouvelable lié à des périodes d'excès de production ou à un transport insuffisant.
103. Les aides à la décarbonation peuvent prendre diverses formes, notamment celles de subventions immédiates et de contrats concernant des paiements d'aide en cours, tels que les contrats d'écart compensatoires⁶¹. Des aides qui couvrent des coûts principalement associés à l'exploitation plutôt qu'à l'investissement ne devraient être

⁶⁰ Les principes régissant le calcul des réductions des émissions de gaz à effet de serre utilisé pour le Fonds européen pour l'innovation constituent une référence utile, disponible à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/info/funding-tenders/opportunities/docs/2021-2027/innovfund/wp-call/call-annex_c_innovfund-lsc-2020-two-stage_en.pdf.

⁶¹ Un contrat d'écart compensatoire donne droit au bénéficiaire à un paiement égal à la différence entre un prix «d'exercice» fixe et un prix de référence – tel qu'un prix de marché, par unité de production. De tels contrats ont été utilisés pour des mesures de production d'électricité au cours des dernières années, mais pourraient également porter sur un prix de référence lié au SEQUE – à savoir les contrats d'écart compensatoire appliqués au carbone. Les contrats d'écart compensatoires peuvent également impliquer des remboursements par les bénéficiaires aux contribuables ou aux consommateurs pour les périodes au cours desquelles le prix de référence dépasse le prix d'exercice.

octroyées que lorsque l'État membre démontre clairement qu'il en résultera des décisions d'exploitation plus respectueuses de l'environnement.

104. Les aides doivent être conçues pour éviter toute distorsion non désirée du fonctionnement efficient des marchés et, en particulier, pour préserver l'efficacité des incitations et des signaux de prix. Par exemple, les bénéficiaires devraient rester exposés aux variations de prix et au risque de marché, à moins que cela ne compromette la réalisation de l'objectif de l'aide. En particulier, les bénéficiaires ne devraient pas être incités à proposer leur production en dessous de leurs coûts marginaux et ne doivent pas bénéficier d'aides à la production au cours de périodes où la valeur marchande de cette production est négative⁶².
105. La Commission procédera à une appréciation au cas par cas des mesures qui comprennent des projets d'infrastructure réservée. Dans son évaluation, la Commission examinera, entre autres, la taille de l'infrastructure par rapport au marché en cause, l'incidence sur la probabilité d'investissements supplémentaires fondés sur le marché, la mesure dans laquelle l'infrastructure est initialement destinée à un utilisateur individuel ou à un groupe d'utilisateurs et l'existence ou non d'un plan crédible ou d'un engagement ferme à se connecter à un réseau plus large, la durée d'éventuelles dérogations ou d'exemptions de la législation relative au marché intérieur, la structure du marché en cause et la position des bénéficiaires sur ce marché.
106. Par exemple, lorsque l'infrastructure ne relie initialement qu'un nombre limité d'utilisateurs, l'effet de distorsion peut être atténué lorsqu'elle s'inscrit dans le cadre d'un plan visant à développer un réseau de l'Union plus large sur la base des critères suivants:
 - (a) la comptabilité de l'infrastructure devrait être séparée de toute autre activité et les coûts d'accès et d'utilisation devraient être transparents;
 - (b) à moins que cela ne compromette la réalisation de l'objectif de l'aide, celle-ci devrait être subordonnée à l'ouverture de l'infrastructure à des tiers à des conditions équitables, raisonnables et non discriminatoires (y compris les appels publics pour des demandes de raccordement à des conditions équivalentes);
 - (c) il peut être nécessaire de compenser les avantages que les bénéficiaires obtiennent jusqu'à ce qu'un tel élargissement se produise, par exemple en contribuant à la poursuite de l'extension du réseau;
 - (d) il peut être nécessaire de limiter les avantages que retirent les consommateurs réservataires et/ou de les partager avec d'autres opérateurs.
107. Afin d'éviter de compromettre l'objectif de la mesure ou d'autres objectifs de l'Union en matière de protection de l'environnement, il convient de ne pas prévoir d'incitations

⁶² Les petites installations de production d'électricité renouvelable peuvent bénéficier d'un soutien direct des prix qui couvre la totalité des coûts d'exploitation et ne les oblige pas à vendre leur électricité sur le marché, conformément à l'exemption prévue à l'article 4, paragraphe 3, de la directive (UE) 2018/2001. Les installations sont considérées comme étant de petite taille si leur capacité est inférieure au seuil applicable visé à l'article 5 du règlement (UE) 2019/943.

à la production d'une énergie qui supplanterait des formes d'énergie moins polluantes. Par exemple, lorsque la cogénération à partir de sources non renouvelables est soutenue ou lorsque la biomasse est soutenue, elles ne doivent pas faire l'objet d'incitations à produire de l'électricité ou de la chaleur à des moments où cela entraînerait une réduction des sources d'énergie renouvelables favorisant une pollution atmosphérique nulle.

108. Les aides à la décarbonation sont susceptibles de fausser indûment la concurrence lorsqu'elles déplacent les investissements destinés à des solutions plus propres déjà disponibles sur le marché, ou lorsqu'elles verrouillent certaines technologies, ce qui empêche de développer plus largement un marché pour des technologies plus propres et de recourir à ces solutions. La Commission vérifiera donc également que la mesure d'aide n'a pas pour effet de stimuler ou de prolonger la consommation de combustibles et de sources d'énergie fossiles⁶³ et d'entraver ainsi le développement de solutions de substitution plus propres et réduisant sensiblement l'avantage environnemental global de l'investissement. Les États membres devraient expliquer comment ils entendent éviter ce risque, notamment au moyen d'engagements contraignants à utiliser principalement des carburants renouvelables ou à faible intensité de carbone ou à éliminer progressivement les sources de combustibles fossiles.
109. La Commission considère que certaines mesures d'aide ont sur la concurrence et les échanges des incidences négatives peu susceptibles d'être compensées. En particulier, certaines mesures d'aide peuvent aggraver les défaillances du marché, engendrant des inefficiences au détriment du consommateur et du bien-être social. Par exemple, les mesures qui encouragent de nouveaux investissements dans la production énergétique ou industrielle fondée sur les combustibles fossiles les plus polluants, tels que le charbon, le diesel, le lignite, le pétrole, la tourbe et le schiste bitumineux, augmentent les effets externes négatifs sur l'environnement sur le marché. Elles ne seront pas considérées comme ayant des effets positifs sur l'environnement, étant donné l'incompatibilité de ces carburants avec les objectifs climatiques de l'Union.
110. De même, les mesures qui encouragent de nouveaux investissements dans la production d'énergie ou la production industrielle à partir du gaz naturel peuvent réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'autres polluants à court terme, mais aggraver les effets négatifs externes sur l'environnement à plus long terme par rapport aux investissements alternatifs. Pour que les investissements dans le gaz naturel puissent être considérés comme ayant des effets positifs sur l'environnement, les États membres doivent expliquer comment ils veilleront à ce que ces investissements contribuent à la réalisation de l'objectif de l'Union en matière de climat à l'horizon 2030 et de l'objectif de neutralité climatique à l'horizon 2050. En particulier, les États membres devraient expliquer comment un verrouillage de ces équipements de production d'énergie à partir de gaz sera évité. Par exemple, il peut s'agir d'engagements contraignants pris par le bénéficiaire en vue de mettre en œuvre des technologies de décarbonation telles que le CSC/CUC ou de remplacer le gaz naturel par du gaz renouvelable ou à faible intensité

⁶³ Y compris les vecteurs énergétiques qui n'émettent pas à l'échappement mais qui sont produits dans le cadre d'un processus à forte intensité de carbone.

de carbone, ou de fermer la centrale selon un calendrier compatible avec les objectifs de l'Union en matière de neutralité climatique⁶⁴.

111. Lorsque des risques de distorsions de concurrence supplémentaires sont mis en évidence ou que les mesures sont particulièrement novatrices ou complexes, la Commission peut imposer les conditions énoncées au point 72.
112. Pour les mesures ou régimes d'aide individuels bénéficiant à un nombre particulièrement limité de bénéficiaires ou à un bénéficiaire historique, les États membres doivent, en outre, démontrer que la mesure d'aide proposée n'entraînera pas un accroissement du pouvoir de marché.
113. Pour autant que toutes les autres conditions de compatibilité soient remplies, la Commission jugera généralement que le bilan des mesures de décarbonation est positif (c'est-à-dire que les effets positifs l'emportent sur les distorsions du marché intérieur) à la lumière de leur contribution à l'atténuation du changement climatique, qui est définie comme un objectif environnemental dans le règlement (UE) 2020/852, tant que rien n'indique manifestement que le principe consistant à «ne pas causer de préjudice important» n'est pas respecté.

4.2 Aides à l'amélioration de la performance énergétique et environnementale des bâtiments

4.2.1 Justification de l'aide

114. Les mesures visant à améliorer la performance énergétique et environnementale des bâtiments ciblent les effets négatifs externes en créant des incitations individuelles pour atteindre les objectifs en matière d'économies d'énergie et de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques. Outre les défaillances générales du marché répertoriées au chapitre 3, des défaillances spécifiques du marché sont susceptibles de survenir dans le domaine de la performance énergétique et environnementale des bâtiments. Par exemple, lorsqu'un bâtiment fait l'objet de travaux de rénovation, les avantages des mesures de performance énergétique et environnementale ne sont généralement pas uniquement perçus par le propriétaire du bâtiment, qui supporte habituellement les coûts de la rénovation, mais aussi par le locataire. La Commission estime donc que des aides d'État peuvent être nécessaires pour promouvoir les investissements visant à améliorer la performance énergétique et environnementale des bâtiments.

⁶⁴ En outre, lorsqu'un projet implique un investissement dans une installation de production d'énergie ou de production industrielle à partir du gaz naturel, les coûts de cette installation ne seraient généralement pas admissibles au bénéfice d'une aide d'État au titre de la présente section, étant donné que cet investissement serait généralement considéré comme un investissement contrefactuel qui serait effectué en l'absence d'aide. Au contraire, les éléments supplémentaires qui permettent de réduire les émissions, tels que le CSC ou les surcoûts liés à la cogénération, seraient admissibles au bénéfice de l'aide.

4.2.2 *Champ d'application et activités bénéficiant d'un soutien*

115. Des aides peuvent être octroyées pour l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments.
116. Cette aide peut être combinée avec une aide en faveur d'une partie ou de l'ensemble des mesures suivantes:
- (a) la mise en place d'installations intégrées d'énergie renouvelable sur site produisant de l'électricité, de la chaleur ou du froid;
 - (b) l'installation d'équipements pour le stockage de l'énergie produite par les installations intégrées d'énergie renouvelable sur site;
 - (c) la construction et l'installation d'infrastructures de recharge à l'usage des utilisateurs du bâtiment, ainsi que d'infrastructures connexes, telles que des infrastructures de raccordement, lorsque le parc de stationnement se situe à l'intérieur du bâtiment ou le juxte;
 - (d) l'installation d'équipements pour la numérisation des bâtiments sur site, en particulier pour accroître leur potentiel d'intelligence. Les investissements admissibles peuvent inclure des interventions limitées au câblage interne passif ou au câblage structuré pour les réseaux de données et, si nécessaire, la partie accessoire du réseau passif sur la propriété privée située à l'extérieur du bâtiment. Le câblage pour les réseaux de données situés en dehors de la propriété privée est exclu;
 - (e) d'autres investissements qui améliorent la performance énergétique ou environnementale du bâtiment, y compris les investissements dans les toitures végétales et les équipements de récupération des eaux de pluie.
117. Des aides peuvent également être accordées pour améliorer l'efficacité énergétique des équipements de chauffage ou de refroidissement à l'intérieur du bâtiment. Les aides à l'amélioration de l'efficacité énergétique des processus de production et en faveur des équipements de production d'électricité utilisés pour alimenter les machines ne sont pas couvertes par la présente section, mais peuvent l'être par la section 4.1. Les aides en faveur des équipements de chauffage ou de refroidissement liés aux systèmes de chauffage urbain sont couvertes par la section 4.10.
118. Les aides doivent encourager:
- (a) en cas de rénovation de bâtiments existants, des améliorations de la performance énergétique conduisant à une réduction de la demande d'énergie primaire d'au moins 20 % par rapport à la situation antérieure à l'investissement. Par dérogation, lorsque l'amélioration s'inscrit dans le cadre d'une rénovation par étapes, cette dernière doit entraîner une réduction globale de la demande d'énergie primaire d'au moins 30 % par rapport à la situation antérieure à l'investissement, sur une période de 3 ans;
 - (b) dans le cas de bâtiments neufs, des améliorations de la performance énergétique générant au moins 10 % d'économies d'énergie primaire par rapport au seuil fixé

pour les exigences relatives aux bâtiments à consommation d'énergie quasi nulle dans les mesures nationales transposant la directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil⁶⁵.

119. Des aides à l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments peuvent également être accordées aux PME et aux petites entreprises à moyenne capitalisation qui sont des fournisseurs de mesures visant à améliorer la performance énergétique afin de faciliter la passation de contrats de performance énergétique au sens de l'article 2, point 27, de la directive 2012/27/UE.

4.2.3 *Effet incitatif*

120. Les exigences énoncées aux points 121 et 122 s'appliquent en plus de celles énoncées à la section 3.1.2.
121. La Commission considère qu'en principe, l'aide en faveur de projets dont le délai d'amortissement est inférieur à cinq ans ne produit pas d'effet incitatif. Toutefois, l'État membre peut fournir des éléments de preuve démontrant que l'aide est nécessaire pour susciter un changement de comportement, même dans le cas de projets dont le délai d'amortissement est plus court.
122. Une aide destinée à couvrir les frais d'adaptation à des normes de l'Union déjà adoptées mais non encore entrées en vigueur sera considérée comme ayant un effet incitatif si l'investissement est réalisé et achevé au moins 18 mois avant l'entrée en vigueur des normes en cause de l'Union.

4.2.4 *Limitation des distorsions de la concurrence et des échanges*

4.2.4.1 Caractère approprié de l'aide

123. L'exigence énoncée au point 124 s'applique en plus de celles énoncées à la section 3.2.1.2.
124. Les aides destinées à faciliter la passation de contrats de performance énergétique peuvent prendre la forme d'un prêt ou d'une garantie en faveur du fournisseur des mesures visant à améliorer la performance énergétique dans le cadre d'un contrat de performance énergétique, ou consister en un produit financier destiné à refinancer le fournisseur concerné (par exemple, affacturage ou forfaitage).

4.2.4.2 Proportionnalité

125. Les coûts admissibles correspondent exclusivement aux coûts d'investissement directement liés à la réalisation d'un niveau plus élevé de performance énergétique ou environnementale.
126. L'intensité d'aide de base n'excède pas 30 % des coûts admissibles.

⁶⁵ Directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments (JO L 153 du 18.6.2010, p. 13).

127. En ce qui concerne les aides octroyées pour améliorer la performance énergétique des bâtiments existants, l'intensité de l'aide peut être majorée de 15 points de pourcentage lorsque les améliorations de la performance énergétique entraînent une réduction de la demande d'énergie primaire d'au moins 40 %.
128. Elle peut toutefois être majorée de 20 points de pourcentage pour les aides octroyées aux petites entreprises ou de 10 points de pourcentage pour celles octroyées aux entreprises de taille moyenne.
129. L'intensité de l'aide peut être majorée de 15 points de pourcentage pour les investissements effectués dans des zones assistées remplissant les conditions de l'article 107, paragraphe 3, point a), du traité ou de 5 points de pourcentage pour les investissements effectués dans des zones assistées remplissant les conditions de l'article 107, paragraphe 3, point c), du traité.
130. À titre exceptionnel, en fonction des caractéristiques spécifiques de la mesure, l'État membre peut également démontrer, sur la base d'une analyse du déficit de financement, comme indiqué aux points 47, 50 et 51, qu'un montant d'aide plus élevé est requis. Le montant de l'aide ne peut pas excéder le déficit de financement, comme indiqué aux points 50 et 51.
131. Lorsque l'aide est octroyée à l'issue d'une procédure de mise en concurrence menée conformément aux critères énoncés aux points 48 et 49, le montant de l'aide est considéré comme proportionné.
132. Les aides octroyées sous la forme d'instruments financiers ne sont pas soumises aux intensités d'aide maximales fixées aux points 126 à 130. Lorsque l'aide est octroyée sous la forme d'une garantie, elle ne peut pas dépasser 80 % du prêt sous-jacent. Le montant à rembourser par les propriétaires de bâtiments au fonds pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables ou à un autre intermédiaire financier doit être au moins égal à la valeur nominale du prêt.

4.2.5 *Prévention des effets négatifs non désirés sur la concurrence et les échanges, et mise en balance*

133. Les exigences énoncées aux points 134 à 136 s'appliquent en plus de celles énoncées à la section 3.2.2.
134. Les mesures encourageant les nouveaux investissements dans les équipements au gaz naturel visant à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments peuvent conduire à une réduction de la demande d'énergie à court terme, mais, à plus long terme, elles peuvent aggraver les effets externes négatifs sur l'environnement par rapport aux autres investissements. Par ailleurs, les aides à l'installation d'équipements au gaz naturel peuvent fausser indûment la concurrence lorsqu'elles déplacent les investissements destinés à des solutions plus propres déjà disponibles sur le marché, ou lorsqu'elles verrouillent certaines technologies, ce qui empêche de développer plus largement un marché des technologies plus propres et de recourir à ces dernières. La Commission estime que les effets positifs des mesures qui génèrent un tel effet de verrouillage ont peu de chances de l'emporter sur les effets négatifs. Dans le cadre de son évaluation, la Commission examinera si les équipements au gaz naturel remplacent des équipements

énergétiques utilisant les combustibles fossiles les plus polluants, tels que le pétrole et le charbon.

135. D'autres solutions sont déjà disponibles sur le marché pour remplacer les équipements énergétiques utilisant les combustibles fossiles les plus polluants (tels que le pétrole et le charbon). Dans ce contexte, les aides à l'installation d'équipements énergétiques économes en énergie utilisant de tels carburants ne sont pas considérées comme produisant des effets positifs identiques à ceux de l'aide à l'installation d'équipements énergétiques plus propres. D'une part, l'amélioration marginale en ce qui concerne la réduction de la demande d'énergie est neutralisée par l'augmentation des émissions de carbone associée à l'utilisation de combustibles fossiles. D'autre part, l'octroi d'aides à l'installation d'équipements énergétiques au pétrole ou au charbon présente un risque considérable de verrouiller des technologies fossiles et de déplacer des investissements destinés à d'autres solutions plus propres et plus innovantes disponibles sur le marché en détournant la demande de ces dernières. Cela aurait aussi pour effet de décourager la poursuite du développement du marché des technologies non fossiles propres et à l'épreuve du temps. La Commission considère dès lors qu'il est peu probable que les effets négatifs des aides en faveur d'équipements énergétiques au pétrole ou au charbon soient compensés.
136. Lorsque les aides prennent la forme d'une dotation, de fonds propres, d'une garantie ou d'un prêt octroyés à un fonds pour la promotion de l'efficacité énergétique ou des énergies renouvelables ou à un autre intermédiaire financier, la Commission vérifiera que les conditions sont réunies pour faire en sorte que le fonds pour la promotion de l'efficacité énergétique ou des énergies renouvelables ou d'autres intermédiaires financiers ne bénéficient d'aucun avantage indu et appliquent une stratégie d'investissement commercialement saine aux fins de la mise en œuvre de la mesure d'aide à la performance énergétique. Les conditions suivantes doivent notamment être remplies:
- (a) les intermédiaires financiers ou les gestionnaires de fonds doivent être sélectionnés au moyen d'une procédure ouverte, transparente et non discriminatoire, menée conformément au droit de l'Union et au droit national applicables;
 - (b) les conditions sont réunies pour faire en sorte que les intermédiaires financiers, y compris les fonds pour la promotion de l'efficacité énergétique ou des énergies renouvelables, soient gérés dans une optique commerciale et garantissent des décisions de financement motivées par la recherche d'un profit;
 - (c) les gestionnaires du fonds pour la promotion de l'efficacité énergétique ou des énergies renouvelables ou d'autres intermédiaires financiers répercutent autant que possible l'avantage sur les bénéficiaires finals (propriétaires ou locataires de bâtiments), sous la forme de volumes de financement plus importants, d'exigences moindres en matière de sûretés requises, de primes de garantie plus faibles ou de taux d'intérêt moins élevés.

4.3 Aides en faveur d'une mobilité propre

137. Les sections 4.3.1 et 4.3.2 énoncent les conditions auxquelles les aides d'État en faveur d'une mobilité propre dans les secteurs du transport aérien, routier, ferroviaire et de navigation intérieure et du transport maritime et côtier de passagers et de marchandises peuvent faciliter le développement d'une activité économique d'une manière respectueuse de l'environnement, sans altérer les conditions des échanges dans une mesure contraire à l'intérêt commun de l'Union.

4.3.1 *Aides à l'acquisition et à la location de véhicules de transport propres et d'équipements de service propres et au post-équipement de véhicules*

4.3.1.1 Justification de l'aide

138. Afin d'atteindre l'objectif juridiquement contraignant de neutralité climatique de l'Union d'ici à 2050, la communication sur le pacte vert a fixé comme objectif de réduire les émissions dues aux transports d'au moins 90 % par rapport aux niveaux de 1990 d'ici à 2050. La communication de la Commission sur une stratégie de mobilité durable et intelligente⁶⁶ confirme l'ambition du pacte vert et fixe différentes étapes pour montrer aux secteurs la voie à suivre pour atteindre cet objectif grâce à la décarbonation des différents modes de transport et de l'ensemble de la chaîne de transport⁶⁷.

139. Bien que les politiques existantes puissent encourager l'introduction de véhicules de transport propres, en fixant des objectifs contraignants en matière d'émissions de CO₂ pour le parc de véhicules routiers neufs des constructeurs⁶⁸, en internalisant les effets externes sur le climat et l'environnement⁶⁹, ou en stimulant la demande de véhicules au moyen de marchés publics⁷⁰, elles peuvent ne pas être suffisantes pour remédier entièrement aux défaillances du marché affectant le secteur concerné. En dépit des politiques existantes, il se pourrait qu'il ne soit pas remédié à certains obstacles à l'accès au marché et défaillances du marché, notamment en ce qui concerne le caractère abordable des véhicules de transport propres par rapport aux véhicules conventionnels, la disponibilité limitée des infrastructures de recharge ou de ravitaillement et l'existence d'effets externes sur l'environnement. Les États membres peuvent donc fournir une aide pour remédier à ces défaillances résiduelles du marché et soutenir le développement du secteur de la mobilité propre.

⁶⁶ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions intitulée «Stratégie de mobilité durable et intelligente: mettre les transports européens sur la voie de l'avenir», COM/2020/789 final.

⁶⁷ Parmi celles-ci figure, entre autres, l'ambition de mettre 30 millions de voitures «zéro émission» en circulation, de faire circuler 80 000 camions «zéro émission» d'ici à 2030 et de faire en sorte que, d'ici à 2050, la quasi-totalité des voitures, camionnettes, autobus et véhicules utilitaires lourds neufs soient à zéro émission.

⁶⁸ Règlement (UE) 2019/631 et règlement (UE) 2019/1242.

⁶⁹ Par exemple, au moyen de la directive 1999/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 1999 relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures (JO L 187 du 20.7.1999, p. 42) et du SEQE de l'Union.

⁷⁰ Par exemple, au moyen de la directive (UE) 2019/1161.

4.3.1.2 Champ d'application et activités soutenues

- 140. Des aides peuvent être octroyées pour l'acquisition ou la location de véhicules de transport propres neufs ou d'occasion pour le transport aérien, routier, ferroviaire et de navigation intérieure et le transport maritime et côtier de passagers et de marchandises, ainsi que pour l'acquisition et la location d'équipements d'assistance en escale propres et d'équipements terminaux propres.
- 141. Une aide peut également être octroyée pour le post-équipement de véhicules de transport, leur permettant d'être considérés comme des véhicules de transport propres.

4.3.1.3 Effet incitatif

- 142. Les conditions énoncées aux points 143 à 147 s'appliquent en plus de celles énoncées à la section 3.1.2.
- 143. L'État membre doit fournir un scénario contrefactuel crédible en l'absence d'aide. Un scénario contrefactuel correspond à un investissement ayant la même capacité, la même durée de vie et, le cas échéant, les mêmes autres caractéristiques techniques pertinentes que l'investissement respectueux de l'environnement. Lorsque l'investissement concerne l'acquisition ou la location de véhicules de transport propres, le scénario contrefactuel est généralement l'acquisition ou la location de véhicules de la même catégorie et de la même capacité, au moins conformes aux normes de l'Union, qui seraient acquis ou loués sans l'aide.
- 144. Un autre scénario contrefactuel pourrait consister à maintenir le véhicule existant en service pendant une période correspondant à la durée de vie de l'investissement respectueux de l'environnement. Dans ce cas, les coûts actualisés d'entretien, de réparation et de modernisation correspondant à cette période devraient être pris en compte.
- 145. Dans certains cas, le scénario contrefactuel peut consister à remplacer le véhicule de transport plus tard, auquel cas la valeur actualisée du véhicule de transport devrait être prise en compte et la différence de durée de vie économique des équipements devrait être neutralisée. Cette approche peut être particulièrement pertinente pour les véhicules de transport dont la durée de vie économique est plus longue, tels que les navires, les trains et les avions.
- 146. Dans le cas des véhicules de transport faisant l'objet d'un contrat de crédit-bail, la valeur actualisée de la location du matériel respectueux de l'environnement devrait être comparée à la valeur actualisée de l'acquisition ou de la location en crédit-bail du véhicule de transport moins respectueux de l'environnement qui serait utilisé en l'absence d'aide.
- 147. Dans un nombre limité de cas, l'investissement respectueux de l'environnement peut consister en des équipements qui sont ajoutés à un véhicule existant (par exemple, l'installation a posteriori de systèmes de contrôle de la pollution). Dans ce cas, les coûts admissibles correspondront au total des coûts d'investissement.

4.3.1.4 Limitation des distorsions de la concurrence et des échanges

4.3.1.4.1 Caractère approprié de l'aide

148. Les exigences énoncées aux points 149 et 150 s'appliquent en plus de celles énoncées à la section 3.2.1.2.
149. Pour vérifier le caractère approprié, relativement à d'autres instruments d'intervention, il convient de prendre en considération la probabilité que d'autres types d'intervention stimulent le développement du marché de la mobilité propre, ainsi que leur incidence attendue par rapport à celle de la mesure proposée. En outre, l'évaluation du caractère approprié de l'aide devrait tenir compte de l'incidence d'autres mesures visant à atteindre le même objectif, comme celui d'un SEQE ou d'obligations réglementaires (y compris l'existence de zones à faibles émissions dans l'État membre concerné) et de règles en matière de marchés publics, telles que celles établies par la directive (UE) 2019/1161.
150. Les aides à l'acquisition et à la location en crédit-bail de véhicules de transport propres, ainsi qu'au post-équipement de véhicules de transport, leur permettant d'être considérés comme des véhicules de transport propres, peuvent être octroyées sous quelque forme que ce soit, notamment sous forme de subventions, de prêts ou de garanties. L'État membre doit justifier son choix de l'instrument d'aide et expliquer pourquoi des instruments d'aide entraînant moins de distorsions ne permettraient pas d'obtenir des résultats tout aussi efficaces.

4.3.1.4.2 Proportionnalité

151. L'aide ne peut pas dépasser les coûts nécessaires pour faciliter le développement de l'activité économique en question d'une manière qui permette d'accroître le niveau de protection de l'environnement (c'est-à-dire par le passage de véhicules de transport classiques à des véhicules de transport propres), par rapport au scénario contrefactuel en l'absence d'aide. L'aide peut être considérée comme proportionnée lorsque les conditions énoncées aux points 152 à 159 sont remplies.
152. Les surcoûts nets (coûts admissibles) correspondent à la différence entre le coût total de propriété des véhicules de transport propres qu'il est prévu d'acquérir ou de louer au moyen de l'aide d'État et le coût total de propriété dans le scénario contrefactuel.
153. Les coûts qui ne sont pas directement liés à la réalisation d'un niveau plus élevé de protection de l'environnement ne seront pas admissibles au bénéfice de l'aide.
154. En ce qui concerne le post-équipement de véhicules leur permettant d'être considérés comme des véhicules propres, conformément au point 146, les coûts admissibles sont les coûts totaux du post-équipement, en partant de l'hypothèse que, dans le scénario contrefactuel, les véhicules conservent la même durée de vie économique en l'absence de post-équipement.
155. L'aide doit être octroyée à l'issue d'une procédure de mise en concurrence menée conformément aux critères énoncés aux points 48 et 49.

156. Si des critères autres que le montant de l'aide demandé par le demandeur sont inclus dans le cadre de la procédure de mise en concurrence, le point 49 s'applique. Les critères de sélection peuvent, par exemple, avoir trait aux avantages que les investissements sont susceptibles d'apporter pour l'environnement en termes de réductions des émissions en équivalent CO₂ ou d'autres émissions polluantes tout au long de leur durée de vie. Dans de tels cas, afin de faciliter le recensement des avantages pour l'environnement, l'État membre peut exiger des candidats qu'ils indiquent dans leurs offres le niveau escompté de réduction des émissions résultant de l'investissement, par rapport au niveau des émissions d'un véhicule comparable conforme aux normes de l'Union, le cas échéant. Les critères environnementaux utilisés dans la procédure de mise en concurrence peuvent également inclure des considérations liées au cycle de vie, telles que l'incidence environnementale de la gestion du produit en fin de vie.
157. La procédure de mise en concurrence doit être conçue de manière telle que les candidats restent suffisamment incités à soumissionner pour des projets concernant l'acquisition de véhicules de transport à émission zéro, dans la mesure où ceux-ci sont disponibles pour ce mode de transport, ces véhicules étant généralement plus onéreux que d'autres solutions moins respectueuses de l'environnement. Cela suppose notamment de veiller à ce que l'application des critères de sélection ne désavantage pas ces projets par rapport à d'autres véhicules de transport propres, qui ne sont pas considérés comme des véhicules à émission zéro. Par exemple, des critères environnementaux peuvent se présenter sous forme de primes permettant d'attribuer une note plus élevée aux projets apportant des avantages environnementaux supérieurs à ceux découlant des critères d'admissibilité ou de l'objectif principal du régime.
158. Par dérogation aux points 155, 156 et 157, lorsque le nombre de participants attendu est insuffisant pour garantir une concurrence effective ou éviter la soumission d'offres stratégiques ou lorsqu'une procédure de mise en concurrence, telle que décrite aux points 48 et 49, ne peut être organisée, l'aide peut être octroyée sans procédure de mise en concurrence. Dans de tels cas, l'intensité d'aide de base ne peut pas excéder 40 % des coûts admissibles. Cette intensité de l'aide peut être majorée de 10 points de pourcentage pour les véhicules de transport à émission zéro; et de 10 points de pourcentage pour les entreprises de taille moyenne ou de 20 points de pourcentage pour les petites entreprises.
159. À titre exceptionnel, en fonction des caractéristiques spécifiques de la mesure, l'État membre peut également démontrer, sur la base d'une analyse du déficit de financement, comme indiqué aux points 47, 50 et 51, qu'un montant d'aide plus élevé est requis. Dans ce cas, l'État membre doit procéder à un contrôle a posteriori afin de vérifier les hypothèses formulées au sujet du niveau d'aide requis et mettre en place un mécanisme de récupération, comme indiqué au point 53. Le montant de l'aide ne peut pas excéder le déficit de financement, comme indiqué aux points 50 et 51.

4.3.1.5 Prévention des effets négatifs non désirés sur la concurrence et les échanges, et mise en balance

160. Les exigences énoncées aux points 161 à 166 s'appliquent en plus de celles énoncées à la section 3.2.2.

161. La Commission considère que certaines mesures d'aide ont sur la concurrence et les échanges des incidences négatives peu susceptibles d'être compensées. En particulier, les mesures qui encouragent de nouveaux investissements dans les véhicules de transport fonctionnant au gaz naturel (notamment le GNC et le GNL) peuvent conduire à une réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'autres polluants à court terme, mais aggraver, à plus long terme, les effets négatifs externes sur l'environnement par rapport aux investissements alternatifs. En outre, les aides à l'acquisition de véhicules de transport propres peuvent fausser indûment la concurrence lorsqu'elles déplacent les investissements destinés à des solutions plus propres déjà disponibles sur le marché, ou lorsqu'elles verrouillent certaines technologies, ce qui empêche de développer plus largement un marché des technologies plus propres et de recourir à ces dernières. Dès lors, la Commission considère en pareils cas qu'il est peu probable que les effets négatifs sur la concurrence des aides à l'acquisition ou à la location de véhicules de transport propres fonctionnant au gaz naturel, tels que les véhicules fonctionnant au GNC et au GNL, soient compensés.
162. Les aides à l'acquisition ou à la location de véhicules fonctionnant au GNC et au GNL peuvent être considérées comme n'entraînant pas d'effets de verrouillage à long terme et comme ne déplaçant pas des investissements destinés à des technologies plus propres si, au moment où l'État membre notifie à la Commission son intention de mettre en œuvre la mesure d'aide ou lorsque la mesure d'aide est mise en œuvre, l'État membre démontre que des solutions de remplacement plus propres ne sont pas facilement disponibles sur le marché et ne devraient pas être disponibles à court terme⁷¹. L'aide peut également être considérée comme n'ayant pas d'effet de verrouillage ou de déplacement d'investissements destinés à des technologies plus propres lorsque l'État membre s'engage à faire en sorte que ces véhicules fonctionnent avec un mélange de biogaz ou de carburants gazeux renouvelables d'origine non biologique (minimum 20 %).
163. D'autres solutions sont déjà disponibles sur le marché pour remplacer les véhicules utilisant les combustibles fossiles les plus polluants (tels que le diesel ou le gaz de pétrole liquéfié — GPL) et être utilisés dans les secteurs du transport routier, du transport fluvial, maritime et côtier et du transport ferroviaire. Par conséquent, les aides à l'acquisition ou à la location de ces véhicules, même de véhicules de nouvelle génération allant au-delà des normes de l'Union, le cas échéant, ne sont pas considérées comme produisant les mêmes effets positifs que les aides à l'acquisition ou à la location en crédit-bail de véhicules propres dont les émissions de CO₂ (à l'échappement) sont plus faibles. Premièrement, l'amélioration marginale en ce qui concerne la réduction des émissions directes de CO₂ et des émissions polluantes est neutralisée par la poursuite des émissions de carbone associée à l'utilisation de combustibles fossiles. Deuxièmement, l'octroi d'une aide à l'acquisition de ces types de véhicules comporte un risque important de verrouillage des technologies fossiles et de déplacement des investissements destinés à des solutions de remplacement plus propres disponibles sur le marché en détournant la demande des véhicules à carburant alternatif non fossiles.

⁷¹ Aux fins de cette appréciation, la Commission prendra généralement en considération une période de quatre ans à compter de la notification ou de la mise en œuvre de la mesure d'aide. Elle basera son appréciation sur des études de marché indépendantes présentées par l'État membre ou sur toute autre donnée probante adéquate.

Cela aurait aussi pour effet de décourager la poursuite du développement du marché des technologies non fossiles propres et à l'épreuve du temps. La Commission considère donc qu'il est peu probable que les effets négatifs sur la concurrence des aides aux véhicules utilisant les carburants fossiles les plus polluants, tels que le diesel ou le GPL, soient compensés.

164. Lorsqu'elle appréciera la distorsion de concurrence des aides à l'acquisition de véhicules de transport propres, la Commission examinera si la mise en service de nouveaux véhicules de transport entraînerait ou aggraverait des défaillances du marché existantes, telles que des surcapacités dans le secteur concerné.
165. En ce qui concerne le transport ferroviaire, compte tenu des besoins de capacité supplémentaires liés à l'augmentation ciblée de l'utilisation de ce mode de transport, les États membres doivent veiller à ce que l'aide n'entraîne pas la mise à la casse prématurée de matériel roulant à émission zéro. À cette fin, le matériel roulant à émission zéro qui, du fait de l'aide, n'est plus utilisé devrait être mis à disposition sur le marché pendant une période minimale de trois mois au moyen d'un processus de vente ouvert, transparent, non discriminatoire, inconditionnel et ayant fait l'objet d'une bonne publicité, au prix du marché.
166. En ce qui concerne le transport aérien, l'État membre doit veiller à ce que, lorsque l'aide est octroyée à une entreprise opérant déjà dans le secteur concerné, elle le soit en vue du remplacement d'un aéronef moins respectueux de l'environnement par un aéronef propre d'une classe d'aéronef comparable et qu'elle n'entraîne pas l'expansion de la flotte du bénéficiaire.

4.3.2 Aides au déploiement d'infrastructures de recharge ou de ravitaillement

4.3.2.1 Justification de l'aide

167. Un réseau global d'infrastructures de recharge et de ravitaillement est nécessaire pour permettre l'introduction généralisée de véhicules de transport propres ainsi que la transition vers une mobilité à émission zéro. Concrètement, la disponibilité limitée des infrastructures de recharge ou de ravitaillement pour les véhicules de transport propres constitue un obstacle particulièrement important à l'adoption de ces véhicules par le marché. De plus, ces infrastructures de recharge et de ravitaillement ne sont pas réparties uniformément entre les États membres. Parallèlement, tant que la part des véhicules de transport propres en service reste restreinte, le marché risque de ne pas réussir à lui seul à fournir les infrastructures de recharge et de ravitaillement nécessaires.
168. La directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil⁷² établit un cadre commun de mesures pour le déploiement d'infrastructures pour carburants de substitution pour les transports dans l'Union et établit des dispositions pour les États membres en ce qui concerne le déploiement de ces infrastructures. En outre, d'autres politiques favorisant l'introduction de véhicules de transport propres peuvent déjà

⁷² Directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs (JO L 307 du 28.10.2014, p. 1).

fournir des signaux d'investissement pour le déploiement d'infrastructures de recharge et de ravitaillement. Néanmoins, ces politiques à elles seules peuvent ne pas suffire pour remédier pleinement aux défaillances du marché recensées. Les États membres peuvent donc fournir une aide pour remédier à ces défaillances résiduelles du marché et soutenir le déploiement d'infrastructures de recharge ou de ravitaillement.

4.3.2.2 Champ d'application et activités soutenues

169. Des aides peuvent être octroyées pour la construction et l'installation ou la modernisation d'infrastructures de recharge ou de ravitaillement.
170. Les projets peuvent également comprendre des installations pour des opérations de recharge intelligente et pour la production sur site d'électricité ou d'hydrogène à partir de sources renouvelables, connectées à l'infrastructure de recharge ou de ravitaillement par une liaison directe, ainsi que des installations de stockage sur site de l'électricité et de l'hydrogène à fournir en tant que carburants destinés au transport.

4.3.2.3 Limitation des distorsions de la concurrence et des échanges

4.3.2.3.1 *Nécessité de l'aide*

171. L'État membre doit vérifier la nécessité d'une aide pour encourager le déploiement d'infrastructures de recharge ou de ravitaillement de la même catégorie⁷³ au moyen d'une consultation publique ouverte ex ante ou d'une étude de marché indépendante. En particulier, l'État membre doit vérifier si des infrastructures similaires ne sont pas susceptibles d'être développées aux conditions du marché à court terme⁷⁴.
172. Lors de l'évaluation de la nécessité d'une aide pour le déploiement d'infrastructures de recharge et de ravitaillement pour véhicules de transport propres et à émission zéro et accessibles à des tiers, et notamment des infrastructures de recharge ou de ravitaillement accessibles au public, la pénétration sur le marché des véhicules de transport propres que ces infrastructures desserviraient peut être prise en compte.

4.3.2.3.2 *Caractère approprié de l'aide*

173. Les exigences énoncées aux points 174 et 175 s'appliquent en plus de celles énoncées à la section 3.2.1.2.
174. Pour vérifier le caractère approprié, relativement à d'autres instruments d'intervention, il convient de prendre en considération la probabilité que de nouvelles interventions réglementaires stimulent la transition vers une mobilité propre, ainsi que leur incidence attendue par rapport à celle de la mesure proposée. En particulier, l'État membre devrait tenir compte de l'incidence d'un SEQE, le cas échéant, et des obligations telles que celles établies par la directive 2014/94/UE.

⁷³ Par exemple, pour les infrastructures de recharge, la puissance normale ou élevée.

⁷⁴ Aux fins de cette appréciation, la Commission examinera généralement si l'on peut s'attendre à ce que l'infrastructure de recharge ou de ravitaillement soit déployée aux conditions du marché dans un délai de trois ans. Son appréciation s'appuiera sur les résultats de la consultation publique ex ante mentionnée au point 171, sur des études de marché indépendantes présentées par l'État membre ou sur toute autre donnée probante adéquate.

175. En ce qui concerne la vérification du caractère approprié des différents instruments d'aide, les aides au déploiement d'infrastructures de recharge ou de ravitaillement peuvent être octroyées sous quelque forme que ce soit, y compris sous forme de subventions, de prêts ou de garanties. L'État membre doit justifier son choix de l'instrument d'aide et expliquer pourquoi des instruments d'aide entraînant moins de distorsions ne permettraient pas d'obtenir des résultats tout aussi efficaces.

4.3.2.3.3 Proportionnalité

176. L'aide ne peut pas dépasser les coûts nécessaires pour faciliter le développement de l'activité économique en question d'une manière qui permette d'accroître le niveau de protection de l'environnement. L'aide peut être considérée comme proportionnée lorsque les conditions énoncées aux points 177 à 182 sont remplies.
177. Les coûts admissibles correspondent aux coûts d'investissement pour la construction et l'installation des infrastructures de recharge ou de ravitaillement, ou la mise à niveau de ces infrastructures. Il peut s'agir des coûts:
- (a) des infrastructures de recharge ou de ravitaillement elles-mêmes;
 - (b) de l'installation ou de la mise à niveau de composants électriques ou autres, tels que ceux relatifs au potentiel d'intelligence des infrastructures de recharge, et notamment les transformateurs électriques nécessaires pour connecter l'infrastructure de recharge ou de ravitaillement au réseau ou à une unité locale de production ou de stockage d'électricité ou d'hydrogène;
 - (c) des équipements techniques connexes;
 - (d) des travaux de génie civil associés;
 - (e) des aménagements de terrains ou de routes liés;
 - (f) d'obtention des permis correspondants.
178. Lorsqu'un projet comprend la production sur site d'électricité d'origine renouvelable ou d'hydrogène renouvelable ou le stockage sur site d'électricité d'origine renouvelable ou d'hydrogène renouvelable, les coûts admissibles peuvent inclure les coûts d'investissement des unités de production sur site d'électricité d'origine renouvelable ou d'hydrogène renouvelable ou des installations de stockage sur site d'électricité d'origine renouvelable ou d'hydrogène renouvelable.
179. L'aide doit être octroyée à l'issue d'une procédure de mise en concurrence menée conformément aux critères énoncés aux points 48 et 49. La procédure de mise en concurrence doit être conçue de manière telle que les candidats restent suffisamment incités à soumissionner pour des projets concernant des infrastructures de recharge ou de ravitaillement ne fournissant que de l'électricité d'origine renouvelable ou de l'hydrogène renouvelable. L'application des critères d'attribution ne peut pas avoir pour effet de désavantager les projets d'infrastructures de recharge ou de ravitaillement qui ne fournissent que de l'électricité d'origine renouvelable ou de l'hydrogène renouvelable par rapport aux projets portant sur des infrastructures de recharge ou de

ravitaillement qui fournissent également de l'électricité ou de l'hydrogène à forte intensité de carbone.

180. Par dérogation au point 179, l'aide peut être octroyée sur la base de méthodes autres qu'une procédure de mise en concurrence dans les cas suivants:
- (a) lorsque le nombre attendu de participants est insuffisant pour garantir une concurrence effective ou éviter la soumission d'offres stratégiques; ou
 - (b) lorsqu'une procédure de mise en concurrence, telle que décrite aux points 48 et 49, ne peut pas être organisée.
181. Dans les cas énumérés au point 180, le montant de l'aide peut être déterminé sur la base d'une analyse du déficit de financement, comme indiqué aux points 47, 50 et 51. L'État membre doit procéder à un contrôle a posteriori afin de vérifier les hypothèses formulées au sujet du niveau d'aide requis et mettre en place un mécanisme de récupération, comme indiqué au point 53.
182. À titre de variante au point 181, l'intensité d'aide de base ne peut pas excéder 30 % des coûts admissibles ou 40 % des coûts admissibles lorsque les infrastructures de recharge ou de ravitaillement ne fournissent respectivement que de l'électricité d'origine renouvelable ou de l'hydrogène renouvelable. Cette intensité d'aide peut être majorée de 10 points de pourcentage pour les entreprises de taille moyenne ou de 20 points de pourcentage pour les petites entreprises. L'intensité de l'aide peut être majorée de 15 points de pourcentage pour les investissements effectués dans des zones assistées remplissant les conditions prévues à l'article 107, paragraphe 3, point a), du traité ou de 5 points de pourcentage pour les investissements effectués dans des zones assistées remplissant les conditions prévues à l'article 107, paragraphe 3, point c), du traité.

4.3.2.4 Prévention des effets négatifs non désirés sur la concurrence et les échanges, et mise en balance

183. Les exigences énoncées aux points 184 à 189 s'appliquent en plus de celles énoncées à la section 3.2.2.
184. Les aides au déploiement ou à la mise à niveau d'infrastructures de ravitaillement peuvent fausser indûment la concurrence lorsqu'elles déplacent les investissements destinés à des solutions plus propres déjà disponibles sur le marché, ou lorsqu'elles verrouillent certaines technologies, ce qui empêche de développer plus largement un marché pour des technologies plus propres et de recourir à ces technologies. Dès lors, la Commission considère en pareils cas qu'il est peu probable que les effets négatifs sur la concurrence des aides au déploiement ou à la mise à niveau d'infrastructures de ravitaillement fournissant des combustibles à base de gaz naturel, tels que le GNC et le GNL, soient compensés.
185. Les aides au déploiement ou à la mise à niveau d'infrastructures de ravitaillement en GNC et GNL peuvent être considérées comme n'entraînant pas d'effets de verrouillage à long terme et comme ne déplaçant pas des investissements destinés à des technologies plus propres si, au moment où l'État membre notifie à la Commission son intention de mettre en œuvre la mesure d'aide ou lorsque la mesure d'aide est mise en œuvre, l'État

membre démontre que des solutions de remplacement plus propres ne sont pas facilement disponibles sur le marché et ne devraient pas être disponibles à court terme⁷⁵. Les aides au déploiement ou à la mise à niveau des infrastructures de ravitaillement en GNC et GNL peuvent également être considérées comme n'entraînant pas d'effets de verrouillage à long terme lorsque l'État membre s'engage à veiller à ce que le GNC et le GNL soient mélangés avec du biogaz ou des carburants gazeux renouvelables d'origine non biologique (minimum 20 %).

186. D'autres solutions sont déjà disponibles sur le marché pour remplacer les combustibles fossiles destinés à être utilisés dans les secteurs du transport routier, du transport fluvial, maritime et côtier et du transport ferroviaire. Par conséquent, les aides au déploiement ou à la mise à niveau d'infrastructures de ravitaillement fournissant des combustibles fossiles tels que l'hydrogène à forte intensité de carbone ne sont pas considérées comme produisant les mêmes effets positifs que les aides au déploiement d'infrastructures de ravitaillement fournissant des combustibles non fossiles. Premièrement, l'amélioration en termes de réduction des émissions de CO₂ dans le secteur des transports est probablement neutralisée par la poursuite des émissions de carbone liées à la production et à l'utilisation de combustibles fossiles. Deuxièmement, en l'absence d'engagement de l'État membre à ce que l'infrastructure de ravitaillement fournisse de l'hydrogène renouvelable ou à tout le moins de l'hydrogène à faible intensité de carbone, l'octroi d'une aide au déploiement d'infrastructures de ravitaillement en hydrogène peut comporter un risque de verrouillage de la production d'hydrogène à forte intensité de carbone, déplaçant ainsi des investissements destinés à des solutions de remplacement plus propres en détournant la demande des procédés de production non fossiles. Cela aurait aussi pour effet de décourager la poursuite du développement du marché des technologies non fossiles propres et à l'épreuve du temps pour une mobilité à émission zéro et pour la production de combustibles et d'énergie non fossiles. La Commission considère par conséquent qu'il est peu probable, d'une manière générale, que les effets négatifs sur la concurrence des aides au déploiement ou à la mise à niveau d'infrastructures de ravitaillement fournissant des combustibles fossiles tels que de l'hydrogène à forte intensité de carbone soient compensés.
187. En l'absence de garanties appropriées, l'aide peut entraîner la création ou le renforcement de pouvoirs de marché, ce qui peut empêcher ou entraver une concurrence effective sur des marchés naissants ou en développement. L'État membre doit donc veiller à ce que la mesure d'aide contienne des garanties appropriées pour faire face à ce risque. Il peut s'agir, par exemple, de fixer un pourcentage maximal du budget de la mesure qui peut être alloué à une seule entreprise.
188. Toute concession ou autre forme de mandat confiant à un tiers l'exploitation de l'infrastructure de recharge ou de ravitaillement doit être attribuée sur une base concurrentielle, transparente et non discriminatoire, dans le respect des règles de l'Union en matière de marchés publics, le cas échéant.

⁷⁵ Aux fins de cette appréciation, la Commission prendra généralement en considération une période de quatre ans à compter de la notification ou de la mise en œuvre de la mesure d'aide. Elle basera son appréciation sur des études de marché indépendantes présentées par l'État membre ou sur toute autre donnée probante adéquate.

189. Si une aide est accordée pour le déploiement ou la mise à niveau d'infrastructures de recharge ou de ravitaillement ouvertes à des tiers, et notamment d'infrastructures de recharge ou de ravitaillement accessibles au public, ces dernières doivent être accessibles au public et fournir un accès non discriminatoire aux utilisateurs, y compris, le cas échéant, en ce qui concerne les tarifs, les méthodes d'authentification et de paiement et les autres conditions d'utilisation. En outre, l'État membre devrait veiller à ce que les frais facturés aux utilisateurs tiers pour l'utilisation de l'infrastructure de recharge ou de ravitaillement correspondent au prix du marché.

4.4 Aides à l'utilisation efficace des ressources et au soutien à la transition vers une économie circulaire

4.4.1 Justification de l'aide

190. Le plan d'action pour une économie circulaire (PAEC)⁷⁶ fournit un programme tourné vers l'avenir qui vise à accélérer la transition de l'Union vers une économie circulaire dans le cadre de la transformation radicale promue par la communication sur le pacte vert. Le PAEC promeut les processus d'économie circulaire, encourage la consommation et la production durables et vise à prévenir la production de déchets et à maintenir les ressources utilisées aussi longtemps que possible dans l'économie de l'Union. Ces objectifs constituent également une condition préalable à la réalisation de l'objectif de neutralité climatique de l'Union à l'horizon 2050 et d'une économie plus propre et plus durable.
191. Le PAEC mentionne spécifiquement la nécessité de tenir compte des objectifs liés à l'économie circulaire à l'occasion de la révision des orientations en matière d'aides d'État dans les domaines de l'environnement et de l'énergie. À cet égard, un soutien financier sous la forme d'aides d'État, combiné à des règles générales, claires et cohérentes, peut jouer un rôle clé dans le soutien à la circularité dans les processus de production dans le cadre d'une transformation plus large de l'industrie de l'Union visant à atteindre la neutralité climatique et de la compétitivité à long terme. Il peut également jouer un rôle clé pour contribuer à la création d'un marché performant des matières premières secondaires de l'Union qui réduira la pression exercée sur les ressources naturelles et créera une croissance et des emplois durables.

4.4.2 Champ d'application et activités bénéficiant d'aides

192. Des aides au titre de la présente section peuvent être octroyées pour:
- (a) les investissements visant à améliorer l'utilisation efficace des ressources au moyen de l'une ou l'autre des mesures suivantes ou par les deux:
 - (i) une réduction nette des ressources consommées pour produire la même quantité de résultat⁷⁷;

⁷⁶ Communication de la Commission intitulée «Un nouveau plan d'action pour une économie circulaire – Pour une Europe plus propre et plus compétitive» (COM/2020/98 final).

⁷⁷ Les ressources consommées peuvent inclure toutes les ressources matérielles consommées, à l'exception de l'énergie. La réduction peut être déterminée en mesurant ou en estimant la consommation avant et

- (ii) le remplacement de matières premières primaires par des matières premières secondaires (réutilisées ou recyclées);
- (b) les investissements en faveur de la réduction, de la prévention, de la préparation en vue du réemploi, de la préparation en vue du recyclage et du recyclage des déchets⁷⁸ produits par le bénéficiaire ou les investissements en faveur de la préparation en vue du réemploi, de la préparation en vue du recyclage et du recyclage des déchets produits par des tiers et qui, sinon, seraient éliminés ou traités au moyen d'une opération de traitement de priorité inférieure dans la hiérarchie des déchets⁷⁹ ou d'une manière moins efficace en ressources⁸⁰, ou qui aboutiraient à une qualité de recyclage moindre;
- (c) les investissements en faveur de la préparation en vue du réemploi, de la préparation en vue du recyclage et du recyclage d'autres produits, matières ou substances⁸¹ générés par le bénéficiaire ou par des tiers et qui, sinon, seraient inutilisés, éliminés ou récupérés d'une manière moins efficace en ressources⁸², ou qui aboutiraient à une qualité de recyclage moindre;
- (d) les investissements en faveur de la collecte sélective⁸³ et du tri des déchets ou d'autres produits, matières ou substances aux fins de la préparation en vue du réemploi ou du recyclage.
193. Dans certaines conditions, les aides visant à couvrir les coûts d'exploitation peuvent être octroyées pour la collecte séparée et le tri des déchets liés à des flux ou à des types de déchets particuliers (voir le point **Error! Reference source not found.**).
194. Les aides relatives à la récupération de la chaleur résiduelle provenant de processus de production ou les aides relatives au CUC seront évaluées dans les conditions applicables aux aides à la réduction des émissions de gaz à effet de serre énoncées à la section 4.1.
195. La présente section ne s'applique pas aux mesures visées au point 192(a) à (d) qui bénéficient d'un soutien sous la forme de compensations de service public pour des services d'intérêt économique général.

après la mise en œuvre de la mesure d'aide, y compris tout ajustement pour tenir compte des conditions extérieures susceptibles d'avoir une incidence sur la consommation des ressources.

⁷⁸ Voir les définitions du réemploi, de la préparation en vue du réemploi, du recyclage et des déchets aux points 18(54), (57), (66) et (79).

⁷⁹ La hiérarchie des déchets est la suivante: a) prévention, b) préparation en vue du réemploi, c) recyclage, d) autre valorisation, notamment valorisation énergétique, et e) élimination. Voir l'article 4, paragraphe 1, de la directive 2008/98/CE.

⁸⁰ Eu égard aux investissements visant à améliorer l'utilisation efficace des ressources décrits au point 192(a)(i) et (ii).

⁸¹ D'autres produits, matières ou substances peuvent comprendre des sous-produits (tels que visés à l'article 5 de la directive 2008/98/CE), des résidus de l'agriculture et de la sylviculture, des eaux usées, des eaux de pluie et des eaux de ruissellement, des minéraux, des nutriments, des gaz résiduels provenant des processus de production, des produits non utilisés, des pièces et des matériaux, etc. Les produits, pièces et matériaux résiduels sont des produits, des pièces détachées ou des matériaux qui ne sont plus nécessaires ou utiles pour leur détenteur mais qui peuvent être réutilisés.

⁸² Voir la note de bas de page 95.

⁸³ Voir la définition de la «collecte sélective» à l'article 3, point 11, de la directive 2008/98/CE.

4.4.3 Effet incitatif

196. Les conditions énoncées aux points **Error! Reference source not found.** à **Error! Reference source not found.** s'appliquent en plus des conditions fixées dans la section 3.1.2.
197. L'État membre doit présenter un scénario contrefactuel crédible. Un scénario contrefactuel correspond généralement à un investissement présentant la même capacité, la même durée de vie et, le cas échéant, les mêmes autres caractéristiques techniques pertinentes que l'investissement respectueux de l'environnement.
198. Le scénario contrefactuel peut également consister à maintenir en service les installations ou équipements existants pendant une période correspondant à la durée de vie de l'investissement respectueux de l'environnement. Dans ce cas, les coûts d'entretien, de réparation et de modernisation actualisés correspondant à cette période doivent être comptabilisés.
199. Dans certains cas, le scénario contrefactuel peut consister à remplacer les installations ou les équipements plus tard, auquel cas il convient de prendre en compte la valeur actualisée des installations et des équipements et de compenser la différence de durée de vie économique entre les installations ou équipements.
200. Dans le cas d'équipements faisant l'objet d'accords de crédit-bail, il convient de comparer la valeur actualisée du crédit-bail des équipements respectueux de l'environnement à celle du crédit-bail des équipements moins respectueux de l'environnement qui seraient en service en l'absence de l'aide.
201. Dans des cas limités, l'investissement respectueux de l'environnement peut consister à ajouter des installations ou des équipements à un investissement existant. Dans ce cas, les coûts admissibles devraient correspondre au total des coûts d'investissement.

4.4.4 Réduction au minimum des distorsions de la concurrence et des échanges

4.4.4.1 Nécessité de l'aide

202. Les conditions énoncées aux points **Error! Reference source not found.** à **Error! Reference source not found.** s'appliquent en plus des conditions fixées dans la section 3.2.1.1.
203. Une aide ne peut être considérée comme nécessaire que dans le cas où, en son absence, les déchets ou autres substances ou matériaux seraient éliminés ou traités selon une procédure de traitement de priorité inférieure dans la hiérarchie des déchets ou d'une manière moins efficace dans l'utilisation des ressources, ou seraient inutilisés.
204. L'investissement bénéficiant de l'aide ne peut pas correspondre à une pratique rentable économiquement. En conséquence, le ou les procédés au moyen desquels les déchets ou les autres produits, matériaux ou substances sont préparés en vue du réemploi ou du recyclage, ou sont recyclés, ne peuvent pas correspondre à des pratiques rentables économiquement ou à des pratiques commerciales établies. Le cas échéant, cela doit

être vérifié au regard des pratiques généralement appliquées dans l'Union et dans le cadre des diverses technologies⁸⁴.

205. Dans le cas de l'octroi d'aides en faveur de la collecte séparée et du tri de déchets ou d'autres produits, matériaux ou substances, l'État membre doit démontrer que ce type de collecte séparée et de tri est insuffisamment développé sur son territoire. Lors de l'octroi d'une aide destinée à couvrir des coûts d'exploitation, l'État membre doit démontrer que cette aide est nécessaire pendant une période de transition afin de faciliter la transition vers une économie circulaire, y compris, non limitativement, la préparation en vue du réemploi ou du recyclage, ou le recyclage. L'État membre doit prendre en compte toute obligation découlant des régimes de responsabilité élargie des producteurs.

4.4.4.2 Caractère approprié

206. Les conditions énoncées au point **Error! Reference source not found.** s'appliquent en plus des conditions fixées dans la section 3.2.1.2
207. Conformément au «principe du pollueur-payeur»⁸⁵, les entreprises qui produisent des déchets ne devraient pas être déchargées des coûts de traitement de ces déchets. Par conséquent, l'aide ne devrait décharger les entreprises qui produisent des déchets d'aucun coût ni d'aucune obligation liés au traitement de déchets qui leur incombe en application du droit de l'Union ou du droit national, y compris dans le cadre des régimes de responsabilité élargie des producteurs. En outre, l'aide ne devrait pas décharger les entreprises de coûts qu'il convient de considérer comme normaux pour une entreprise.

4.4.4.3 Proportionnalité

208. Les coûts admissibles sont les coûts d'investissements supplémentaires correspondant à la différence entre les coûts de l'investissement ou de l'activité bénéficiant de l'aide et ceux de l'investissement selon le scénario contrefactuel, qui peut être l'un des suivants:
- (a) un investissement comparable, tel que décrit au point **Error! Reference source not found.**, dont la réalisation est vraisemblable en l'absence d'aide, et qui ne permet pas d'atteindre le même niveau d'utilisation efficace des ressources;
 - (b) un traitement des déchets selon une procédure de traitement de priorité inférieure dans la hiérarchie des déchets ou d'une manière moins efficace dans l'utilisation des ressources;
 - (c) le procédé de production conventionnel relatif à la matière première primaire ou au produit primaire, si le produit réemployé ou recyclé (secondaire) peut être remplacé sur le plan technique et économique par la matière première primaire ou le produit primaire; ou

⁸⁴ D'un point de vue technologique, il pourrait être opportun, par exemple, de vérifier si l'investissement prévu conduirait à un degré plus élevé de recyclabilité ou à une meilleure qualité des matériaux recyclés par rapport aux pratiques normales.

⁸⁵ Voir la définition au point 18(53).

- (d) tout autre scénario contrefactuel fondé sur des hypothèses dûment justifiées.
209. Lorsque les produits, substances ou matériaux constitueraient des déchets s'ils n'étaient réemployés, et qu'il n'existe aucune obligation légale d'éliminer ces produits, substances ou matériaux ni de les soumettre à un autre traitement, les coûts admissibles peuvent correspondre à l'investissement nécessaire à leur valorisation.
210. L'intensité de base de l'aide ne peut pas dépasser 40 % des coûts admissibles.
211. L'intensité de l'aide peut être majorée de 10 points de pourcentage pour les moyennes entreprises ou de 20 points de pourcentage pour les petites entreprises.
212. L'intensité de l'aide peut être majorée de 15 points de pourcentage pour les investissements effectués dans des zones assistées remplissant les conditions de l'article 107, paragraphe 3, point a), du traité ou de 5 points de pourcentage pour les investissements effectués dans des zones assistées remplissant les conditions de l'article 107, paragraphe 3, point c), du traité.
213. L'intensité de l'aide peut être majorée de 10 points de pourcentage pour les activités d'innovation écologique, pour autant que les conditions cumulatives suivantes soient remplies:
- (a) l'activité d'innovation écologique doit représenter une nouveauté ou une amélioration sensible par rapport à l'état de la technique dans le secteur concerné de l'Union⁸⁶;
 - (b) l'avantage attendu pour l'environnement doit être nettement plus élevé que l'amélioration résultant de l'évolution générale de l'état de la technique pour des activités comparables⁸⁷;
 - (c) le caractère innovant de l'activité comporte un degré de risque évident, que ce soit en termes technologiques, commerciaux ou financiers, qui est plus élevé que le risque généralement associé à des activités comparables non innovantes⁸⁸.

⁸⁶ La nouveauté peut, par exemple, être établie par les États membres sur la base d'une description précise de l'innovation et des conditions de marché de son introduction ou de sa diffusion, en la comparant avec les procédés ou les techniques d'organisation les plus avancés généralement utilisés par d'autres entreprises du même secteur.

⁸⁷ Si des paramètres quantitatifs peuvent être utilisés pour comparer des activités innovantes sur le plan écologique avec des activités ordinaires, non innovantes, «nettement plus élevé» signifie que l'amélioration marginale attendue des activités innovantes sur le plan écologique en termes de diminution de la pollution ou des risques pour l'environnement, ou d'amélioration de l'efficacité en matière d'énergie ou de ressources doit être au moins deux fois plus importante que l'amélioration marginale attendue de l'évolution générale d'activités comparables non innovantes. Lorsque l'approche proposée ne convient pas dans un cas donné, ou si aucune comparaison quantitative n'est possible, le dossier de demande d'aide doit contenir une description détaillée de la méthode utilisée pour évaluer ce critère, garantissant un niveau d'exigence comparable à celle de la méthode proposée.

⁸⁸ L'existence du risque peut être établie par l'État membre par exemple au moyen des éléments suivants: les coûts par rapport au chiffre d'affaires de l'entreprise, le temps nécessaire à la mise au point du nouveau procédé, les bénéfices escomptés de l'activité d'innovation écologique par rapport aux coûts, et la probabilité d'un échec.

214. Par dérogation aux points **Error! Reference source not found.** à **Error! Reference source not found.**, l'État membre peut également établir qu'une intensité d'aide plus élevée est nécessaire, sur la base d'une analyse du déficit de financement, telle que décrite aux points 47, 50 et 51. Dans ce cas, l'État membre doit procéder à un contrôle a posteriori afin de vérifier les hypothèses formulées au sujet du niveau d'aide requis, et mettre en place un mécanisme de récupération, comme indiqué au point 53. Le montant de l'aide ne peut pas dépasser le déficit de financement tel que défini aux points 50 et 51.
215. Lorsque l'aide est octroyée à l'issue d'une procédure de mise en concurrence menée conformément aux critères énoncés aux points 48 et 49, le montant de l'aide est considéré comme proportionné.
216. L'aide peut également couvrir des coûts d'exploitation lorsqu'elle concerne la collecte séparée et le tri de déchets ou d'autres produits, matériaux ou substances en lien avec des flux ou types de déchets spécifiques aux fins de leur préparation en vue du réemploi ou du recyclage, auquel cas les conditions cumulatives suivantes doivent être remplies:
- (a) l'aide doit être octroyée à l'issue d'une procédure de mise en concurrence qui a été menée conformément aux critères énoncés aux points 48 et 49 qui doit être ouverte, sur une base non discriminatoire, à tous les opérateurs fournissant des services de collecte séparée et de tri;
 - (b) lorsqu'une grande incertitude entoure l'évolution future des coûts d'exploitation pendant la durée de la mesure, la procédure de mise en concurrence peut être conçue de manière à inclure des règles limitant la compensation à certaines circonstances bien définies, à condition que ces règles et circonstances soient fixées au préalable en toute transparence;
 - (c) toute aide à l'investissement octroyée à une installation servant à la collecte séparée et au tri de déchets en lien avec des flux ou types de déchets spécifiques doit être déduite de l'aide au fonctionnement allouée à cette même installation lorsque ces deux formes d'aides couvrent les mêmes coûts admissibles;
 - (d) l'aide peut être octroyée pour une période maximale de cinq ans.

4.4.5 Prévention des effets négatifs non désirés sur la concurrence et les échanges

217. Les conditions énoncées aux points **Error! Reference source not found.** à **Error! Reference source not found.** s'appliquent en plus des conditions fixées dans la section 3.2.2.
218. L'aide ne peut pas encourager la production de déchets.
219. L'aide ne peut pas se borner à accroître la demande de déchets ou d'autres matériaux et ressources destinés à être réemployés, recyclés ou valorisés, sans renforcer la collecte desdits matériaux.
220. Pour évaluer l'incidence de l'aide sur le marché, la Commission prendra en compte les effets potentiels des aides sur le fonctionnement des marchés des matériaux tant primaires que secondaires associés aux produits en question.

221. En particulier, pour évaluer l'incidence qu'exerce sur le marché une aide couvrant des coûts d'exploitation liés à la collecte séparée et au tri de déchets ou d'autres produits, matériaux ou substances en lien avec des flux ou types de déchets spécifiques aux fins de leur préparation en vue du réemploi ou du recyclage, la Commission tiendra compte des interactions potentielles avec les régimes de responsabilité élargie des producteurs en vigueur dans l'État membre concerné.

4.5 Aides à la prévention ou à la réduction de la pollution autre que par les gaz à effet de serre

4.5.1 Justification de l'aide

222. L'ambition «zéro pollution» de la communication sur le pacte vert, visant à parvenir à un environnement exempt de substances toxiques, devrait garantir que, d'ici à 2050, le niveau de pollution sera ramené à des niveaux qui ne sont plus nocifs pour l'homme ni pour les écosystèmes naturels et qui respectent les limites de la capacité d'adaptation de notre planète, ce qui permettra de créer un environnement exempt de substances toxiques, conformément au programme de développement durable à l'horizon 2030⁸⁹ et aux objectifs à long terme du 8^e programme d'action pour l'environnement⁹⁰. L'Union a fixé des objectifs spécifiques de réduction du niveau de pollution, par exemple en ce qui concerne l'amélioration de la qualité de l'air⁹¹, la pollution zéro des masses d'eau⁹² et la réduction du bruit, des déchets plastiques, de la pollution par les microplastiques et des microdéchets plastiques⁹³, ainsi que des objectifs concernant les excès de nutriments et d'engrais, les pesticides dangereux et les substances provoquant une résistance aux antimicrobiens⁹⁴.

⁸⁹ Voir <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/21252030> Agenda for Sustainable Development web.pdf.

⁹⁰ Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative à un programme d'action général de l'Union pour l'environnement à l'horizon 2030, COM(2020) 652 final.

⁹¹ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions intitulée «Programme “Air pur pour l'Europe”», COM(2013) 918 final. Voir également la directive 2004/107/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 concernant l'arsenic, le cadmium, le mercure, le nickel et les hydrocarbures aromatiques polycycliques dans l'air ambiant (JO L 23 du 26.1.2005, p. 3) et la directive 2008/50/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe (JO L 152, 11.6.2008, p. 1) en ce qui concerne l'ozone troposphérique, les particules, les oxydes d'azote, les métaux lourds dangereux et un certain nombre d'autres polluants. Voir également la directive (UE) 2016/2284 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques, modifiant la directive 2003/35/CE et abrogeant la directive 2001/81/CE (JO L 344 du 17.12.2016, p. 1) en ce qui concerne les principaux polluants atmosphériques transfrontières: le dioxyde de soufre, les oxydes d'azote, l'ammoniac, les composés organiques volatils non méthaniques et les particules.

⁹² La directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (JO L 327 du 22.12.2000, p. 1) exige, sauf exceptions prévues, un bon état chimique pour toutes les masses d'eau superficielles et souterraines.

⁹³ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions intitulée «Cap sur une planète en bonne santé pour tous — Plan d'action de l'UE: “Vers une pollution zéro dans l'air, l'eau et les sols• ”», COM(2021) 400 final.

⁹⁴ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions intitulée «Une stratégie “De la ferme à la table” pour un système alimentaire équitable, sain et respectueux de l'environnement», COM(2020) 381 final.

223. Un soutien financier sous la forme d'une aide d'État peut contribuer sensiblement à l'objectif environnemental de réduction des formes de pollution autres que celles résultant des émissions de gaz à effet de serre.

4.5.2 *Champ d'application et activités bénéficiant d'aides*

224. Une aide à la prévention ou à la réduction de la pollution autre que par des gaz à effet de serre peut être octroyée à des investissements permettant à des entreprises d'aller au-delà des normes de protection de l'environnement de l'Union, d'augmenter le niveau de protection de l'environnement en l'absence de normes de l'Union ou de se conformer à des normes de l'Union non encore entrées en vigueur.
225. Lorsque l'aide est octroyée sous la forme de permis négociables⁹⁵, la mesure d'aide doit être conçue de manière à atteindre des objectifs environnementaux allant au-delà des objectifs que visent à atteindre les normes de l'Union qui sont obligatoires pour les entreprises concernées.
226. L'aide doit principalement viser à prévenir ou à réduire la pollution directement liée aux activités propres du bénéficiaire.
227. L'aide ne peut pas se limiter à déplacer la pollution d'un secteur, ou d'un compartiment environnemental, vers un autre (par exemple de l'air vers l'eau). Lorsque l'aide vise à réduire la pollution, elle doit aboutir à une réduction globale de la pollution.
228. La présente section ne s'applique pas aux mesures d'aide relevant du champ d'application de la section 4.1. Lorsqu'une mesure contribue à la fois à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à la prévention ou à la réduction de la pollution autre que par les émissions de gaz à effet de serre, la compatibilité de la mesure est appréciée sur la base de la section 4.1 ou de la présente section, selon celui des deux objectifs qui sera prépondérant.

4.5.3 *Effet incitatif*

229. Les conditions énoncées aux points **Error! Reference source not found.** et **Error! Reference source not found.** s'appliquent en plus des conditions fixées dans la section 3.1.2.
230. Les aides en faveur des investissements qui permettent au bénéficiaire d'aller au-delà des normes applicables de l'Union contribuent aux objectifs en matière d'environnement ou d'énergie. Afin de ne pas dissuader les États membres de définir des normes obligatoires nationales plus strictes que les normes correspondantes de l'Union, les mesures d'aide peuvent avoir un effet incitatif, indépendamment de l'existence de normes nationales obligatoires plus strictes que celles de l'Union. Il peut s'agir, par exemple, de mesures destinées à améliorer la qualité de l'eau et de l'air et allant au-delà des normes obligatoires de l'Union. Une telle contribution positive existe également lorsqu'une norme nationale obligatoire a été adoptée en l'absence de normes de l'Union.

⁹⁵ Ces permis négociables peuvent comporter une aide d'État, en particulier lorsque les États membres octroient des permis et des quotas à un prix inférieur à celui du marché.

231. Une aide en faveur d'une adaptation à des normes de l'Union adoptées mais non encore en vigueur sera ainsi considérée comme ayant un effet incitatif si l'investissement est achevé au moins 18 mois avant l'entrée en vigueur des normes en cause de l'Union.

4.5.4 Réduction au minimum des distorsions de la concurrence et des échanges

4.5.4.1 Nécessité de l'aide

232. Les conditions énoncées au point **Error! Reference source not found.** s'appliquent en plus des conditions fixées dans la section 3.2.1.1
233. En ce qui concerne les aides octroyées sous la forme de permis négociables⁹⁶, l'État membre doit démontrer que les conditions cumulatives suivantes sont remplies:
- (a) la mise aux enchères intégrale entraîne une augmentation substantielle des coûts de production pour chaque secteur ou catégorie de bénéficiaires individuels;
 - (b) l'augmentation substantielle des coûts de production ne peut pas être répercutée sur les clients sans provoquer d'importantes baisses dans les ventes⁹⁷;
 - (c) les entreprises individuelles du secteur ne sont pas en mesure de réduire les niveaux d'émission afin de rendre le prix des certificats supportable. L'irréductibilité de la consommation peut être démontrée en fournissant les niveaux d'émission tirés de la technique la plus performante de l'Espace économique européen et en prenant ceux-ci comme indicateur de référence. Toute entreprise qui utilise la technique la plus performante bénéficie au plus d'un quota correspondant à la hausse du coût de production qui résulte du régime de permis négociables en cas d'utilisation de la technique la plus performante et qui ne peut pas être répercutée sur les consommateurs. Toute entreprise présentant de moins bonnes performances environnementales reçoit un quota inférieur, en rapport avec ses performances environnementales.

4.5.4.2 Proportionnalité

234. Les coûts admissibles correspondent aux coûts d'investissement supplémentaires directement liés à la réalisation d'un niveau plus élevé de protection de l'environnement.
235. Les coûts d'investissement supplémentaires correspondent à la différence de coûts entre l'investissement bénéficiant de l'aide et l'investissement selon le scénario contrefactuel tel que décrit aux points **Error! Reference source not found.** à **Error! Reference source not found.** Lorsque le projet consiste en une adaptation anticipée à des normes de l'Union qui ne sont pas encore en vigueur, le scénario contrefactuel devrait, en principe, être celui décrit au point **Error! Reference source not found.**

⁹⁶ Ces permis négociables peuvent comporter une aide d'État, en particulier lorsque les États membres octroient des permis et des quotas à un prix inférieur à celui du marché.

⁹⁷ L'analyse peut être menée sur la base d'estimations de l'élasticité des prix des produits du secteur en cause, entre autres, de même que sur la base d'estimations des ventes non réalisées ainsi que de leur incidence sur la rentabilité du bénéficiaire.

236. L'intensité de base de l'aide ne peut pas dépasser 40 % des coûts admissibles.
237. L'intensité de l'aide peut être majorée de 10 points de pourcentage pour les moyennes entreprises ou de 20 points de pourcentage pour les petites entreprises.
238. L'intensité de l'aide peut être majorée de 15 points de pourcentage pour les investissements effectués dans des zones assistées remplissant les conditions de l'article 107, paragraphe 3, point a), du traité ou de 5 points de pourcentage pour les investissements effectués dans des zones assistées remplissant les conditions de l'article 107, paragraphe 3, point c), du traité.
239. L'intensité de l'aide peut être majorée de 10 points de pourcentage pour les activités d'innovation écologique, pour autant que les conditions énoncées au point **Error! Reference source not found.** soient remplies.
240. Par dérogation aux points **Error! Reference source not found.** à **Error! Reference source not found.**, l'État membre peut également démontrer, sur la base d'une analyse du déficit de financement, comme indiqué aux points 47, 50 et 51, qu'un montant d'aide plus élevé est requis. Dans ce cas, l'État membre doit procéder à un contrôle a posteriori afin de vérifier les hypothèses formulées au sujet du niveau d'aide requis, et mettre en place un mécanisme de récupération, comme indiqué au point 53. Le montant de l'aide ne peut pas dépasser le déficit de financement tel que défini aux points 50 et 51.
241. Lorsque l'aide est octroyée à l'issue d'une procédure de mise en concurrence menée conformément aux critères énoncés aux points 48 et 49, le montant de l'aide est considéré comme proportionné.
242. En ce qui concerne les aides octroyées sous la forme de permis négociables, la Commission vérifiera également que:
- (a) l'allocation s'effectue dans la transparence, sur la base de critères objectifs et de sources de données de la meilleure qualité disponible;
 - (b) le nombre total de permis négociables ou de quotas octroyés à chaque entreprise à un prix inférieur à celui du marché ne dépasse pas les besoins escomptés qu'aurait cette entreprise, selon les estimations, en l'absence du régime d'échange.

4.5.5 *Prévention des effets négatifs non désirés sur la concurrence et les échanges*

243. Les conditions énoncées au point **Error! Reference source not found.** s'appliquent en plus des conditions fixées dans la section 3.2.2.
244. En ce qui concerne les aides octroyées sous la forme de permis négociables, la Commission vérifiera également que:
- (a) le choix des bénéficiaires se fonde sur des critères objectifs et transparents, et l'aide est octroyée en principe de la même manière pour tous les concurrents du même secteur s'ils se trouvent dans la même situation de fait;

- (b) la méthode d'allocation ne favorise pas certaines entreprises⁹⁸ ou certains secteurs, à moins que la logique environnementale du régime lui-même le justifie ou que de telles règles soient nécessaires pour assurer la cohérence avec d'autres politiques en matière d'environnement;
- (c) des permis ou quotas ne sont pas octroyés à des conditions plus favorables aux nouveaux entrants qu'aux entreprises existantes présentes sur les mêmes marchés;
- (d) lorsque le volume de permis ou de quotas alloué aux installations existantes est plus élevé que celui alloué aux nouveaux entrants, cela n'entraîne pas la création de barrières injustifiées à l'entrée.

4.6 Aides à l'assainissement de sites contaminés, à la réhabilitation d'habitats naturels et d'écosystèmes, à la biodiversité et aux solutions fondées sur la nature

4.6.1 Justification de l'aide

- 245. La stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité à l'horizon 2030⁹⁹ vise à protéger la nature, à enrayer la dégradation des écosystèmes et à placer la biodiversité de l'Europe sur la voie du rétablissement d'ici 2030. En tant qu'élément essentiel de la communication sur le pacte vert, cette stratégie fixe des objectifs et des engagements ambitieux pour 2030 afin de parvenir à des écosystèmes sains et résilients.
- 246. Un soutien financier sous la forme d'aides d'État peut contribuer sensiblement à la réalisation de l'objectif environnemental de protection et de restauration de la biodiversité et des écosystèmes, et ce de plusieurs manières, notamment au moyen d'incitations à réparer les dommages causés aux sites contaminés, à réhabiliter les habitats naturels et les écosystèmes dégradés ou à entreprendre des investissements pour la protection des écosystèmes.
- 247. La stratégie d'adaptation au changement climatique de l'UE¹⁰⁰ vise à stimuler les investissements dans des solutions d'adaptation fondées sur la nature¹⁰¹; en effet, leur mise en œuvre à grande échelle renforcerait la résilience climatique et contribuerait à de nombreux objectifs du pacte vert pour l'Europe.

4.6.2 Champ d'application et activités bénéficiant d'aides

- 248. La présente section porte sur les règles de compatibilité concernant les mesures d'aide en faveur de l'assainissement de sites contaminés, de la réhabilitation d'habitats naturels et d'écosystèmes, de la protection et de la restauration de la biodiversité, et de solutions d'adaptation au changement climatique fondées sur la nature.

⁹⁸ Par exemple, les nouveaux entrants, ou, au contraire, des entreprises ou installations existantes.

⁹⁹ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions intitulée «Stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité à l'horizon 2030 — Ramener la nature dans nos vies», COM(2020) 380 final.

¹⁰⁰ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions intitulée «Bâtir une Europe résiliente – la nouvelle stratégie de l'Union européenne pour l'adaptation au changement climatique», COM(2021) 82 final.

¹⁰¹ <https://www.eea.europa.eu/publications/nature-based-solutions-in-europe/>.

249. La présente section ne s'applique pas:

- (a) à la réhabilitation consécutive à la fermeture de centrales électriques et d'exploitations minières relevant de la section 4.12;
- (b) aux mesures qui ont pour objet l'assainissement de sites contaminés, la réhabilitation d'habitats naturels et d'écosystèmes, la protection ou la restauration de la biodiversité, ou la mise en œuvre de solutions d'adaptation au changement climatique fondées sur la nature, et qui bénéficient de compensations en contrepartie de services d'intérêt économique général;
- (c) aux aides destinées à remédier aux dommages causés par des calamités naturelles et par des séismes, des avalanches, des glissements de terrain, des inondations, des tornades, des ouragans, des éruptions volcaniques et des feux de végétation d'origine naturelle¹⁰².

250. Une aide au titre de la présente section peut être octroyée pour les activités suivantes:

- (a) la réparation de dommages environnementaux, y compris les dommages à la qualité du sol et des eaux de surface ou souterraines;
- (b) la réhabilitation d'habitats naturels et d'écosystèmes en état de dégradation;
- (c) les investissements contribuant à la protection ou à la restauration de la biodiversité ou des écosystèmes lorsque ces investissements contribuent à assurer le bon état d'écosystèmes ou à protéger des écosystèmes déjà en bon état;
- (d) les investissements dans des solutions d'adaptation au changement climatique fondées sur la nature.

4.6.3 *Effet incitatif*

251. Les conditions énoncées aux points **Error! Reference source not found.** à **Error! Reference source not found.** s'appliquent en plus des conditions fixées dans la section 3.1.2.

252. Les aides à l'assainissement de sites contaminés, à la réhabilitation d'habitats naturels et d'écosystèmes, à la protection et à la restauration de la biodiversité, et à la mise en œuvre de solutions d'adaptation au changement climatique fondées sur la nature ne peuvent être considérées comme ayant un effet incitatif que si le pollueur n'est pas identifié, ou que sa responsabilité juridique ne peut être engagée, en vue du financement des travaux nécessaires à la prévention et à la réparation des dégradations et contaminations environnementales en application du principe du «pollueur payeur». Le pollueur est l'entité responsable en application du droit applicable dans chaque État

¹⁰² Les aides destinées à réparer ces dommages relèvent de l'article 50 du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission.

membre, sans préjudice de la directive 2004/35/CE du Parlement européen et du Conseil¹⁰³ ni d'autres règles pertinentes de l'Union¹⁰⁴.

253. Sans préjudice du «principe du pollueur-payeur», les aides octroyées à l'entité responsable en application du droit de l'Union ou du droit national applicables peuvent avoir un effet incitatif lorsqu'elles couvrent les coûts supplémentaires nécessaires pour élargir la portée, ou porter les ambitions, du projet de décontamination ou de réhabilitation au-delà des obligations juridiques prévues par le droit de l'Union ou le droit national applicables. L'État membre doit démontrer que tout effort raisonnable a été mis en œuvre pour identifier l'exploitant responsable. Lorsque la personne responsable selon le droit applicable n'est pas identifiée ou ne peut être astreinte à supporter les coûts, les aides d'État pour l'ensemble des travaux de décontamination ou de réhabilitation peuvent être considérées comme ayant un effet incitatif. Si la personne ayant provoqué la contamination ou le dommage environnemental a été identifiée, l'État membre doit démontrer que tout moyen juridique, y compris les actions en justice, a été mis en œuvre pour astreindre le pollueur à supporter les coûts. La Commission peut considérer qu'une entreprise ne peut pas être astreinte à supporter les coûts de la réparation d'une contamination qu'elle a provoquée si ladite entreprise a cessé d'exister au regard du droit et qu'aucune autre entreprise ne peut être considérée comme son successeur légal¹⁰⁵, et s'il n'y a aucune garantie financière, ou qu'une garantie financière insuffisante, pour faire face aux coûts de l'assainissement.
254. Une aide d'État n'a pas d'effet incitatif lorsqu'elle est octroyée pour la mise en œuvre de mesures compensatoires au sens de l'article 6, paragraphe 4, de la directive 92/43/CEE du Conseil ¹⁰⁶. Toutefois, les aides destinées à couvrir les coûts supplémentaires nécessaires pour élargir la portée, ou porter les ambitions, des mesures en question au-delà des obligations juridiques prévues à l'article 6, paragraphe 4, de ladite directive peuvent se voir reconnaître un effet incitatif.
255. En outre, les aides à l'assainissement de sites contaminés et à la réhabilitation d'habitats naturels et d'écosystèmes sont considérées comme ayant un effet incitatif lorsque les coûts de l'assainissement ou de la réhabilitation dépassent l'accroissement de la valeur du terrain.

4.6.4 Proportionnalité

256. Les coûts admissibles sont les suivants:

- (a) les coûts supportés pour la réparation de dommages environnementaux à la qualité du sol ou des eaux de surface ou souterraines;

¹⁰⁴ Voir la communication de la Commission intitulée «Lignes directrices permettant une compréhension commune du terme “dommage environnemental” tel que défini à l'article 2 de la directive 2004/35/CE du Parlement européen et du Conseil sur la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux» 2021/C 118/01 (JO C 118 du 7.4.2021, p. 1).

¹⁰⁵ Voir la décision de la Commission C(2012) 558 final du 17 octobre 2012 dans l'affaire SA.33496 (2011/N) — Autriche — Einzelfall, Altlast, DECON Umwelttechnik GmbH, considérants 65 à 69 (JO C 14 du 17.1.2013, p. 1).

¹⁰⁶ Directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (JO L 206 du 22.7.1992, p. 7).

- (b) les coûts supportés pour les travaux de réhabilitation;
 - (c) les coûts supportés pour les travaux réalisés en vue de protéger ou de restaurer la biodiversité;
 - (d) les coûts supportés pour les travaux visant à mettre en œuvre des solutions d'adaptation au changement climatique fondées sur la nature.
257. Toute dépense supportée pour l'assainissement ou la réhabilitation du site, la protection ou la restauration de la biodiversité, ou la mise en œuvre de solutions d'adaptation au changement climatique fondées sur la nature peuvent être considérées comme des coûts admissibles pour l'assainissement ou la réhabilitation de sites contaminés, ou pour la protection ou la restauration de la biodiversité.
258. L'aide peut couvrir 100 % des coûts admissibles, déduction faite de l'accroissement de la valeur du terrain. L'accroissement de la valeur du terrain résultant de l'assainissement ou de la réhabilitation doit être évalué par un expert qualifié indépendant.

4.7 Aides sous forme de réductions de taxes fiscales ou parafiscales

4.7.1 Aides sous forme de réductions de taxes environnementales et parafiscales

4.7.1.1 Justification de l'aide

259. Les taxes environnementales ou parafiscales ont pour finalité d'accroître les coûts des comportements préjudiciables à l'environnement, ce qui décourage de tels comportements et augmente le niveau de protection de l'environnement. Elles devraient, en principe, tenir compte des coûts globaux pour la société et, en conséquence, le montant de la taxe fiscale ou parafiscale acquittée par unité d'émission, de polluants ou de ressources consommées devrait être identique pour toutes les entreprises qui sont responsables du comportement préjudiciable pour l'environnement. S'il est vrai que les réductions de taxes environnementales ou parafiscales peuvent avoir des conséquences négatives sur cet objectif, une telle approche peut néanmoins se révéler nécessaire pour éviter que les bénéficiaires ne soient tellement désavantagés du point de vue de la concurrence qu'il serait tout simplement impossible d'introduire la taxe environnementale ou parafiscale.

4.7.1.2 Champ d'application et activité bénéficiant d'aides

260. L'octroi d'un traitement plus favorable à certaines entreprises peut faciliter le prélèvement de taxes environnementales ou parafiscales d'un niveau général plus élevé. En conséquence, des réductions de taxes ou de prélèvements environnementaux peuvent au moins indirectement contribuer à augmenter le niveau de protection de l'environnement. Il convient toutefois de ne pas nuire à l'objectif global de la taxe environnementale ou parafiscale, qui est de décourager les comportements préjudiciables à l'environnement.
261. La Commission estimera que les réductions de taxes ou de prélèvements ne compromettent pas l'objectif général poursuivi et contribuent au moins indirectement à

augmenter le niveau de protection de l'environnement dès lors qu'un État membre aura démontré que les deux conditions suivantes sont remplies:

- (a) les réductions ciblent bien les entreprises les plus touchées par une taxe plus élevée;
- (b) un taux de taxation, d'application générale, est plus élevé qu'il ne le serait en l'absence de la réduction.

262. À cette fin, la Commission évaluera les informations fournies par les États membres. Ces informations devraient préciser quels secteurs ou catégories de bénéficiaires sont concernés par les réductions et comporter une description de la situation des principaux bénéficiaires de chaque secteur en cause et une explication de la manière dont la fiscalité peut contribuer à la protection de l'environnement. Il y a lieu de décrire les secteurs admissibles aux réductions avec soin et de fournir une liste des plus grands bénéficiaires de chaque secteur (eu égard notamment au chiffre d'affaires, aux parts de marché et à l'importance de la base d'imposition).

4.7.1.3 Réduction au minimum des distorsions de la concurrence et des échanges

4.7.1.3.1 Nécessité

263. Les exigences énoncées au point **Error! Reference source not found.** s'appliquent en plus de celles énoncées à la section 3.2.1.1.
264. La Commission considérera que l'aide est nécessaire si les conditions cumulatives suivantes sont remplies:
- (a) le choix des bénéficiaires se fonde sur des critères objectifs et transparents et l'aide est octroyée en principe de la même manière pour tous les concurrents du même secteur s'ils se trouvent dans la même situation de fait;
 - (b) la taxe environnementale ou parafiscale sans réduction entraîne une augmentation significative des coûts de production, calculée en proportion de la valeur ajoutée brute pour chaque secteur ou catégorie de bénéficiaires individuels;
 - (c) l'augmentation significative des coûts de production ne pourrait pas être répercutée sur les clients sans provoquer d'importantes baisses des ventes.

4.7.1.3.2 Caractère approprié

265. Les exigences énoncées aux points **Error! Reference source not found.** et **Error! Reference source not found.** s'appliquent en plus de celles énoncées à la section 3.2.1.2.
266. La Commission autorisera ces régimes d'aides pour une période maximale de 10 ans, après quoi un État membre pourra notifier une nouvelle fois la mesure d'aide concernée s'il la juge à nouveau appropriée.

267. Les États membres peuvent octroyer l'aide sous la forme d'une réduction du taux de taxation ou de prélèvement, d'un montant fixe annuel de compensation (remboursement de la taxe ou du prélèvement) ou d'une combinaison des deux. La méthode fondée sur le remboursement de la taxe a pour avantage que les entreprises restent exposées au signal de prix donné par la taxe ou le prélèvement environnementaux. Lorsque cette méthode est utilisée, il convient de calculer le montant du remboursement de la taxe sur la base de données historiques, à savoir sur le niveau de production et la consommation ou la pollution observés pour l'entreprise au cours d'une année de base donnée.

4.7.1.3.3 Proportionnalité

268. La section 3.2.1.3 ne s'applique pas aux aides sous forme de réductions de taxes environnementales et parafiscales.
269. La Commission considérera que l'aide est proportionnée si au moins l'une des conditions suivantes est remplie:
- (a) les bénéficiaires de l'aide paient au moins 20 % de la taxe environnementale ou parafiscale nationale;
 - (b) la réduction de la taxe ou du prélèvement, qui ne doit pas dépasser 100 % de la taxe environnementale ou parafiscale nationale, est subordonnée à la conclusion d'accords entre l'État membre et les bénéficiaires ou associations de bénéficiaires, par lesquels ces bénéficiaires ou associations de bénéficiaires s'engagent à atteindre des objectifs en matière de protection de l'environnement qui produisent le même effet que si les bénéficiaires ou associations de bénéficiaires payaient au moins 20 % de la taxe ou du prélèvement nationaux. Ces accords ou engagements peuvent notamment porter sur une diminution de la consommation d'énergie, une réduction des émissions et autres polluants, ou toute autre action en faveur de l'environnement.
270. Ils doivent satisfaire aux conditions cumulatives suivantes:
- (a) le contenu des accords est négocié par l'État membre; il précise les objectifs chiffrés à atteindre et fixe un calendrier à cet effet;
 - (b) l'État membre assure un contrôle indépendant et régulier des engagements prévus par les accords;
 - (c) les accords sont réexaminés régulièrement à la lumière des progrès technologiques et autres développements et prévoient des sanctions effectives en cas de non-respect des engagements.

4.7.2 Aides à la protection de l'environnement sous forme de réductions de taxes fiscales ou parafiscales

4.7.2.1 Justification de l'aide

271. Les États membres peuvent envisager d'accroître le niveau de protection de l'environnement au moyen de réductions de taxes fiscales ou parafiscales. Lorsque ces réductions ont pour finalité d'inciter les bénéficiaires à entreprendre des projets ou des

activités entraînant une diminution de la pollution ou de la consommation de ressources, la Commission évaluera ces mesures au regard des exigences énoncées à la section 4.7.2.

4.7.2.2 Champ d'application et activités bénéficiant d'aides

272. La présente section porte sur les aides en faveur de projets et d'activités respectueux de l'environnement qui relèvent du champ d'application des sections 4.2 à 4.6 et sont octroyées sous la forme de réductions de taxes fiscales ou parafiscales.
273. Lorsque la réduction de la taxe ou du prélèvement poursuit principalement un objectif de décarbonation, la section 4.1, et non la section 4.7.2, s'applique.

4.7.2.3 Effet incitatif

274. Les conditions énoncées aux points **Error! Reference source not found.** et **Error! Reference source not found.** s'appliquent en plus des conditions fixées dans la section 3.1.2.
275. Pour chaque projet ou projet de référence admissible concernant une catégorie de bénéficiaires, l'État membre doit transmettre, à des fins d'appréciation par la Commission, une quantification telle que définie à la section 3.2.1.3 (point 50) ou des données équivalentes, comparant la rentabilité du projet ou de l'activité de référence avec et sans réduction de taxe fiscale ou parafiscale, et démontrant que la réduction incite à la réalisation du projet ou de l'activité respectueux de l'environnement.
276. Une aide à des projets ayant commencé avant l'introduction de la demande d'aide est considérée comme ayant un effet incitatif si les conditions cumulatives suivantes sont remplies:
- (a) la mesure instaure un droit à des aides selon des critères objectifs et non discriminatoires et sans autre exercice d'un pouvoir discrétionnaire de la part de l'État membre;
 - (b) la mesure a été adoptée et est entrée en vigueur avant le début des travaux liés au projet ou à l'activité bénéficiant de l'aide, excepté dans le cas d'une version ultérieure d'un régime fiscal, lorsque l'activité a déjà bénéficié du précédent régime sous forme d'avantage fiscal ou parafiscal.

4.7.2.4 Proportionnalité

277. La section 3.2.1.3 ne s'applique pas aux aides à la protection de l'environnement sous forme de réductions de taxes fiscales ou parafiscales.
278. L'aide ne peut pas dépasser le taux ou le montant normal de la taxe fiscale ou parafiscale qui serait autrement applicable.
279. Lorsque la réduction de taxe fiscale ou parafiscale est liée à des coûts d'investissement, l'aide sera considérée comme proportionnée pour autant qu'elle ne dépasse pas les intensités d'aide et les montants d'aide maximaux prévus aux sections 4.2 à 4.6.

Lorsque lesdites sections exigent une procédure de mise en concurrence, cette exigence ne s'applique pas aux réductions de taxe fiscale ou parafiscale.

280. Lorsque la réduction de taxe fiscale ou parafiscale a pour effet de réduire des coûts d'exploitation récurrents, le montant d'aide ne peut pas dépasser la différence entre les coûts d'exploitation de la solution respectueuse de l'environnement et ceux du scénario contrefactuel moins respectueux de l'environnement. Il faut également tenir compte des économies de coûts ou des revenus supplémentaires qui pourraient résulter de l'activité plus respectueuse de l'environnement. En l'absence d'activité ou d'investissement contrefactuels, l'aide ne peut pas dépasser la différence entre les coûts d'exploitation et les recettes, compte tenu d'un bénéfice raisonnable sur la période concernée, et l'État membre doit mettre en place un mécanisme de récupération afin de garantir la récupération des indus.

4.7.2.5 Prévention des effets négatifs non désirés sur la concurrence et les échanges

281. Les conditions énoncées aux points **Error! Reference source not found.** à **Error! Reference source not found.** s'appliquent en plus des conditions fixées dans la section 3.2.2.
282. Les aides d'État doivent, en principe, être accordées de la même manière à toutes les entreprises admissibles actives dans le même secteur d'activité économique se trouvant dans une situation de fait identique ou similaire au regard des buts et objectifs de la mesure d'aide.
283. Dans le cas où la réduction de taxe fiscale ou parafiscale concerne des projets relevant du champ d'application de la section 4.3.1, les points 161 à 166 s'appliquent; si elle concerne des projets relevant du champ d'application de la section 4.3.2, les points 184 à 189 s'appliquent.

4.8 Aide à la sécurité de l'approvisionnement en électricité

4.8.1 Justification de l'aide

284. Du fait de défaillances du marché et de la réglementation, les signaux de prix pourraient ne pas fournir des incitations efficaces à l'investissement et entraîner, par exemple, une combinaison, une capacité, une flexibilité ou une localisation inadéquate des ressources électriques. De plus, la transformation considérable que connaît le secteur de l'électricité en raison des évolutions technologiques et des enjeux climatiques pose de nouveaux défis lorsqu'il s'agit de garantir la sécurité de l'approvisionnement en électricité. Si l'intégration croissante du marché de l'électricité doit normalement permettre des échanges d'énergie électrique dans toute l'UE, atténuant ainsi les problèmes nationaux en matière de sécurité de l'approvisionnement, il pourrait arriver, dans certaines situations, même en cas de couplage des marchés, que la sécurité de l'approvisionnement ne soit pas garantie en permanence dans certains États membres ou certaines régions. En conséquence, les États membres pourraient envisager d'introduire des mesures visant à garantir certains niveaux de sécurité de l'approvisionnement en électricité.

4.8.2 *Champ d'application et activités bénéficiant d'aides*

285. La présente section porte sur les règles de compatibilité concernant les mesures d'aides visant à renforcer la sécurité de l'approvisionnement en électricité. Cela inclut les mécanismes de capacité et les régimes d'interruptibilité destinés à remédier aux problèmes à court terme en matière de sécurité de l'approvisionnement qui résultent du fait que des défaillances du marché empêchent la réalisation d'investissements suffisants dans les capacités de production ou de stockage de l'électricité ou dans la participation active de la demande en électricité, ainsi que dans les réserves de réseau visant à remédier à l'insuffisance des réseaux de transmission et de distribution d'électricité.
286. De telles mesures peuvent également être conçues pour appuyer la réalisation d'objectifs de protection de l'environnement, en excluant par exemple les capacités de production plus polluantes ou en accordant, dans le cadre du processus de sélection, un avantage aux capacités de production plus bénéfiques pour l'environnement.

4.8.3 *L'aide doit faciliter le développement d'une activité économique*

4.8.3.1 Faciliter le développement de certaines activités économiques

287. Dans le cadre de leur notification, les États membres devraient recenser les activités économiques qui seront développées grâce à l'aide. Les aides à l'amélioration de la sécurité de l'approvisionnement en électricité facilitent directement le développement d'activités économiques liées à la production et au stockage de l'électricité et à la participation active de la demande en électricité, y compris les nouveaux investissements, ainsi que la modernisation et l'entretien efficaces des infrastructures existantes. Elles peuvent également soutenir indirectement un large éventail d'activités économiques tributaires de l'électricité en tant que moyen de production, y compris l'électrification du chauffage et des transports.

4.8.3.2 Effet incitatif

288. Par dérogation aux points 25, 26 et 27, en raison du caractère général des défaillances du marché susceptibles de nécessiter des mesures d'incitation à l'amélioration de la sécurité de l'approvisionnement en électricité, les États membres peuvent s'appuyer sur les éléments de preuve présentés au titre de la section 4.8.4.1 pour démontrer l'effet incitatif de la mesure proposée de manière globale. L'évaluation nécessaire pour démontrer, analyser et quantifier la nécessité d'une mesure en matière de sécurité de l'approvisionnement permet de comparer la situation de la sécurité de l'approvisionnement à la situation contrefactuelle en l'absence de la mesure.
289. Les règles concernant l'effet incitatif prévues aux points 28, 29, 30 et 31 s'appliquent.

4.8.4 *Réduction au minimum des distorsions de la concurrence et des échanges*

4.8.4.1 Nécessité

290. La section 3.2.1.1 ne s'applique pas aux mesures en faveur de la sécurité de l'approvisionnement en électricité.

291. La nature et les causes du problème de la sécurité de l’approvisionnement en électricité, et, partant, la nécessité d’une intervention de l’État pour garantir cette sécurité doivent être analysées et quantifiées comme il se doit, en indiquant notamment quand et où le problème devrait se poser, sur la base de la norme de fiabilité au sens de l’article 25 du règlement (UE) 2019/943. L’unité de mesure de la quantification et sa méthode de calcul devraient être fournies en tenant compte des éventuelles exigences pertinentes de la législation sectorielle.
292. Le cas échéant, la constatation d’un problème concernant la sécurité de l’approvisionnement en électricité devrait être conforme à la dernière analyse réalisée par le REGRT pour l’électricité conformément à la législation sur le marché intérieur de l’énergie, à savoir:
- (a) pour les mesures ciblant l’adéquation des ressources, les évaluations de l’adéquation des ressources à l’échelle européenne visées à l’article 23 du règlement (UE) 2019/943;
 - (b) pour les mesures ciblant la congestion structurelle, les rapports relatifs aux congestions structurelles et à d’autres congestions physiques majeures au sein des zones de dépôt des offres et entre celles-ci au sens de l’article 14, paragraphe 2, du règlement (UE) 2019/943.
293. Les États membres peuvent également s’appuyer sur des évaluations de l’adéquation des ressources à l’échelle nationale afin de démontrer la nécessité de mesures en faveur de la sécurité de l’approvisionnement, dans la mesure autorisée par l’article 24 du règlement (UE) 2019/943.
294. Les mesures liées au risque de crises de l’électricité à court terme devraient être recensées dans le plan national de préparation aux risques visé à l’article 11 du règlement (UE) 2019/941¹⁰⁷.
295. Les États membres qui envisagent d’introduire plusieurs mesures ciblant la sécurité de l’approvisionnement en électricité doivent indiquer clairement comment ces mesures interagissent les unes avec les autres pour atteindre la norme de fiabilité (sans aller au-delà de celle-ci).
296. Il convient de déterminer la ou les défaillances du marché ou de la réglementation empêchant un niveau de sécurité suffisant pour ce qui est de l’approvisionnement en électricité (et de la protection de l’environnement, s’il y a lieu) en l’absence d’intervention.
297. Les mesures existantes qui ciblent déjà cette ou ces défaillances du marché doivent aussi être recensées.
298. Les États membres concernés doivent démontrer clairement les raisons pour lesquelles le marché n’est pas en mesure de garantir la sécurité de l’approvisionnement en

¹⁰⁷ Règlement (UE) 2019/941 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 sur la préparation aux risques dans le secteur de l’électricité et abrogeant la directive 2005/89/CE (JO L 158 du 14.6.2019, p. 1).

électricité en l'absence d'aides d'État, en tenant compte de l'évolution en cours et prévue du marché et des technologies.

299. Dans son appréciation, la Commission tiendra compte des éléments suivants qui doivent être fournis par l'État membre concerné:

- (a) appréciation de l'incidence de sources d'énergie irrégulières, y compris en provenance de systèmes voisins;
- (b) appréciation de l'incidence de la participation des acteurs de la demande, y compris une description des mesures destinées à encourager la gestion de la demande;
- (c) appréciation de l'existence réelle ou potentielle d'interconnexions et de grandes infrastructures de réseaux de transport, y compris une description des projets en cours et prévus;
- (d) appréciation de tout autre élément qui pourrait être à l'origine du problème de sécurité de l'approvisionnement en électricité ou l'aggraver, tel que le plafonnement des prix de gros ou d'autres défaillances de la réglementation ou du marché. Lorsque le règlement (UE) 2019/943 le prévoit, le plan de mise en œuvre visé à l'article 20, paragraphe 3, dudit règlement doit être soumis pour avis à la Commission avant que l'aide puisse être octroyée. Il sera tenu compte de ce plan et de cet avis aux fins de l'appréciation de la nécessité.

4.8.4.2 Caractère approprié

300. La section 3.2.1.2 ne s'applique pas aux mesures en faveur de la sécurité de l'approvisionnement en électricité.

301. Les États membres devraient avant tout envisager d'autres manières de parvenir à la sécurité de l'approvisionnement en électricité, en particulier une organisation du marché de l'électricité plus efficace qui permette d'atténuer les défaillances du marché compromettant cette sécurité. Ils pourraient par exemple améliorer le fonctionnement du règlement des déséquilibres sur le marché de l'électricité, assurer une meilleure intégration des sources d'énergie irrégulières, encourager et intégrer l'adaptation de la demande et le stockage, permettre des signaux de prix efficaces, lever les obstacles aux échanges transfrontières et améliorer les infrastructures, y compris l'interconnexion. L'octroi d'une aide pour des mesures en faveur de la sécurité de l'approvisionnement peut être jugé approprié lorsque, malgré des améliorations appropriées de l'organisation du marché et des investissements dans les actifs du réseau, qu'ils soient déjà mis en œuvre ou prévus, la sécurité d'approvisionnement reste préoccupante.

4.8.4.3 Admissibilité

302. La mesure d'aide devrait être ouverte à tous les bénéficiaires ou projets à même, sur le plan technique, de contribuer efficacement à la réalisation de l'objectif de sécurité de l'approvisionnement. Cela inclut la production, le stockage et l'adaptation de la demande, ainsi que le regroupement de petites unités de capacités de ce type en ensembles plus grands.

303. Les limitations concernant la participation aux mesures en faveur de la sécurité de l'approvisionnement, qui visent à garantir que ces mesures ne compromettent pas la protection de l'environnement, sont jugées appropriées (voir points 325 et 326).
304. Les États membres sont encouragés à introduire des critères ou des caractéristiques supplémentaires dans leurs mesures en faveur de la sécurité de l'approvisionnement afin d'encourager le recours à des technologies plus vertes (ou de limiter le recours à des technologies polluantes), nécessaires pour soutenir la réalisation des objectifs de l'Union en matière de protection de l'environnement. Ces critères ou caractéristiques supplémentaires doivent être objectifs, transparents et non discriminatoires par rapport à des objectifs de protection de l'environnement clairement définis et ne doivent pas conduire à une surcompensation en faveur des bénéficiaires.
305. Lorsque cela est techniquement faisable, les mesures en faveur de la sécurité de l'approvisionnement en électricité doivent être ouvertes à la participation transfrontalière directe des fournisseurs de capacité situés dans un autre État membre. Les États membres doivent veiller à ce que les capacités étrangères en mesure de garantir des performances techniques égales à celles des capacités nationales aient la possibilité de participer au même processus de mise en concurrence que les capacités nationales. Ils peuvent exiger que les capacités étrangères soient situées dans un État membre qui dispose d'un raccordement direct au réseau de l'État membre appliquant la mesure. Les règles pertinentes énoncées à l'article 26 du règlement (UE) 2019/943 doivent également être respectées.

4.8.4.4 Consultation publique

306. Avant la notification de l'aide, sauf dans des situations exceptionnelles dûment justifiées, les États membres doivent soumettre à une consultation publique les mesures devant être notifiées conformément à la présente section. L'obligation de consultation ne s'applique pas aux modifications apportées à des mesures déjà autorisées qui n'ont pas d'effet sur le champ d'application ou l'admissibilité de celles-ci, ni dans les cas visés au point 307. Afin de pouvoir déterminer si une mesure est justifiée, à la lumière des critères énoncés dans les présentes lignes directrices, la consultation publique devra:
- a) pour les mesures pour lesquelles on estime que l'aide moyenne devant être octroyée est supérieure ou égale à 100 000 000 EUR par an, durer au moins huit semaines et porter sur:
 - (i) l'admissibilité;
 - (ii) le recours envisagé à des procédures de mise en concurrence et leur portée prévue, ainsi que les éventuelles exceptions proposées;
 - (iii) les principaux paramètres de la procédure d'attribution des aides¹⁰⁸, notamment pour permettre l'exercice d'une concurrence entre les différents types de bénéficiaires¹⁰⁹;

¹⁰⁸ À titre d'exemple, le délai d'exécution entre la procédure de mise en concurrence et le délai de livraison, les règles relatives aux soumissions/offres et les règles en matière de fixation des prix.

- (iv) en l'absence de recours à une procédure de mise en concurrence, les hypothèses et les données sur lesquelles repose la quantification, utilisées pour démontrer le caractère proportionné de l'aide, y compris les coûts, les recettes, les hypothèses concernant l'aspect opérationnel et la durée de vie, ainsi que le CMPC; et
 - (v) lorsque de nouveaux investissements en faveur de la production d'énergie à partir de gaz naturel peuvent bénéficier d'un soutien, les garanties proposées pour assurer la cohérence avec les objectifs climatiques de l'Union;
 - b) pour les mesures pour lesquelles on estime que l'aide moyenne accordée est inférieure à 100 000 000 EUR par an, durer au moins quatre semaines et porter sur:
 - (i) l'admissibilité;
 - (ii) le recours envisagé à des procédures de mise en concurrence et leur portée prévue, ainsi que les éventuelles exceptions proposées; et
 - (iii) lorsque de nouveaux investissements dans la production d'énergie à partir de gaz naturel peuvent bénéficier d'un soutien, les garanties proposées pour assurer la cohérence avec les objectifs climatiques de l'Union.
307. Une consultation publique n'est pas requise pour les mesures visées au point 306 b) dès lors que des procédures de mise en concurrence sont mises en œuvre et que la mesure ne concerne pas des investissements en faveur de la production d'énergie à partir de combustibles fossiles.
308. Des questionnaires de consultation doivent être publiés sur un site web accessible au public. Les États membres doivent publier une réaction à cette consultation, qui synthétise et examine les réponses reçues. Ils doivent notamment expliquer comment les éventuelles incidences sur la concurrence sont réduites au minimum grâce au champ d'application/à l'admissibilité de la mesure envisagée. Ils doivent fournir un lien donnant accès à cette réaction dans le cadre de la notification des mesures d'aide au titre de la présente section.
309. Dans des cas exceptionnels et dûment justifiés, la Commission peut envisager d'autres modes de consultation, pour autant que les avis exprimés par les parties intéressées soient pris en compte lors de la (poursuite de la) mise en œuvre de l'aide. Il se peut alors que la consultation doive être combinée à des mesures correctives afin de réduire au minimum les effets de distorsion potentiels de la mesure.

¹⁰⁹ Par exemple, s'il existe des durées contractuelles, des méthodes de calcul du montant de la capacité/production admissible issue de diverses technologies et des modes de calcul ou de paiement des subventions différents.

4.8.4.5 Proportionnalité

310. Les règles énoncées aux points 311, 312, 313 et 314 s'appliquent en plus des règles énoncées aux points 48, 49 et 50.
311. Le délai d'exécution entre l'octroi de l'aide et la date à laquelle les projets doivent être fournis devrait permettre l'exercice d'une concurrence effective entre les différents projets admissibles.
312. Des exceptions à l'obligation d'allouer une aide et de fixer le niveau d'aide au moyen d'une procédure de mise en concurrence ne peuvent se justifier que lorsque des données probantes sont fournies, y compris toute donnée probante recueillie dans le cadre de la consultation publique, démontrant que la participation potentielle à une telle procédure sera probablement insuffisante pour garantir la concurrence.
313. En ce qui concerne les aides individuelles qui ne sont pas accordées au moyen d'une procédure de mise en concurrence, les États membres sont tenus de justifier les niveaux d'aide envisagés en s'appuyant sur des plans d'entreprise individuels pour le projet spécifique devant bénéficier d'une aide, en indiquant tous les éléments énumérés aux points 50 et 51.
314. Les États membres peuvent également recourir à des régimes concurrentiels de certificats ou d'obligation du fournisseur, pour autant que:
 - (a) la demande formulée dans le régime soit inférieure à l'offre potentielle; et que
 - (b) le prix de rachat/de pénalité qui s'applique à un consommateur/fournisseur n'ayant pas acheté le nombre de certificats requis (c'est-à-dire le prix équivalant au montant maximal qui peut être versé à titre d'aide) soit fixé sur la base du coût de l'énergie non distribuée.

4.8.5 *Prévention des effets négatifs non désirés sur la concurrence et les échanges et mise en balance*

315. La section 3.2.2 ne s'applique pas aux mesures en faveur de la sécurité de l'approvisionnement en électricité.
316. Les mesures en faveur de la sécurité de l'approvisionnement visent souvent à mettre en place des incitations efficaces en vue d'investissements globaux suffisants dans l'ensemble du système dans le but de parvenir à la norme de fiabilité ciblée. Elles ne sont, de ce fait, pas toujours liées à des investissements spécifiques définissables par chacun des bénéficiaires.
317. L'aide doit être conçue de façon à maintenir le fonctionnement efficient des marchés et à préserver des incitations à l'exploitation et des signaux de prix efficients.
318. Les incitations ne doivent pas porter sur une production d'énergie qui viendrait se substituer à des formes d'énergie moins polluantes.
319. Les exigences énoncées aux points 317 et 318 seront généralement satisfaites dès lors qu'une mesure porte sur la capacité (EUR/MW) plutôt que sur la production

d'électricité (EUR/MWh). En cas de paiement par MWh, il y a lieu de veiller en outre à ce que les effets négatifs sur le marché soient évités et à ce que des sources de production moins polluantes ne soient pas remplacées.

320. Les mesures en faveur de la sécurité de l'approvisionnement doivent respecter tous les principes de conception pertinents prévus par l'article 22 du règlement (UE) 2019/943¹¹⁰.
321. En ce qui concerne les réserves stratégiques et les autres mesures éventuelles prévoyant le maintien de la capacité en dehors du marché, les exigences cumulatives supplémentaires suivantes s'appliquent de façon à garantir l'absence de distorsions dans la formation du prix du marché:
- (a) les ressources de la mesure ne sont appelées que si les gestionnaires de réseau de transport sont susceptibles d'épuiser leurs ressources d'équilibrage afin d'instaurer un équilibre entre l'offre et la demande¹¹¹;
 - (b) pendant les périodes de règlement des déséquilibres, lorsque les ressources de la mesure sont appelées, les déséquilibres sur le marché sont réglés au moins à la valeur de l'énergie non distribuée¹¹² ou à une valeur supérieure à la limite technique de prix infrajournalier¹¹³, le montant le plus élevé étant retenu;
 - (c) le rendement de la mesure après l'appel est attribué aux responsables d'équilibre au moyen du mécanisme de règlement des déséquilibres;
 - (d) les ressources de la mesure sont maintenues en dehors des marchés de l'énergie au moins pendant la durée du contrat.
322. En ce qui concerne les mécanismes de capacité, les États membres doivent garantir que les obligations de capacité sont transférables entre les fournisseurs de capacité admissibles.
323. Il convient que les mesures en faveur de la sécurité de l'approvisionnement en électricité:
- (a) ne créent pas de distorsions inutiles du marché et ne limitent pas les échanges entre zones;
 - (b) ne réduisent pas les incitations à investir dans les capacités d'interconnexion (entraînant par exemple une réduction des recettes tirées de la congestion pour les interconnexions existantes ou nouvelles);

¹¹⁰ Pour les mesures figurant dans le plan de préparation aux risques visé dans le règlement (UE) 2019/941, voir également l'article 16, paragraphe 1, dudit règlement.

¹¹¹ Cette exigence est sans préjudice de l'activation des ressources préalables à un véritable appel afin de respecter les contraintes d'accélération et de décélération et les besoins d'exploitation des ressources. La production de la réserve stratégique lors de l'activation ne doit pas être attribué à des groupes d'équilibrage par l'intermédiaire de marchés de gros et ne doit pas modifier leurs déséquilibres.

¹¹² Déterminée conformément à l'article 11 du règlement (UE) 2019/943.

¹¹³ Visée à l'article 10, paragraphe 1, du règlement (UE) 2019/943.

- (c) ne compromettent pas le couplage des marchés, notamment des marchés intrajournaliers et d'équilibrage;
 - (d) ne nuisent pas aux décisions d'investissement en matière de capacité antérieures aux mesures d'aide.
324. Afin de ne pas entraver les incitations à une participation active de la demande et de ne pas exacerber les défaillances du marché qui conduisent à la nécessité de prendre des mesures en faveur de la sécurité de l'approvisionnement, et pour garantir une intervention en faveur de la sécurité de l'approvisionnement aussi limitée que possible, les coûts d'une mesure en faveur de la sécurité de l'approvisionnement devraient être supportés par les opérateurs du marché qui contribuent à rendre la mesure nécessaire. À cet effet, les coûts d'une mesure en faveur de la sécurité de l'approvisionnement peuvent, par exemple, être imputés aux consommateurs d'électricité en périodes de pic de consommation.
325. La Commission considère que certaines mesures d'aide ont une incidence négative sur la concurrence et les échanges qui est peu susceptible d'être compensée. En particulier, certaines mesures d'aide peuvent aggraver les défaillances du marché, faisant apparaître des inefficiences au détriment du bien-être des consommateurs et de la société. Par exemple, les mesures (y compris les réserves de capacité et les régimes d'interruptibilité) qui ne respectent pas le seuil d'émissions applicable aux mécanismes de capacité prévus à l'article 22 du règlement (UE) 2019/943 et qui sont susceptibles d'encourager de nouveaux investissements dans la production d'énergie à partir des combustibles fossiles les plus polluants, tels que le charbon, le diesel, le lignite, le pétrole, la tourbe et le schiste bitumineux, accroissent les externalités environnementales négatives sur le marché.
326. Les mesures encourageant la réalisation de nouveaux investissements dans la production d'énergie à partir de gaz naturel peuvent contribuer à la sécurité de l'approvisionnement en électricité, mais, à plus long terme, comparées à d'autres investissements dans des technologies non polluantes, elles peuvent aggraver les externalités environnementales négatives. Afin de permettre à la Commission de vérifier que les effets négatifs de ces mesures peuvent être compensés par les effets positifs lors de l'application du critère de mise en balance, il convient que les États membres précisent comment ils s'assureront que ces investissements contribuent à la réalisation de l'objectif climatique de l'UE à l'horizon 2030 et à l'objectif de neutralité climatique d'ici à 2050. Ils devraient notamment expliquer comment un verrouillage de cette production d'électricité à partir du gaz sera évité, par exemple au moyen d'engagements contraignants du bénéficiaire concernant la mise à exécution de technologies de décarbonation telles que les CSC/CUC ou le remplacement du gaz naturel par du gaz renouvelable ou à faible teneur en carbone, ou concernant la fermeture de l'installation selon un calendrier compatible avec les objectifs climatiques de l'Union.
327. En ce qui concerne les mesures individuelles ou les régimes d'aides qui ne profitent qu'à un nombre particulièrement limité de bénéficiaires ou à un bénéficiaire historique, les États membres devraient, en outre, démontrer que la mesure d'aide proposée n'entraînera pas un accroissement du pouvoir de marché.

4.9 Aides en faveur des infrastructures énergétiques

4.9.1 Justification de l'aide

328. Afin d'atteindre les objectifs climatiques de l'Union, il sera nécessaire de procéder à des investissements considérables ainsi qu'à la mise à niveau d'infrastructures énergétiques. Des infrastructures énergétiques modernes sont essentielles en vue de parvenir à un marché de l'énergie intégré qui respecte les objectifs climatiques tout en assurant la sécurité énergétique au sein de l'Union. Des infrastructures énergétiques appropriées sont indispensables pour un marché de l'énergie performant. L'amélioration des infrastructures énergétiques accroît la stabilité du système, l'adéquation des ressources, l'intégration des différentes sources d'énergie et l'approvisionnement énergétique dans les réseaux sous-développés.
329. Lorsque les opérateurs du marché ne sont pas en mesure de fournir les infrastructures nécessaires, l'aide de l'État peut se révéler nécessaire pour surmonter les défaillances du marché et faire en sorte de satisfaire les besoins considérables de l'Union en infrastructures. Une défaillance du marché qui survient dans le domaine des infrastructures énergétiques est liée à des problèmes de coordination. Les intérêts divergents des investisseurs, les incertitudes qui entourent l'issue de la collaboration et les effets de réseau peuvent empêcher le développement d'un projet ou sa conception effective. Parallèlement, les infrastructures énergétiques peuvent produire des effets externes positifs importants, étant donné que les coûts et les bénéfices qu'elles génèrent peuvent se répartir de façon asymétrique entre les différents opérateurs du marché et États membres concernés. La Commission considère par conséquent que les aides en faveur des infrastructures énergétiques peuvent s'avérer bénéfiques pour le marché intérieur en contribuant à remédier à ces défaillances du marché. Tel est le cas, en particulier, pour les projets d'infrastructure ayant une incidence transfrontière, tels que les projets d'intérêt commun au sens de l'article 4 du règlement (UE) n° 347/2013.

4.9.2 Champ d'application

330. La présente section s'applique aux aides à la construction ou à la mise à niveau d'infrastructures énergétiques, telles que définies à la section 2.4, point 18 (35). À moins que le projet soit exclu du contrôle des aides d'État (voir le point 331 ci-dessous), la Commission procédera à son appréciation selon les modalités exposées ici.
331. Les investissements dans des infrastructures énergétiques réalisés dans le cadre d'un monopole légal ne sont pas soumis aux règles en matière d'aides d'État. Dans le secteur de l'énergie, cela vaut tout particulièrement pour les États membres dans lesquels la construction et l'exploitation de certaines infrastructures sont exclusivement réservées légalement au GRT ou au GRD.
332. La Commission estime qu'un monopole légal ne générant pas de distorsions de concurrence existe dès lors que les conditions cumulatives suivantes sont remplies:
- (a) la construction et l'exploitation des infrastructures sont soumises à un monopole légal établi conformément au droit de l'Union; tel est le cas lorsque le GRT/GRD

est légalement l'unique entité habilitée à réaliser un certain type d'investissement et qu'aucune autre entité ne peut exploiter un autre réseau¹¹⁴;

- (b) le monopole légal exclut la concurrence non seulement sur, mais aussi pour, le marché, en ce qu'il exclut toute concurrence éventuelle devant permettre à celui qui l'exerce de devenir l'opérateur exclusif de l'infrastructure en question;
 - (c) le service n'est pas en concurrence avec d'autres services;
 - (d) si l'opérateur de l'infrastructure énergétique exerce des activités sur un autre marché (géographique ou de produits) ouvert à la concurrence, un subventionnement croisé est exclu; il convient à cet effet qu'une comptabilité séparée soit mise en place, que les coûts et les revenus soient répartis de manière appropriée et que les fonds publics octroyés pour les services soumis au monopole légal ne puissent bénéficier à d'autres activités. En ce qui concerne les infrastructures d'électricité et de gaz, cette exigence sera selon toute vraisemblance respectée, l'article 31 tant de la directive 2009/72/CE du Parlement européen et du Conseil que de la directive 2009/73/CE du Parlement européen et du Conseil exigeant que les entités verticalement intégrées tiennent des comptes séparés pour chacune de leurs activités.
333. De la même manière, la Commission estime que des investissements ne mobilisent aucune aide d'État dès lors que l'infrastructure énergétique est exploitée dans le cadre d'un «monopole naturel», qui est réputé exister lorsque les conditions cumulatives suivantes sont réunies:
- (a) l'infrastructure n'est pas confrontée à une concurrence directe, ce qui est le cas lorsqu'elle ne peut être reproduite économiquement et que, dès lors, aucun opérateur autre que le GRT/GRD n'est concerné;
 - (b) les autres moyens de financement des infrastructures de réseaux, en plus du financement des réseaux, sont, dans le secteur et l'État membre en question, insignifiants;
 - (c) l'infrastructure n'est pas conçue de façon à favoriser de manière sélective une entreprise ou un secteur en particulier, mais procure des avantages à la société dans son ensemble, ce qui est habituellement le cas des infrastructures d'électricité et de gaz.
334. Les États membres sont également tenus de veiller à ce que les fonds octroyés en vue de la construction des infrastructures de réseaux énergétiques ne puissent être utilisés pour subventionner de manière croisée ou indirecte d'autres activités économiques, et

¹¹⁴ Un monopole légal existe lorsqu'un service donné est réservé par des mesures législatives ou réglementaires à un prestataire exclusif dans des limites géographiques bien définies (au sein d'un État membre également) et qu'il est clairement interdit à tout autre opérateur de fournir ce service (même pour satisfaire une éventuelle demande résiduelle émanant de certains groupes de consommateurs). Cependant, le seul fait que la prestation d'un service public soit confiée à une entreprise spécifique ne signifie pas que cette entreprise jouit d'un monopole légal.

notamment l'exploitation des infrastructures. Pour les infrastructures d'électricité et de gaz, voir le point 332 (d).

4.9.3 Réduction au minimum des distorsions de la concurrence et des échanges

4.9.3.1 Nécessité et caractère approprié

335. Les sections 3.2.1.1 et 3.2.1.2 ne s'appliquent pas aux aides en faveur d'infrastructures énergétiques.
336. Les infrastructures énergétiques sont généralement financées par les tarifs appliqués aux utilisateurs. Pour de nombreuses catégories d'infrastructures, ces tarifs sont soumis à réglementation afin de garantir le niveau d'investissement nécessaire tout en protégeant les droits des utilisateurs.
337. L'octroi d'une aide d'État est l'une des manières de surmonter des défaillances du marché auxquelles il ne peut être remédié par l'imposition de tarifs obligatoires pour les utilisateurs. En conséquence, les principes suivants s'appliquent lorsqu'il s'agit de démontrer la nécessité d'une aide d'État:
- (a) la Commission considère que, pour les projets d'intérêt commun au sens de l'article 4 du règlement (CE) n° 347/2013, qui sont pleinement soumis à la législation relative au marché intérieur de l'énergie, les défaillances du marché que sont les problèmes de coordination sont telles que le financement au moyen des tarifs peut ne pas suffire et que des aides d'État peuvent être octroyées;
 - (b) pour les projets d'intérêt commun qui sont partiellement ou intégralement exemptés des dispositions de la législation relative au marché intérieur de l'énergie et pour les autres catégories d'infrastructures, la Commission appréciera au cas par cas la nécessité d'une aide d'État. Dans son appréciation, la Commission examinera les éléments suivants: i) dans quelle mesure une défaillance du marché conduit à une fourniture non optimale des infrastructures nécessaires; ii) dans quelle mesure l'infrastructure est ouverte à des tiers et soumise à des règles en matière de tarification; et iii) dans quelle mesure le projet contribue à la sécurité de l'approvisionnement énergétique dans l'Union.

4.9.3.2 Proportionnalité de l'aide

338. La proportionnalité sera appréciée à la lumière du principe du déficit de financement tel qu'énoncé aux points 47, 50 et 51. En ce qui concerne les aides aux infrastructures, comme expliqué au point 51, le scénario contrefactuel est présumé consister en une situation dans laquelle le projet ne serait pas réalisé. L'introduction de mécanismes de récupération est nécessaire lorsqu'il existe un risque important de bénéfices exceptionnels, par exemple lorsque l'aide est proche du montant maximum autorisé, tout en maintenant les incitations des bénéficiaires à réduire leurs coûts au minimum et à développer leurs activités au fil du temps de manière plus efficiente.

4.9.4 *Prévention des effets négatifs non désirés sur la concurrence et les échanges et mise en balance*

339. La section 3.2.2 ne s'applique pas aux infrastructures énergétiques. Pour analyser l'incidence des aides d'État en faveur des infrastructures énergétiques sur la concurrence, la Commission procédera comme suit:

- (a) Compte tenu des obligations existantes découlant de la législation relative au marché intérieur de l'énergie, dont l'objectif est de renforcer la concurrence, la Commission considérera généralement que des aides aux infrastructures énergétiques pleinement soumises à la réglementation relative au marché intérieur n'ont pas d'effets de distorsion injustifiés.
- (b) Dans le cas des projets d'infrastructures partiellement ou intégralement exemptés des dispositions de la législation relative au marché intérieur de l'énergie, la Commission appréciera au cas par cas les distorsions potentielles de la concurrence en tenant compte, en particulier, du degré d'accès de tiers aux infrastructures bénéficiant d'une aide, de l'accès à des infrastructures de rechange, de l'éviction de l'investissement privé et de la position concurrentielle du ou des bénéficiaires. Dans le cas des infrastructures intégralement exemptées des dispositions de la législation relative au marché intérieur de l'énergie, les effets de distorsion négatifs sur la concurrence sont considérés comme particulièrement graves.
- (c) Outre l'approche exposée ci-dessus, la Commission considère que, pour ce qui est des investissements dans les infrastructures de gaz naturel, les effets positifs sur la concurrence l'emportent clairement sur les effets négatifs lorsque les infrastructures peuvent être utilisées pour l'hydrogène et les gaz d'origine renouvelable ou les carburants d'origine non biologique. Si tel n'est pas le cas, afin de compenser les effets négatifs sur la concurrence, l'État membre concerné doit démontrer: i) pourquoi il n'est pas possible de concevoir le projet de telle façon qu'il puisse être utilisé pour l'hydrogène et les gaz d'origine renouvelable ou les carburants d'origine non biologique; ii) pourquoi le projet ne crée pas d'effet de verrouillage pour l'utilisation du gaz naturel; et iii) comment l'investissement contribue à la réalisation de l'objectif de l'Union en matière de climat à l'horizon 2030 et de l'objectif de neutralité climatique à l'horizon 2050.

4.10 Aides en faveur des réseaux de chaleur et de froid

4.10.1 *Justification de l'aide*

340. La construction ou la mise à niveau de réseaux de chaleur et de froid peuvent contribuer de façon positive à la protection de l'environnement en améliorant l'efficacité énergétique et la durabilité du réseau bénéficiant d'une aide. Toutefois, les effets externes sur l'environnement liés au fonctionnement de ces réseaux peuvent entraîner un sous-investissement inefficace en ce qui concerne une telle construction ou mise à niveau. Les aides d'État peuvent permettre de remédier à cette défaillance du marché en conduisant à des investissements efficaces supplémentaires.

4.10.2 *Portée et activité bénéficiant d'une aide*

341. La présente section s'applique aux aides à la construction ou à la mise à niveau de réseaux de chaleur et de froid efficaces. Les investissements bénéficiant d'une aide peuvent concerner des installations de production et de stockage de chaleur ou de froid et/ou le réseau de distribution.
342. De telles mesures d'aide couvrent généralement la construction ou la mise à niveau d'une installation de production en vue de l'utilisation d'énergies renouvelables, de l'utilisation de la chaleur résiduelle ou de la cogénération à haut rendement, y compris les solutions de stockage de la chaleur, ou la mise à niveau du réseau de distribution afin de réduire les pertes et d'accroître l'efficacité, notamment grâce à des solutions numériques et intelligentes.
343. Lorsqu'un État membre investit dans la mise à niveau d'un réseau de chaleur et de froid sans satisfaire à la norme de rendement énergétique, il doit s'engager à entreprendre des travaux en vue d'atteindre cette norme dans les trois ans suivant la réalisation des travaux de mise à niveau.

4.10.3 *Nécessité et caractère approprié*

344. Les sections 3.2.1.1. et 3.2.1.2. ne s'appliquent pas aux aides aux réseaux de chaleur et de froid. La Commission considère que les aides d'État peuvent contribuer à remédier aux défaillances du marché en encourageant la réalisation des investissements nécessaires en vue de la création de réseaux de chaleur et de froid efficaces. En outre, les aides d'État en faveur de réseaux de chaleur et de froid efficaces utilisant les déchets, y compris la chaleur résiduelle, comme combustible d'alimentation peuvent contribuer positivement à la protection de l'environnement, à condition de ne pas contourner le principe de hiérarchie des déchets¹¹⁵.

4.10.4 *Proportionnalité de la mesure d'aide*

345. La proportionnalité sera appréciée à la lumière du principe du déficit de financement tel qu'il est exposé aux points 47, 50 et 51.
346. En ce qui concerne la construction et la mise à niveau de réseaux de distribution, comme expliqué au point 51, le scénario contrefactuel consisterait en une situation dans laquelle le projet ne serait pas réalisé.

4.10.5 *Prévention des effets négatifs non désirés sur la concurrence et les échanges, et mise en balance*

347. La section 3.2.2. ne s'applique pas aux aides aux réseaux de chaleur et de froid. La Commission considère que la construction ou la mise à niveau de réseaux de chaleur et de froid efficaces s'appuyant sur les combustibles fossiles les plus polluants tels que le

¹¹⁵ Par hiérarchie des déchets, on entend a) la prévention, b) la préparation en vue du réemploi, c) le recyclage, d) une autre valorisation, notamment la valorisation énergétique, et e) l'élimination. Voir l'article 4, point 1, de la directive 2008/98/CE.

charbon, le lignite, le pétrole et le diesel ont des conséquences négatives sur la concurrence et les échanges qui ne sont pas susceptibles d'être compensés, à moins que les conditions cumulatives suivantes soient remplies:

- (a) les aides concernent uniquement la mise à niveau du réseau de distribution;
- (b) le réseau de distribution est adapté au transport de chaleur ou de froid produits au moyen de sources d'énergie renouvelable ou va être adapté à cet effet;
- (c) l'investissement ne débouche pas sur une production accrue d'énergie à partir des combustibles fossiles les plus polluants (par exemple, du fait du raccordement de consommateurs supplémentaires);
- (d) il existe un calendrier clair prévoyant des engagements fermes en ce qui concerne l'abandon progressif des combustibles les plus polluants, compatible avec l'objectif de l'Union en matière de climat à l'horizon 2030 et l'objectif de neutralité climatique à l'horizon 2050.

348. En ce qui concerne la construction ou la mise à niveau d'installations de production de chauffage urbain, les mesures encourageant la réalisation de nouveaux investissements énergétiques fondés sur le gaz naturel peuvent permettre de réduire les émissions de gaz à effet de serre à court terme, mais, comparés à d'autres investissements, ils aggravent les effets externes négatifs sur l'environnement à plus long terme. Pour que ces investissements dans le gaz naturel puissent être considérés comme ayant des effets positifs sur l'environnement, les États membres doivent expliquer comment ils veilleront à ce que de tels investissements contribuent à la réalisation de l'objectif de l'Union en matière de climat à l'horizon 2030 et de l'objectif de neutralité climatique à l'horizon 2050, et en particulier comment un verrouillage de la production d'énergie à partir du gaz ou d'installations de production d'énergie à partir du gaz sera évité, par exemple au moyen d'engagements contraignants pris par le bénéficiaire concernant l'utilisation de technologies CSC/CUC ou le remplacement du gaz naturel par du gaz renouvelable ou à faible teneur en carbone, ou concernant la fermeture de l'installation selon un calendrier cohérent avec les objectifs climatiques de l'Union.

349. Pour analyser l'incidence d'une aide d'État en faveur de réseaux de chaleur et de froid sur la concurrence et la mettre en balance avec l'activité économique bénéficiant de l'aide, la Commission procédera à une appréciation au cas par cas, en comparant les avantages du projet en termes d'efficacité énergétique et de durabilité et ses effets négatifs sur la concurrence, et notamment l'incidence négative possible sur d'autres technologies ou fournisseurs de services et de réseaux de chaleur et de froid.

4.11 Aides sous la forme de réductions des taxes sur l'électricité accordées aux gros consommateurs d'énergie

4.11.1 Justification de l'aide

350. La transformation de l'économie de l'Union conformément à la communication sur le pacte vert est partiellement financée par des taxes sur la consommation d'électricité. La mise en œuvre du pacte vert pour l'Europe exige que les États membres mettent en place d'ambitieuses politiques de décarbonation afin de réduire considérablement les

émissions de gaz à effet de serre de l'Union d'ici à 2030 et de parvenir à la neutralité climatique d'ici à 2050. Dans ce contexte, il est probable que les États membres continueront de financer ces politiques au moyen de taxes et il est donc possible que ces taxes augmentent.

351. Pour certains secteurs économiques qui sont particulièrement exposés aux échanges internationaux et qui dépendent fortement de l'électricité pour leur création de valeur, l'obligation d'acquitter le montant total de ces taxes peut représenter une charge additionnelle considérable, qui peut accroître le risque que des activités de ces secteurs soient délocalisées en dehors de l'Union européenne, vers des sites où les disciplines environnementales sont absentes ou moins ambitieuses. Par ailleurs, ces taxes ont pour effet d'augmenter le coût de l'électricité par rapport au coût des émissions directes et peuvent donc décourager l'électrification des procédés de production, qui est cruciale pour la réussite de la décarbonation de l'économie de l'Union. Pour atténuer ces risques, les États membres peuvent accorder des réductions de taxes aux entreprises qui exercent leur activité dans les secteurs économiques concernés.
352. La présente section énonce les critères que la Commission appliquera pour apprécier le développement d'une activité économique, l'effet incitatif, la nécessité, le caractère approprié, la proportionnalité et les effets sur la concurrence des réductions des taxes sur l'électricité accordées à certains gros consommateurs d'énergie. Les critères de compatibilité énoncés au chapitre 3 ne s'appliquent qu'aux critères pour lesquels il n'existe pas de règles spécifiques dans la présente section.
353. La Commission a utilisé des mesures appropriées pour recenser les secteurs particulièrement exposés aux risques mentionnés au point 351 et a introduit des exigences de proportionnalité en tenant compte du fait que, si les réductions appliquées aux taxes sont trop élevées ou sont accordées à un trop grand nombre de consommateurs d'électricité, le financement global du soutien en faveur de l'énergie produite à partir de sources renouvelables pourrait se trouver menacé et les distorsions de la concurrence et des échanges pourraient être particulièrement importantes.

4.11.2 *Champ d'application: taxes pouvant faire l'objet de réductions*

354. Au titre de la présente section, les États membres peuvent accorder des réductions sur les taxes appliquées à la consommation d'électricité qui financent un objectif de politique énergétique. Sont concernées entre autres les taxes finançant le soutien aux sources renouvelables ou à la production combinée de chaleur et d'électricité et les taxes finançant les tarifs sociaux ou les prix de l'énergie dans des régions isolées. La présente section ne couvre pas les taxes qui tiennent compte d'une partie du coût de la fourniture d'électricité aux bénéficiaires concernés. À titre d'exemple, les exonérations de redevances d'accès au réseau ou de charges finançant des mécanismes de capacité ne sont pas couvertes par la présente section. Les taxes sur la consommation d'autres formes d'énergie, en particulier le gaz naturel, ne sont pas non plus couvertes par la présente section.
355. L'effet des taxes sur lesquelles des réductions peuvent être accordées sur le risque de délocalisation en dehors de l'Union dépend de l'incidence financière combinée de toutes les taxes concernées et de toutes les réductions sur celles-ci accordées aux bénéficiaires admissibles. Les États membres qui désirent introduire une mesure qui

doit être appréciée au titre de la présente section doivent donc inclure toutes ces réductions dans un régime unique et, dans le cadre de la notification, sont tenus d'informer la Commission de l'effet cumulé de l'ensemble des taxes admissibles et réductions proposées. Si un État membre décide, ultérieurement, d'introduire des réductions supplémentaires sur les taxes couvertes par la présente section, il devra notifier une modification du régime existant.

356. La Commission estime que les États membres peuvent accorder des réductions de taxes en vertu de la présente section uniquement lorsque le niveau cumulé global de ces taxes (avant toute réduction) s'élève à au moins [...] EUR/MWh.

4.11.3 Réduction au minimum des distorsions de la concurrence et des échanges

4.11.3.1 Admissibilité

357. Il convient de limiter les aides relevant de la présente section aux secteurs qui se trouvent dans une situation de désavantage concurrentiel important et qui sont exposés à un risque de délocalisation en dehors de l'Union en raison des taxes admissibles. Le risque de délocalisation dépend de l'électro-intensité du secteur en question et de son exposition aux échanges internationaux. En conséquence, une aide ne peut être octroyée à une entreprise que si celle-ci relève d'un secteur affichant une intensité des échanges d'au moins 20 % au niveau de l'Union et une électro-intensité d'au moins 10 % au niveau de l'Union. En outre, la Commission considère qu'un risque similaire existe dans les secteurs affichant une électro-intensité d'au moins 7 % et une intensité des échanges d'au moins 80 %. Les secteurs qui satisfont à ces critères d'admissibilité sont énumérés à l'annexe I.
358. Si un État membre souhaite apporter un soutien uniquement à un sous-groupe de bénéficiaires admissibles, ou accorder différents niveaux de réduction à différentes catégories de bénéficiaires admissibles, il est tenu d'apporter la preuve que cette décision repose sur des critères objectifs, non discriminatoires et transparents et que l'aide est octroyée, en principe, de la même manière à tous les concurrents du même secteur se trouvant dans une même situation de fait similaire.

4.11.3.2 Proportionnalité de la mesure d'aide

359. La Commission considérera que l'aide est proportionnée si les bénéficiaires acquittent au moins 25 % des coûts générés par les taxes sur l'électricité qu'un État membre inclut dans son régime.
360. Toutefois, une contribution propre s'élevant à 25 % des taxes sur l'électricité admissibles pourrait dépasser ce que des entreprises particulièrement exposées peuvent supporter. En conséquence, l'État membre peut, au lieu de cela, limiter les coûts supplémentaires résultant des taxes sur l'électricité à 1,5 % de la valeur ajoutée brute (VAB) de l'entreprise concernée.
361. Aux fins du point 360, on entend par VAB d'une entreprise la valeur ajoutée brute au coût des facteurs, qui correspond à la VAB aux prix du marché, diminuée des impôts indirects éventuels et augmentée des éventuelles subventions. La valeur ajoutée brute au coût des facteurs correspond au chiffre d'affaires, augmenté de la production

immobilisée et des autres produits d'exploitation, corrigé de la variation des stocks, diminué des acquisitions de biens et de services¹¹⁶ et des autres taxes sur les produits liées au chiffre d'affaires mais non déductibles ainsi que des droits et taxes liés à la production. La VAB au coût des facteurs peut aussi être obtenue en ajoutant à l'excédent brut d'exploitation les dépenses de personnel. La valeur ajoutée exclut les recettes et les dépenses portées dans les comptes de l'entreprise aux postes financiers ou exceptionnels. La valeur ajoutée au coût des facteurs est exprimée «brute» des corrections de valeur (par exemple au titre de la dépréciation)¹¹⁷.

362. Aux fins du point 361, on utilise la moyenne arithmétique des trois années les plus récentes pour lesquelles sont disponibles des données relatives à la VAB.

4.11.3.3 Forme de l'aide d'État

363. Les États membres peuvent octroyer les aides sous la forme d'une réduction des taxes, d'un montant de compensation annuel fixe (remboursement) ou d'une combinaison des deux¹¹⁸. Lorsque l'aide est octroyée sous la forme d'une réduction des taxes, un mécanisme de contrôle ex post doit être mis en place pour garantir que les éventuels trop-perçus au titre de l'aide seront remboursés avant le 1^{er} juillet de l'année suivante. Lorsque l'aide est octroyée sous la forme d'un remboursement, celui-ci doit être calculé sur la base des niveaux de consommation d'électricité et, le cas échéant, de la valeur ajoutée brute constatés au cours de la période pendant laquelle les taxes admissibles ont été appliquées.

4.11.3.4 Audits énergétiques et systèmes de management de l'énergie

364. Pour les aides accordées au titre de la section 4.11, l'État membre doit s'engager à vérifier que le bénéficiaire respecte l'obligation qui lui incombe de réaliser un audit énergétique au sens de l'article 8 de la directive 2012/27/UE. Il peut s'agir d'un audit effectué de manière indépendante ou d'un audit effectué dans le cadre d'un système certifié de management de l'énergie ou de management environnemental, par exemple le système de management environnemental et d'audit de l'Union (EMAS)¹¹⁹.
365. L'État membre doit également s'engager à contrôler que les bénéficiaires soumis à l'obligation de réaliser un audit énergétique en vertu de l'article 8, paragraphe 4, de la directive 2012/27/UE prennent une ou plusieurs des mesures suivantes:

¹¹⁶ Les «biens et les services» n'incluent pas les frais de personnel.

¹¹⁷ Code 12 15 0 du cadre juridique établi par le règlement (CE, Euratom) n° 58/97 du Conseil du 20 décembre 1996 relatif aux statistiques structurelles sur les entreprises (JO L 14 du 17.1.1997, p. 1).

¹¹⁸ Le recours à des compensations annuelles fixes (remboursements) a pour avantage que les entreprises bénéficiant de l'aide sont confrontées à la même hausse du coût marginal de l'électricité (c'est-à-dire à la même hausse du coût de l'électricité pour chaque MWh supplémentaire consommé), ce qui limite les distorsions de concurrence potentielles au sein du secteur.

¹¹⁹ Règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS), abrogeant le règlement (CE) n° 761/2001 et les décisions de la Commission 2001/681/CE et 2006/193/CE (JO L 342 du 22.12.2009, p. 1).

- (a) mise en œuvre des recommandations contenues dans le rapport d’audit, dans la mesure où le délai d’amortissement des investissements concernés ne dépasse pas trois ans et où les coûts de leurs investissements sont proportionnés;
- (b) réduction de l’empreinte carbone de leur consommation d’électricité, de manière à couvrir au moins 30 % de leur consommation d’électricité générée à partir de sources décarbonées;
- (c) investissement d’une part importante d’au moins 50 % du montant de l’aide dans des projets entraînant des réductions substantielles des émissions de gaz à effet de serre de l’installation; le cas échéant, l’investissement devrait entraîner des réductions allant bien au-delà du taux de référence pertinent utilisé pour l’attribution gratuite de quotas au sein du SEQE de l’Union.

4.11.3.5 Règles transitoires

366. La Commission estime que les aides non notifiées accordées sous forme de taxes sur l’électricité réduites pour les gros consommateurs d’énergie au cours de la période antérieure à la publication des présentes lignes directrices peuvent être déclarées compatibles avec le marché intérieur, pour autant que:
- (a) les aides aient été nécessaires au développement des activités économiques exercées par les bénéficiaires et
 - (b) les distorsions de la concurrence excessives aient été évitées.

4.12 Aides à la cessation d’activités liées au charbon, à la tourbe et au schiste bitumineux

367. Les sections 4.12.1 et 4.12.2 énoncent les règles de compatibilité applicables à deux types de mesures que les États membres peuvent prendre pour accompagner la fermeture de centrales produisant de l’énergie par combustion de charbon (y compris de houille et de lignite), de tourbe ou de schiste bitumineux et, potentiellement aussi, la cessation d’activités minières liées à ces combustibles (conjointement dénommées «activités liées au charbon, à la tourbe et au schiste bitumineux»).
368. Les deux sections ci-dessous énoncent les critères que la Commission appliquera lorsqu’elle appréciera l’effet incitatif, la nécessité, le caractère approprié, la proportionnalité et l’affectation de la concurrence et des échanges. Les critères de compatibilité énoncés au chapitre 3 ne s’appliquent qu’aux critères qui ne sont pas des règles spécifiques dans les deux sections ci-dessous.

4.12.1 Aide à la cessation anticipée

4.12.1.1 Justification de l’aide

369. L’abandon progressif de la production d’électricité à partir de charbon, de tourbe et de schiste bitumineux est l’un des principaux moteurs de la décarbonation du secteur de l’électricité dans l’Union. Cette évolution est largement portée par les forces du marché, telles que les effets des prix du carbone et la concurrence des sources d’énergie renouvelables à faibles coûts marginaux.

370. Les États membres peuvent toutefois décider d'accélérer cette transition guidée par le marché en interdisant, à compter d'une certaine date, la production d'électricité à partir de ces combustibles. Une telle interdiction peut créer des situations dans lesquelles des activités rentables liées au charbon, à la tourbe et au schiste bitumineux doivent cesser avant la fin de leur cycle de vie économique, ce qui peut entraîner un manque à gagner.

4.12.1.2 Champ d'application et activités bénéficiant d'aides

371. La présente section expose les règles de compatibilité concernant les mesures prises pour compenser la cessation anticipée d'activités liées au charbon, à la tourbe et au schiste bitumineux.
372. Les mesures couvertes par la présente section peuvent faciliter le développement de certaines activités ou de certaines régions économiques. À titre d'exemple, elles peuvent favoriser le développement d'autres activités, susceptibles d'être respectueuses de l'environnement, pour compenser la réduction de la capacité de production d'électricité découlant des fermetures anticipées. En l'absence de la mesure, cette évolution pourrait ne pas connaître les mêmes proportions. En outre, la prévisibilité et la sécurité juridique introduites par ces mesures peuvent contribuer à faciliter la cessation ordonnée des activités liées au charbon, à la tourbe et au schiste bitumineux.

4.12.1.3 Effet incitatif

373. La mesure doit susciter un changement de comportement économique chez les opérateurs qui cessent leurs activités liées au charbon, à la tourbe et au schiste bitumineux avant la fin de leur durée de vie économique. Pour pouvoir déterminer si ce changement de comportement est effectif, la Commission comparera les effets de la mesure à un scénario contrefactuel sans fermeture obligatoire ni compensation afférente. Il est essentiel que le scénario contrefactuel repose sur des hypothèses justifiées conformes à l'évolution projetée et tienne compte des prévisions de recettes et de coûts des installations en cause. La cessation des activités liées au charbon, à la tourbe et au schiste bitumineux devrait avoir lieu, au plus tard, un an après l'octroi de la compensation, sauf si un mécanisme de correction est en place afin d'actualiser le calcul sur la base des hypothèses les plus récentes. Dans des circonstances exceptionnelles, l'État membre peut exposer les raisons pour lesquelles un délai plus long est nécessaire, même en l'absence de mécanisme de correction. La mesure ne devrait pas aboutir à un contournement des règles applicables aux mesures en faveur de la sécurité de l'approvisionnement.

4.12.1.4 Nécessité et caractère approprié

374. Souvent, la compensation octroyée pour le manque à gagner découlant de la cessation anticipée d'activités liées au charbon, à la tourbe et au schiste bitumineux contribue à éviter les contentieux avec les opérateurs et garantit la sécurité et la prévisibilité juridiques. Une compensation pour le manque à gagner décidée par une juridiction nationale conformément aux règles du droit national applicables à tout justiciable se trouvant dans une situation similaire est susceptible, en raison de sa nature, de ne pas relever du champ d'application du contrôle des aides d'État. La même règle ne s'applique pas à une compensation décidée par les autorités de l'État membre ou convenue avec les entreprises. En pareils cas, la Commission ne peut exclure que ces

formes de compensation impliquent des aides d'État, puisqu'elle n'est pas en mesure de vérifier si la compensation octroyée est égale à la compensation qui aurait été attribuée en vertu du droit national.

4.12.1.5 Proportionnalité

375. En principe, l'aide doit être octroyée à l'issue d'une procédure de mise en concurrence fondée sur des critères clairs, transparents et non discriminatoires, conformément à la section 3.2.1.3¹²⁰. Cette exigence ne s'applique pas lorsque l'État membre démontre qu'il est peu probable qu'une telle procédure soit concurrentielle, pour des raisons objectives. Cela peut notamment être le cas si le nombre de participants potentiels est restreint, pour autant que cela ne soit pas dû à des critères d'admissibilité discriminatoires.
376. Si l'aide est octroyée au moyen d'une procédure de mise en concurrence, la Commission partira du principe qu'elle est proportionnée et limitée au minimum nécessaire.
377. En l'absence de procédure de mise en concurrence, la Commission appréciera la proportionnalité au cas par cas. Dans un tel contexte, la Commission analysera en détail les hypothèses sur lesquelles l'État membre se repose pour quantifier les manques à gagner et les coûts supplémentaires dus à la fermeture anticipée. Cette analyse consistera en la comparaison de la rentabilité escomptée dans les scénarios factuels et contrefactuels. Les coûts supplémentaires ne peuvent pas comprendre les coûts qui seraient également survenus dans le scénario contrefactuel, tels que les coûts de démantèlement. Lorsque la cessation d'activités liées au charbon, à la tourbe et au schiste bitumineux a lieu plus d'un an après l'octroi de la compensation, l'État membre est tenu d'introduire un mécanisme pour actualiser le calcul sur la base des hypothèses les plus récentes, à moins qu'il ne soit en mesure de démontrer pourquoi le recours à un tel mécanisme n'est pas justifié, en raison des circonstances exceptionnelles de l'espèce.

4.12.1.6 Prévention des effets négatifs non désirés sur la concurrence et les échanges

378. L'État membre doit recenser et quantifier les avantages environnementaux attendus de la mesure, si possible en subvention par tonne d'équivalent émissions de CO₂ évitées. Lors de son appréciation des bénéfices de la mesure en matière de décarbonation, la Commission examinera également si la mesure prévoit ou non l'annulation volontaire de quotas d'émissions de CO₂ au niveau national.
379. Il est important de veiller à ce que la mesure soit structurée de manière à limiter autant que possible les distorsions de concurrence sur le marché. Si l'aide est octroyée au moyen d'une procédure de mise en concurrence ouverte à tous les opérateurs exerçant des activités liées au charbon, à la tourbe et au schiste bitumineux sans discrimination, la Commission partira du principe que l'aide a des effets de distorsion limités sur la concurrence et les échanges. En l'absence de procédure de mise en concurrence, la

¹²⁰ L'exigence de 25 % énoncée au point 49 des lignes directrices ne s'applique pas aux procédures de mise en concurrence au titre de la présente section 4.12.

Commission évaluera l'affectation de la concurrence et des échanges sur la base de la manière dont la mesure est conçue et de ses effets sur le marché en cause.

4.12.2 *Aides pour coûts exceptionnels*

4.12.2.1 Justification de l'aide

380. La cessation d'activités non compétitives liées au charbon, à la tourbe et au schiste bitumineux peut générer des coûts sociaux et environnementaux considérables au niveau des centrales électriques et des exploitations minières. Les États membres peuvent décider de couvrir ces coûts exceptionnels afin d'atténuer les conséquences sociales et régionales du processus de cessation de ces activités.

4.12.2.2 Champ d'application et activités bénéficiant d'aides

381. La présente section énonce les règles de compatibilité concernant les mesures prises pour couvrir les coûts exceptionnels résultant de la cessation d'activités liées au charbon, à la tourbe et au schiste bitumineux.
382. Les mesures couvertes par la présente section peuvent faciliter la transition sociale, environnementale et en matière de sûreté de la région concernée.
383. La présente section s'applique dans la mesure où la mesure n'est pas couverte par la décision du Conseil du 10 décembre 2010 relative aux aides d'État destinées à faciliter la fermeture des mines de charbon qui ne sont pas compétitives¹²¹.

4.12.2.3 Nécessité et caractère approprié

384. La Commission estimera que les aides destinées à couvrir ces coûts exceptionnels sont nécessaires et appropriées dans la mesure où elles peuvent contribuer à atténuer l'incidence sociale et environnementale de la cessation d'activités liées au charbon à la tourbe et au schiste bitumineux qui ne sont pas compétitives sur la région et l'État membre concerné.

4.12.2.4 Effet incitatif et proportionnalité

385. Les aides d'État pour coûts exceptionnels ne peuvent être utilisées que pour couvrir les coûts résultant de la cessation d'activités liées au charbon, à la tourbe et au schiste bitumineux.
386. Les catégories de coûts admissibles sont définies dans l'annexe II. Les coûts résultant du non-respect des règlements environnementaux et les coûts liés à la production courante ne sont pas admissibles.
387. En particulier, des aides visant à couvrir des coûts environnementaux exceptionnels ne peuvent être octroyées que lorsque le pollueur n'est pas identifié ou ne peut être tenu pour légalement responsable de la couverture de ces coûts conformément au «principe

¹²¹ Décision du Conseil du 10 décembre 2010 relative aux aides d'État destinées à faciliter la fermeture des mines de charbon qui ne sont pas compétitives (JO L 336 du 21.12.2010, p. 24).

du pollueur-payeur». Le pollueur est responsable en vertu de la législation applicable dans chaque État membre, sans préjudice de la directive 2004/35/UE du Parlement européen et du Conseil¹²² ou d'autres règles de l'Union pertinentes¹²³.

388. Sans préjudice du «principe du pollueur-payeur», les aides d'État ne peuvent être octroyées à l'entité responsable au titre des règles de l'Union et des règles nationales applicables que pour couvrir les coûts environnementaux exceptionnels au-delà des obligations légales conformément aux règles de l'Union et aux règles nationales applicables ou en vertu d'engagements antérieurs/contractuels.
389. Lorsque la personne responsable selon le droit applicable n'est pas identifiée ou ne peut être astreinte à supporter les coûts, les aides d'État peuvent être octroyées pour couvrir l'intégralité des coûts environnementaux exceptionnels. L'État membre doit démontrer que tous les efforts raisonnables ont été fournis pour identifier l'entité responsable. Lorsque la personne à l'origine de la contamination ou d'autres dommages environnementaux est identifiée, l'État membre doit démontrer que toutes les démarches juridiques ont été entreprises pour astreindre le pollueur à supporter les coûts, y compris ceux afférents aux poursuites judiciaires. La Commission peut considérer qu'une entreprise ne peut être astreinte à supporter les coûts liés à l'assainissement de sites qu'elle a contaminés si ladite entreprise a cessé d'exister au regard du droit et si aucune autre entreprise ne peut être considérée comme son successeur légal et/ou s'il n'y a pas de garantie financière ou si celle-ci est insuffisante pour faire face aux frais de l'assainissement.
390. Le montant de l'aide doit être limité à la couverture des coûts exceptionnels supportés par le bénéficiaire et ne doit pas excéder les coûts réellement encourus. La Commission invitera les États membres à mentionner clairement et séparément les montants d'aides pour chacune des catégories de coûts admissibles, tel que détaillé à l'annexe II. Lorsque l'État membre couvre ces coûts en s'appuyant sur des estimations, avant que ces coûts ne soient réellement supportés par le bénéficiaire, il est tenu de vérifier ex post les coûts encourus, sur la base de déclarations détaillées présentées par le bénéficiaire à l'autorité chargée de l'octroi de l'aide, notamment des factures ou certificats faisant apparaître les coûts exceptionnels encourus, puis d'ajuster en conséquence les montants octroyés.

4.12.2.5 Prévention des effets négatifs non désirés sur la concurrence et les échanges

391. Pour autant que l'aide soit restreinte à la couverture des coûts exceptionnels supportés par le bénéficiaire, la Commission considère que ses effets de distorsion sur la concurrence et les échanges sont limités.
392. L'aide perçue devrait être indiquée dans les comptes de résultat du bénéficiaire comme un poste de recettes distinct du chiffre d'affaires. Lorsque le bénéficiaire continue à effectuer des opérations commerciales ou à fonctionner après la cessation des activités liées au charbon, à la tourbe et au schiste bitumineux concernées, il doit tenir une

¹²³ Voir la communication de la Commission intitulée «Lignes directrices permettant une compréhension commune du terme “dommage environnemental” tel que défini à l'article 2 de la directive 2004/35/CE du Parlement européen et du Conseil sur la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux» 2021/C 118/01 (JO C 118 du 7.4.2021, p. 1).

comptabilité précise et séparée pour ces activités. Les aides octroyées doivent être gérées de manière à empêcher tout transfert vers d'autres activités économiques de la même entreprise.

4.13 Aides aux études ou aux services de conseil sur des questions liées à la protection de l'environnement et à l'énergie

4.13.1 Champ d'application et activité bénéficiant d'aides

393. La présente section s'applique aux aides aux études ou aux services de conseil directement liés à des projets ou activités couverts par les présentes lignes directrices. Les aides peuvent être accordées indépendamment du fait que les études ou les services de conseil soient suivis d'un investissement couvert par les présentes lignes directrices.

4.13.2 Effet incitatif

394. Outre les conditions fixées dans la section 3.1.2, la condition énoncée au point 395 s'applique.

395. Les aides en faveur des audits énergétiques requis par la directive 2012/27/UE ne peuvent être considérées comme ayant un effet incitatif que dans la mesure où l'audit énergétique est réalisé en plus de l'audit obligatoire en vertu de ladite directive. Toutefois, si l'audit énergétique est effectué en plus de l'audit énergétique obligatoire prévu par la directive en question, il peut être considéré que l'aide en faveur de l'audit énergétique supplémentaire a un effet incitatif.

4.13.3 Proportionnalité

396. Les coûts admissibles correspondent aux coûts des études ou des services de conseil liés à des projets ou activités couverts par les présentes lignes directrices. Lorsque seule une partie d'une étude ou de services de conseil concerne des investissements couverts par les présentes lignes directrices, les coûts admissibles sont les coûts correspondant aux parties de l'étude ou des services de conseil ayant trait à ces investissements.

397. L'intensité de l'aide ne doit pas excéder 60 % des coûts admissibles.

398. L'intensité de l'aide peut être majorée de 20 points de pourcentage pour les études ou les services de conseil entrepris pour le compte de petites entreprises et de 10 points de pourcentage pour les études ou les services de conseil entrepris pour le compte d'entreprises de taille moyenne.

5. ÉVALUATION

399. Afin de garantir plus encore que les distorsions de la concurrence et des échanges soient limitées, la Commission peut exiger que les régimes d'aides soumis à l'obligation de notification fassent l'objet d'une évaluation ex post. Devraient être évalués les régimes dont le potentiel de distorsion de la concurrence et des échanges est particulièrement élevé, à savoir ceux qui risquent de restreindre ou de fausser la concurrence de manière significative si leur mise en œuvre ne fait pas l'objet d'un réexamen en temps opportun.

400. Une évaluation ex post sera nécessaire pour les régimes d'aides prévoyant des montants d'aide élevés ou présentant des caractéristiques nouvelles, ou lorsque des changements importants en ce qui concerne le marché, la technologie ou la réglementation sont prévus. En tout état de cause, une évaluation ex post sera exigée pour les régimes portant sur un montant d'aide ou des dépenses comptabilisées de plus de 150 000 000 EUR pour une année donnée ou de plus de 750 000 000 EUR sur leur durée totale. La durée totale d'un régime comprend la durée combinée du régime et de tout régime antérieur à celui-ci poursuivant un objectif similaire et couvrant une zone géographique similaire, à compter du 1^{er} janvier 2022. Compte tenu des objectifs de l'évaluation et afin de ne pas imposer une charge disproportionnée aux États membres et aux plus petits projets d'aides, les évaluations ex post ne sont requises que pour les régimes d'aides dont la durée totale excède trois ans à compter du 1^{er} janvier 2022.
401. Compte tenu de ses objectifs et afin que la charge ne soit pas disproportionnée pour les États membres et pour les mesures d'aide de faible montant, l'exigence concernant l'évaluation ex post des régimes d'aide soumis à notification ne s'appliquera qu'aux régimes d'aides prévoyant des montants d'aide élevés ou présentant des caractéristiques nouvelles ou lorsque des changements importants en ce qui concerne le marché, la technologie ou la réglementation sont prévus.
402. L'obligation de procéder à une évaluation ex post peut être levée pour les régimes d'aides qui font immédiatement suite à un régime poursuivant un objectif et couvrant une zone géographique similaires qui a fait l'objet d'une évaluation, pour lequel un rapport d'évaluation final conforme au plan d'évaluation approuvé par la Commission a été rendu et qui n'a pas conduit à des constatations négatives. Tout régime dont le rapport d'évaluation final n'est pas conforme au plan d'évaluation approuvé doit être suspendu avec effet immédiat.
403. L'évaluation devrait servir à contrôler si les hypothèses et conditions sur la base desquelles le régime a été jugé compatible avec le marché intérieur se vérifient, en particulier la nécessité et l'efficacité de la mesure d'aide à la lumière de ses objectifs généraux et spécifiques, et devrait fournir des indications concernant l'incidence du régime sur la concurrence et les échanges.
404. L'État membre doit notifier un projet de plan d'évaluation, qui fera partie intégrante de l'appréciation du régime par la Commission, comme suit:
- (a) conjointement avec le régime d'aides si le budget alloué à celui-ci excède 150 000 000 EUR pour une année donnée ou 750 000 000 EUR sur sa durée totale; et
 - (b) dans les 30 jours ouvrables suivant une modification majeure portant le budget alloué au régime d'aides à plus de 150 000 000 EUR pour une année donnée ou à plus de 750 000 000 EUR sur la durée totale du régime; et
 - (c) dans les 30 jours ouvrables suivant l'inscription, dans les comptes officiels, de dépenses qui excèdent 150 000 000 EUR au cours de l'année précédente.

405. Le projet de plan d'évaluation doit être conforme aux principes méthodologiques communs établis par la Commission¹²⁴. Le plan d'évaluation approuvé par la Commission doit être rendu public.
406. L'évaluation ex post doit être réalisée par un expert indépendant de l'autorité chargée de l'octroi de l'aide, sur la base du plan d'évaluation. Chaque évaluation doit inclure au moins un rapport d'évaluation intermédiaire et un rapport d'évaluation final. Les deux rapports doivent être rendus publics.
407. Dans le cas de régimes d'aides exclus du champ d'application d'un règlement d'exemption par catégorie uniquement en raison de l'importance de leur budget, la Commission appréciera leur compatibilité avec le marché intérieur sur la seule base du plan d'évaluation.
408. Le rapport d'évaluation final doit être communiqué à la Commission en temps opportun pour permettre à celle-ci d'apprécier la prolongation éventuelle du régime d'aides et, au plus tard, neuf mois avant l'expiration de celui-ci. Ce délai pourrait être réduit pour les régimes soumis à l'obligation d'évaluation au cours de leurs deux dernières années de mise en œuvre. La portée et les modalités précises de chaque évaluation seront définies dans la décision autorisant le régime d'aides. Toute mesure d'aide ultérieure poursuivant un objectif similaire doit décrire comment il a été tenu compte des résultats de l'évaluation.

6. RAPPORTS ET CONTRÔLE

409. Conformément au règlement (UE) n° 2015/1589 et au règlement (CE) n° 794/2004, les États membres doivent présenter des rapports annuels à la Commission.
410. Les États membres doivent conserver des dossiers détaillés sur toutes les mesures d'aide. Ces dossiers doivent contenir toutes les informations nécessaires pour établir que les conditions concernant les coûts admissibles et les intensités d'aide maximales ont été respectées. Ils doivent être conservés pendant dix ans à compter de la date d'attribution de l'aide et être communiqués à la Commission sur demande.

7. APPLICABILITÉ

411. La Commission appliquera les présentes lignes directrices à partir du 1^{er} janvier 2022.
412. Les présentes lignes directrices remplacent les lignes directrices concernant les aides d'État à la protection de l'environnement et à l'énergie pour la période 2014-2020¹²⁵
413. La Commission appliquera les présentes lignes directrices pour apprécier la compatibilité de toutes les mesures d'aide notifiées sur lesquelles elle est appelée à adopter une décision après le 1^{er} janvier 2022. Les aides illégales feront l'objet d'une appréciation au regard des règles applicables à la date de leur attribution.

¹²⁴ Document de travail des services de la Commission, Méthodologie commune pour l'évaluation des aides d'État, 28.5.2014, SWD(2014) 179 final.

¹²⁵ Communication de la Commission — Lignes directrices concernant les aides d'État à la protection de l'environnement et à l'énergie pour la période 2014-2020 (JO C 200 du 28.6.2014, p. 1).

414. La Commission propose aux États membres, sur le fondement de l'article 108, paragraphe 1, du traité, les mesures utiles suivantes:

- (a) les États membres doivent modifier, si nécessaire, leurs régimes d'aides à la protection de l'environnement et à l'énergie existants de manière à les mettre en conformité avec les présentes lignes directrices le 31 décembre 2023 au plus tard;
- (b) les États membres devraient donner explicitement leur accord sans réserve aux mesures utiles proposées au point 414(a) dans les deux mois suivant la date de publication des présentes lignes directrices au *Journal officiel de l'Union européenne*. En l'absence de réponse d'un État membre, la Commission en conclura que celui-ci ne souscrit pas aux mesures proposées.

8. RÉVISION

415. La Commission peut décider de réexaminer ou de modifier les présentes lignes directrices à tout moment, si cela s'avère nécessaire pour des raisons de politique de la concurrence ou pour tenir compte d'autres politiques de l'Union et d'engagements internationaux ou pour toute autre raison justifiée.